



-----

## ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

-----

RÉUNION DU 30/01/2020

-----

RAPPORT/DAF /N°107634

### **OBJET : PROJET DE BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2020**

Le présent rapport a pour objet de vous présenter la présentation du Budget Primitif de la Région Réunion pour l'exercice 2020.

## PRÉAMBULE

Le budget Primitif 2020 de la Région Réunion est caractérisé par l'impact de dispositions législatives successives qui ont conduit à constater une baisse de nos ressources courantes de près de 85 M€ en un an.

Dans ces conditions, et ainsi que l'exposaient déjà les Orientations Budgétaires 2020 de la collectivité, le présent budget confirme une contraction des dépenses de fonctionnement d'une ampleur équivalente à ces pertes de ressources. La section d'investissement enregistre également une pression à la baisse.

Cependant, malgré ce contexte très défavorable, la Région réussit à dégager suffisamment d'épargne, ce qui lui permet, d'une part, de maintenir une politique volontariste d'investissement, soutien indispensable de l'économie locale et, d'autre part, de supporter efficacement la croissance de la dette régionale, traduction financière de cette stratégie de long terme.

En synthèse, l'environnement hostile dans lequel ce budget a été équilibré restera le marqueur principal de l'exercice 2020. Le document soumis à votre approbation est donc un acte posé en toute responsabilité qui vise en priorité à préserver les intérêts essentiels de la population réunionnaise. Il est, enfin, le reflet d'une ferme volonté de conserver la confiance de nos partenaires financiers.

Ces propos liminaires permettent d'éclairer la teneur de l'évolution des masses financières qui vous est exposée ci-après.

### **Le cadre d'élaboration du BP 2020**

#### **Longuement exposé dans les précédents documents financiers de la Région, le Contrat de Confiance 2018-2020 a introduit un nouveau mode de gestion locale.**

En imposant un plafond strict de dépense en fonctionnement, puis en mettant sous surveillance l'endettement des collectivités, l'État a clairement indiqué sa volonté d'encadrer le secteur public local dans les limites qu'il a fixées et de le faire évoluer en fonction de ses objectifs nationaux.

Pour rappel, le Contrat de Confiance a arrêté la trajectoire de DRF suivante :

| En €   | Rappel de la base 2017 | 2018               | 2019               | 2020               |
|--|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Montant des dépenses réelles de fonctionnement                               | 466,254,641            | 472,082,824        | 477,983,859        | 483,958,658        |
| Montant additionnel ( retraitements subventions contrats aidés)              |                        | 1,706,406          | 1,727,736          | 1,749,333          |
| <b>Montant total des dépenses réelles de fonctionnement contractualisées</b> | <b>466,254,641</b>     | <b>473,789,230</b> | <b>479,711,595</b> | <b>485,707,991</b> |

Outre ses engagements vis à vis de la Loi de Programmation des Finances Publiques qui a imposé ce nouveau cadre aux collectivités locales majeures, **la Région Réunion s'est engagée à respecter des ratios de bonne gestion requis par ses partenaires financiers** à savoir :

- un taux d'épargne supérieur à 20 %
- une capacité de désendettement inférieure à 12 ans

Sur le plan de l'évolution de ses recettes, l'année 2020 est marquée par :

- la poursuite de l'effet de la décision d'annuler pour trois ans l'application de la délibération du 17 décembre 2017 sur les carburants. La perte de fiscalité est ici estimée à 14 M€ en 2020 et à plus de 45 M€ en pertes cumulées ;
- le transfert de la compétence apprentissage aux OPCO (OPérateurs de Compétences) au 1<sup>er</sup> janvier 2020, ce qui entraînera une perte nette de recettes estimée à 22 M€

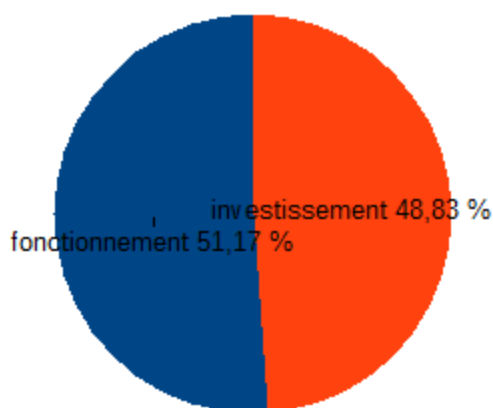
Enfin, des discussions sont en cours avec les services de l'État portant sur les termes de la convention financière du PACTE. La collectivité a demandé à bénéficier des mêmes modalités que la convention de la Région Bretagne. En effet, celle-ci est plus favorable dans le sens où les acomptes sont versés sur la base des montants inscrits au BP et non sur les paiements constatés au Compte Administratif. Seul le solde de la convention est conditionné à la transmission du CA. Ainsi, le préfinancement des opérations est nettement moins important tant en volume qu'en durée.

En grandes masses et en mouvements réels, le projet de Budget Primitif 2020 de la collectivité est équilibré en dépenses et recettes comme suit :

|                | dépenses           |             |               |                    |             |               | recettes           |             |               |
|----------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|
|                | AP/AE              | struct.     | Évol.(*)      | CP                 | struct.     | Évol.(*)      | montants           | struct.     | Évol.(*)      |
| fonctionnement | 152,869,878        | 40%         | -56.5%        | 409,109,528        | 51%         | -16.0%        | 522,470,030        | 65%         | -14.0%        |
| investissement | 231,130,362        | 60%         | -16.6%        | 390,451,641        | 49%         | -31.5%        | 277,091,139        | 35%         | -38.4%        |
| <b>total</b>   | <b>384,000,240</b> | <b>100%</b> | <b>-38.9%</b> | <b>799,561,169</b> | <b>100%</b> | <b>-24.4%</b> | <b>799,561,169</b> | <b>100%</b> | <b>-24.4%</b> |

(\*) les évolutions sont calculées BP 2020 sur BP 2019

### structure du budget en dépenses



### rappel des montants BP 2019

|                | AP/AE              | struct.     | CP                   | struct.     |
|----------------|--------------------|-------------|----------------------|-------------|
| fonctionnement | 351 566 053        | 56%         | 487 258 454          | 46%         |
| investissement | 277 186 427        | 44%         | 570 141 091          | 54%         |
| <b>total</b>   | <b>628 752 480</b> | <b>100%</b> | <b>1 057 399 545</b> | <b>100%</b> |

## Un budget qui met en œuvre le projet de l'actuelle mandature

Sur le fond, il présente les caractéristiques suivantes :

– il entend poursuivre la mise en œuvre du projet de mandature dans le respect des engagements pris antérieurement, notamment au titre du Protocole de Matignon II et des différents programmes opérationnels négociés avec l'Union Européenne,

– **en fonctionnement**, il poursuit les dispositifs d'intervention phares comme la continuité territoriale,

– **en investissement**, il maintient l'investissement à un niveau élevé (49 % des dépenses totales),

– il est équilibré en recettes, au-delà des dotations et subventions, par des produits fiscaux pour lesquels les taux concernant les taxes fiscales régionales enregistreront les décisions prises antérieurement. Ainsi, consciente de l'impact du prix des carburants sur le pouvoir d'achat des ménages, la collectivité a ramené au premier janvier 2019 la taxe spéciale sur la consommation des carburants aux taux en vigueur en 2017. Le taux de cette taxe restera inchangé en 2020.

Sur la forme, ce budget 2020 s'intègre dans le cadre de l'expérimentation de la certification des comptes des collectivités ; à ce titre, la nomenclature budgétaire et comptable M57 constitue le référentiel appliqué depuis l'exercice 2019.

Pour mémoire, le programme de l'actuelle mandature vise à :

– la cohérence des politiques menées notamment en faveur de la jeunesse, du logement et de la culture,

– la recherche d'un développement économique durable de notre territoire grâce au soutien et à l'accompagnement de notre tissu économique, qu'il s'agisse des moyens de production tournés aussi bien vers le marché intérieur qu'à l'international, au soutien des grands chantiers réunionnais ainsi qu'à la suppression des contraintes réglementaires inadaptées à l'aménagement et au développement économique de La Réunion,

– un déverrouillage de toutes les tutelles, de tous les monopoles, de toutes les positions dominantes qui sont un handicap majeur à la liberté des entreprises et à la libération des énergies,

– la promotion de l'égalité des chances pour les familles réunionnaises dans une société en état d'urgence économique et sociale avérée,

– l'amplification de la politique de coopération régionale pour ouvrir La Réunion et accroître sa visibilité au niveau international.

**Enfin, depuis 2019, ces axes sont mis en œuvre selon deux critères principaux : leur impact sur l'emploi et leur impact sur le pouvoir d'achat des Réunionnais.**

**En application de ce programme, les caractéristiques du BP 2020 s'établissent ainsi :**

**En fonctionnement, les dépenses en CP se contractent de (-) 16,0%**

Avec un montant global de 409,1 M€ en mouvements réels, les dépenses de fonctionnement proposées au titre du BP 2020 régressent de -16,0% en crédits de paiement.

Parallèlement aux inscriptions de crédits de paiement (CP), il est proposé d'ouvrir au BP 2020 en section de fonctionnement 152,9 M€ d'autorisations d'engagement (AE) nouvelles, en diminution de -56,5% par rapport au BP 2019.

Sur ces AE, pour 2020, le secteur de la formation professionnelle (chap 932) connaîtra une forte régression notamment en raison de la fin du dispositif d'apprentissage dont la compétence a été transférée par l'État (- 22M€). S'agissant du PACTE d'investissement dans les compétences, il n'est pas prévu de tranche 2020 (50,4 M€) dans l'attente de la réponse de l'État à la demande de la région (cf supra).

Dans le secteur des transports (chap 938), il est rappelé que lors de l'exercice précédent, une inscription sous forme d'enveloppe pluriannuelle (98M€ pour la période 2019 à 2021) a été faite concernant le dispositif de la continuité territoriale afin de mieux répondre aux exigences de la Chambre Régionale des Comptes.

Dans le domaine de l'emploi local, le montant prévu pour la poursuite du dispositif parcours emplois compétences (PEC) est en diminution. Ainsi, dans le secteur non marchand (chapitre 937), un montant de 7,5M€ est proposé, soit une baisse de -11,9M€ par rapport à l'année dernière, et dans le secteur marchand (chapitre 936), le dispositif n'a pas été reconduit, soit une prévision en moins de 3,7M€ en capacité nouvelle.

Par ailleurs, il est à noter que concernant l'exercice 2020, la Région a voté en novembre 2019 une Décision Modificative n° 2 en Autorisation d'Engagement pour un montant total de 19 842 152 €.

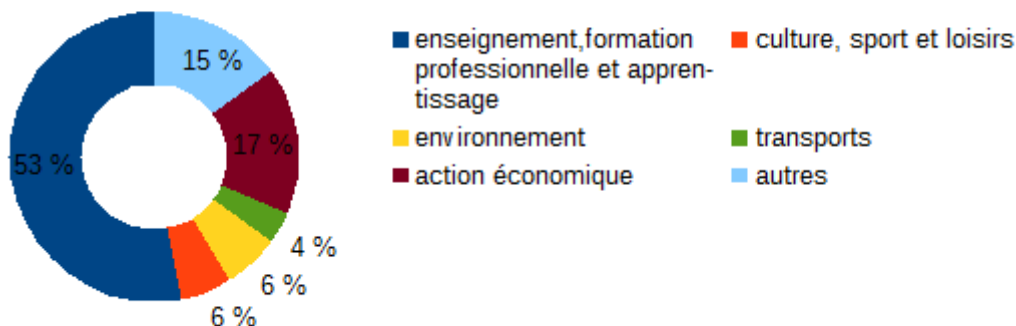
Ce montant a été inscrit au budget 2019 pour permettre à la collectivité de fonctionner normalement au cours du premier trimestre 2020 et faire ainsi face notamment à ses dépenses courantes, malgré le vote tardif du budget, puisque généralement celui-ci est validé en assemblée avant la fin de l'année n-1.

Dans la section de fonctionnement de ce budget 2020, le montant de cette capacité de 2019 a été déduite puisque les engagements sur cette prévision ont déjà été réalisés avant le vote du budget 2020.

Il est rappelé que la différence entre le montant total des AE et celui des CP s'explique par le fait que les rémunérations de personnel et les intérêts de la dette ne peuvent faire, au regard de la réglementation, l'objet de capacité d'engagement.

Par grande fonction budgétaire, les AE se ventilent comme suit :

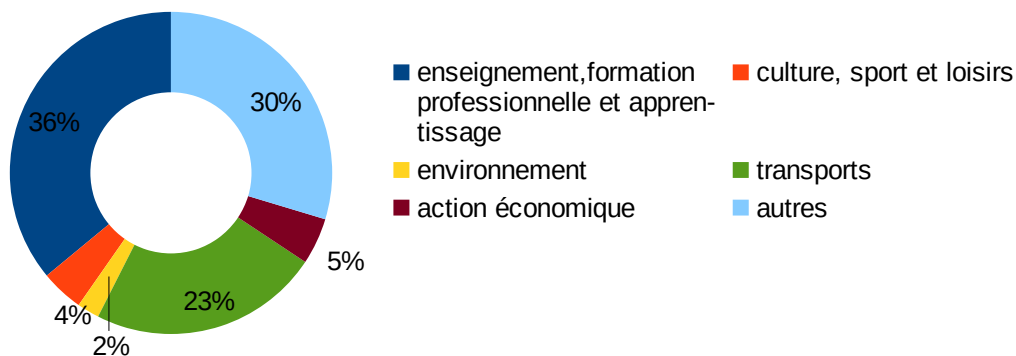
### AE



Les interventions en faveur de la formation professionnelle, de l'enseignement et du transport représentent 69,48 % du total des AE dont l'ouverture est proposée.

Par grande fonction budgétaire, les CP se ventilent comme suit :

### CP



Les interventions en faveur de la formation professionnelle, de l'enseignement et du transport représentent là 59,13 % du total des CP dont l'inscription est proposée.

**Sur ces CP, pour 2020**, et comme mentionné supra, la diminution constatée se situe principalement dans le secteur de la formation professionnelle (chap 932) et est en relation avec la non reconduction du dispositif PACTE d'investissement dans les compétences et la fin du programme d'amorçage du Plan d'investissement dans les Compétences (PIC), la baisse prévue pour ces deux dispositifs est de -45,5M€.

Au chapitre 938, le dispositif de continuité territoriale se voit doté d'un budget de 48M€ (soit 12M€ de plus par rapport au BP 2019), alors qu'au chapitre 937, une enveloppe de 7,2M€ (soit une baisse de -11,9M€) est proposée pour le paiement du dispositif parcours emplois compétences (PEC) dans le secteur non marchand. Par ailleurs, sur le chapitre 936, l'aide à l'animation économique diminue de -3,7M€ et aucun paiement n'est prévu pour le dispositif parcours emplois compétences (PEC) dans le secteur marchand soit une économie de 1,5M€.

Par ailleurs, un effort important a été prévu au chapitre 930 pour les frais généraux dont la baisse est de -6,7 % pour 2020. Ainsi, les charges de personnel diminuent de -1,5 %, soit un taux négatif par rapport aux années précédentes.

Les interventions « autres » regroupent les services généraux (chapitre 930) avec notamment les dépenses de personnel non affectées et la coopération régionale, la santé (chapitre 934), l'aménagement du territoire (chapitre 935), les intérêts de la dette (chapitre 943), et le fonctionnement des groupes d'élus (chapitre 944).

Déduction faite des dépenses de personnel et des intérêts de la dette, les CP servant à la couverture des AE s'élèvent à 207,9 M€ dont une partie est destinée à la couverture des engagements antérieurs à 2019 et l'autre pour la couverture des engagements nouveaux.

Le détail de ces propositions vous est présenté dans le volume «rapports sectoriels» joint au document comptable.

A titre d'information, vous trouverez également dans le tableau ci-dessous, le niveau des dépenses réelles de fonctionnement comparé au plafond desdites dépenses fixé dans la tranche 2020 du contrat de Confiance :

|  | <b>Prévisions BP 2020</b> |
|--|---------------------------|
| <b>DRF 2020</b>  | <b>409 109 528,00</b>     |
| Interventions 2020   | 378 183 307,00            |
| frais financiers 2020  | 24 926 221,00             |
| PIC/PACTE 2020   | 6 000 000,00              |
| <b>DRF 2020 hors dépenses PIC/PACTE</b>                                | <b>403 109 528,00</b>     |
| <b>Retraitements norme LFPP</b>  | <b>1 550 000,00</b>       |
| <i>Compte 6419 suivant prévisions au budget 2020</i>                   | <i>0,00</i>               |
| <i>Compte 6459 suivant prévisions au budget 2020</i>                   | <i>350 000,00</i>         |
| <i>dotations aux provisions 6817 suivant prévisions au budget 2020</i> | <i>1 200 000,00</i>       |
| <b>DRF 2020 retraité norme LFPP et hors dépenses PIC/PACTE</b>         | <b>401 559 528,00</b>     |
| <b>Plafond contractualisé avec retraitement emplois aidés</b>          | <b>485 707 991,00</b>     |
| <b>Ecart Plafond contractualisé avec retraitement emplois aidés</b>    | <b>-84 148 463,00</b>     |

## La baisse des dépenses d'investissement

Le projet de Budget Primitif pour 2020 se traduit par une diminution du niveau de l'investissement tant en Autorisation de Programme (AP) avec un montant de 231,1 M€ qu'en Crédits de Paiement (CP) avec un montant de 390,5 M€ (49 % des dépenses réelles totales), inférieur de -16,6 % en AP par rapport au BP 2019.

Par grande fonction budgétaire, les AP se ventilent comme suit :



Les fonctions 2 « enseignement, formation professionnelle et apprentissage » et 8 « transports » concentrent 64,2 % des ouvertures d'AP proposées.

Au chapitre 903, il est prévu une diminution de la prévision de -6,7M€ pour la poursuite du Plan de Relance Régional d'aide aux Communes dans le domaine de la culture et du sport ainsi que la non reconduction d'une inscription antérieure sur le programme de rénovation des équipements sportifs de -5M€ (notamment pour les CREPS).

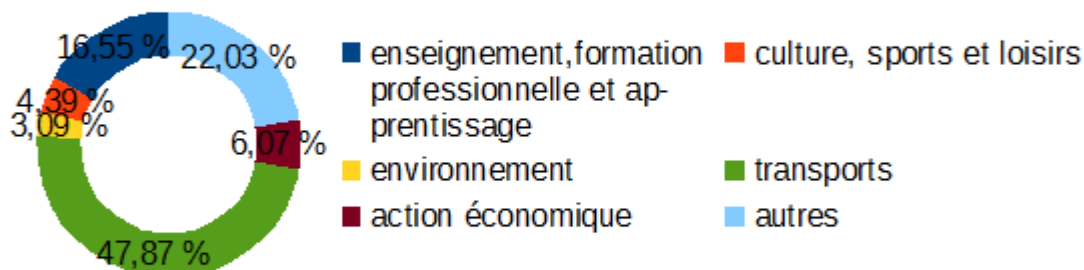
Dans le secteur de l'aménagement, il est constaté une baisse de l'effort financier dans le domaine de la réhabilitation et de l'amélioration du logement qui régresse ainsi de -4,1M€. Par ailleurs, il est aussi prévu une baisse de -2,7 M€ pour la poursuite du Plan de Relance Régional d'aide aux Communes dans le même secteur.

Au chapitre 906, les aides régionales aux entreprises connaissent une réduction de -11,6M€ avec une prévision de 16,8M€ en 2020 contre 25,4M€ antérieurement. Cette diminution s'explique notamment par la fin du dispositif de fonds d'aide exceptionnelle aux TPE qui avaient connu une baisse d'activité suite aux mouvements sociaux survenus l'année précédente.

L'augmentation constatée dans le secteur des transports est liée à l'opération envisagée pour la restauration du pont de la rivière de l'Est avec un montant de 11M€ en AP. L'opération Run Rail mobilise également un montant de 9,6M€ pour des dépenses liées aux frais d'étude et travaux.



Par grande fonction budgétaire, les CP se ventilent comme suit :



Par rapport au BP 2019, les CP diminuent de (-) 31,5 %. La fonction 8 « transports », avec la Nouvelle Route du Littoral ainsi que les autres projets de travaux sur les routes régionales, concentre 47,9 % du total des CP proposés. Hors dette et hors NRL, le montant des autres investissements se chiffre à 208,2 M€ ce qui représente un niveau d'investissement moins élevé qu'au budget primitif de l'année précédente (288,7 M€).

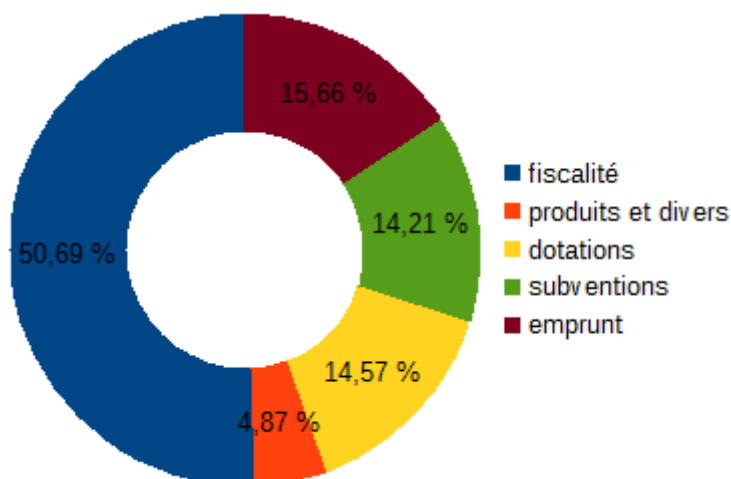
Il est à noter la diminution en matière de :

- Plan de Relance Régional d'aide aux Communes dans le domaine de la culture et du sport (-3,3 M€) au chapitre 903,
- Plan de Relance Régional d'aide aux Communes dans le domaine de l'éducation (-2,9 M€) au chap 902,
- poursuite du dispositif subvention accession logement (-3,4 M€) au chapitre 905,
- les aides régionales aux entreprises baissent de -9,7 M€ au chapitre 906 avec la fin du fonds d'aide exceptionnelle aux TPE en crédit de paiement,
- Plan de Relance Régional d'aide aux Communes dans le domaine de la politique de l'eau et en matière de potabilisation (-2,6M€) au chapitre 907,
- les crédits alloués aux opérations du programme régional routes régressent de -16,7M€ au chapitre 908.

Le détail de ces propositions vous est présenté dans le volume « rapports sectoriels » joint au document comptable.

**Le BP 2020 est équilibré à partir des recettes fiscales, des dotations d'État ainsi que du recours à l'emprunt**

En recettes, le projet de Budget Primitif 2020 est équilibré à partir de cinq grandes catégories de ressources : le produit fiscal, les dotations État, les subventions de L'État et de l'Europe, les produits de gestion et recettes diverses ainsi qu'un recours à l'emprunt.



**1 – fiscalité :**

La prévision de recettes fiscales pour 2020 est de 405,3 M€ dont 98,0 M€ pour la fiscalité locale directe et des compensations diverses, 304,5 M€ pour la fiscalité locale indirecte et 2,8 M€ pour la part régionale de l'octroi de mer affectée au FRDE inscrite en section d'investissement. Ces différentes recettes fiscales sont détaillées dans la présentation technique ci-après.

Par rapport au BP 2019, le produit de la fiscalité baisse globalement de (-)7,4 %.

S'agissant du produit de la fiscalité locale directe (98,0 M€), la progression globale de 0,7 % est essentiellement due à celle de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, qui inclut également la part CVAE du Budget Annexe Transport intégrée au Budget Principal.

Il est à noter que les régions perçoivent 50 % de la CVAE depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 contre 25 % antérieurement en compensation du transfert de la compétence transport.

Le produit de la fiscalité indirecte (307,3 M€), repose principalement sur deux taxes : la taxe spéciale de consommation sur les carburants (affectée des mesures prise en faveur du pouvoir d'achat) et l'octroi de mer régional.

**2 – dotations :**

Il s'agit de ressources versées par L'État soit pour tenir compte d'une insuffisance de ressources fiscales (ancienne DGF transformée en fraction de TVA), soit pour compenser les transferts de charges intervenues à l'occasion des différents transferts de compétences (DGD, DRES).

Pour 2020, la prévision totale de ces dotations s'élève à 116,5 M€ ; le détail en est donné dans la présentation technique ci-après.

Avec la disparition de la DGF et de la poursuite du gel des autres dotations versées par l'État (DGD et DRES), les dotations se stabilisent globalement à 0,3 %.

### **3 – subventions :**

Il s'agit de ressources attendues de la part de différents partenaires pour des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage Région ou faisant l'objet de préfinancement par la Région.

Au titre du projet de Budget Primitif 2020, un montant total de 113,6 M€ est prévu dont principalement 38,0 M€ du Fonds Social Européen, 18,8 M€ du FEDER et 50 M€ de l'État au titre de sa participation aux travaux de la Nouvelle Route du Littoral dans le cadre d'une convention signée avec l'AFITF (Agence de Financement des Investissements de Transport en France).

### **4 – produits de gestion et recettes diverses :**

Les produits de gestion et recettes diverses attendus pour 2020 s'élèvent à 38,9 M€ en diminution de (-) 29,5% par rapport au BP 2019.

Les produits de gestion proviennent notamment de loyers immobiliers, des cotisations du Conservatoire à Rayonnement Régional, de la participation des familles aux frais de restauration scolaire, de remboursement au titre de la rémunération du personnel ainsi que diverses redevances liées à des concessions.

Les recettes diverses concernent pour l'essentiel le FCTVA ainsi que la cession d'éléments de patrimoine non stratégiques (comme des délaissés routiers).

La recette attendue pour 2020 au titre du FCTVA s'élève à 30 M€. Il s'agit d'une prévision effectuée à partir d'une estimation de réalisation de dépenses de 2019 et intégrant notamment un niveau élevé de dépenses éligibles relatives à la Nouvelle Route du Littoral.

### **5 – recours à l'emprunt :**

Un recours à l'emprunt de 125,237 M€ est proposé dans le cadre du projet de Budget Primitif 2020, en diminution de 100 M€ par rapport au BP 2019.

Ainsi au total, et en mouvements budgétaires incluant les écritures d'ordre, le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2020 est équilibré en dépenses et recettes à 1 391 286 317,00 €.

| dépenses                        |                       |                         | recettes                         |                         |
|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|-------------------------|
| postes                          | CE                    | CP                      | postes                           | CP                      |
| Interventions + frais communs   | 152 869 878,00        | 384 183 307,00          | fiscalité                        | 402 491 600,00          |
| intérêts dette                  |                       | 24 926 221,00           | dotations                        | 69 600 000,00           |
|                                 |                       |                         | subventions                      | 42 701 830,00           |
|                                 |                       |                         | produits/autres                  | 7 676 600,00            |
| dotation aux amortissements     |                       | 132 889 832,00          | neutralisation amortissements    | 88 347 650,00           |
| virement à la section d'invest. |                       | 114 652 993,00          | reprise subv. transférables      | 45 834 673,00           |
| <b>fonctionnement</b>           | <b>152 869 878,00</b> | <b>656 652 353,00</b>   | <b>fonctionnement</b>            | <b>656 652 353,00</b>   |
| neutralisation amortissements   |                       | 88 347 650,00           | dotation aux amortissements      | 132 889 832,00          |
| reprise subv. transférables     |                       | 45 834 673,00           | virement de section de fonction. | 114 652 993,00          |
| opérations patrimoniales        |                       | 210 000 000,00          | opérations patrimoniales         | 210 000 000,00          |
| équipement                      | 231 130 362,00        | 336 187 475,00          | fiscalité                        | 2 800 000,00            |
| rembours. dette                 |                       | 54 264 166,00           | dotations                        | 46 911 000,00           |
|                                 |                       |                         | subventions                      | 70 893 060,00           |
|                                 |                       |                         | divers                           | 31 250 000,00           |
|                                 |                       |                         | emprunt                          | 125 237 079,00          |
| <b>investissement</b>           | <b>231 130 362,00</b> | <b>734 633 964,00</b>   | <b>investissement</b>            | <b>734 633 964,00</b>   |
| <b>total</b>                    | <b>384 000 240,00</b> | <b>1 391 286 317,00</b> | <b>total</b>                     | <b>1 391 286 317,00</b> |

### La reconduction des trois budgets annexes : énergie, DSP et Transport

Au delà du budget principal de la collectivité, il est proposé de reconduire les trois budgets annexes à savoir :

- budget annexe assujetti à la TVA pour la distribution et la production d'énergie pour la vente d'énergie produite par l'installation hydroélectrique du Bras des Lianes, la redevance d'occupation du domaine public versée par des prestataires privés au titre de la mise à disposition de toitures de certains lycées pour l'exploitation de panneaux photovoltaïques, ainsi que les reventes d'électricité produite à partir des panneaux photovoltaïques du CPOI et de certains lycées,

|                | énergie        | dépenses          | recettes          |
|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| fonctionnement | interventions  | 292 100,00        | 292 100,00        |
|                | épargne        |                   |                   |
|                | <b>s/total</b> | <b>292 100,00</b> | <b>292 100,00</b> |
| investissement | interventions  |                   |                   |
|                | épargne        |                   |                   |
|                | <b>s/total</b> |                   |                   |
|                | <b>total</b>   | <b>292 100,00</b> | <b>292 100,00</b> |

- budget annexe assujetti à la TVA pour le suivi des opérations de mise à disposition d'investissements réalisés à titre onéreux dans le cadre de la DSP Musées. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les règles d'assujettissement à la TVA applicables aux collectivités qui mettent en affermage l'exploitation d'un service public ont été modifiées, de même que les modalités de récupération de la TVA payée lors de l'acquisition ou de la construction des équipements affermés.

|                | DSP                | dépenses            | recettes            |
|----------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| fonctionnement | interventions      | 71 600,00           | 351 100,00          |
|                | amortissement      | 2 847 395,00        |                     |
|                | reprise subvention |                     | 2 833 465,00        |
|                | épargne            | 265 570,00          |                     |
|                | <b>s/total</b>     | <b>3 184 565,00</b> | <b>3 184 565,00</b> |
| investissement | interventions      | 279 500,00          |                     |
|                | reprise subvention | 2 833 465,00        |                     |
|                | amortissement      |                     | 2 847 395,00        |
|                | épargne            |                     | 265 570,00          |
|                | <b>s/total</b>     | <b>3 112 965,00</b> | <b>3 112 965,00</b> |
|                | <b>total</b>       | <b>6 297 530,00</b> | <b>6 297 530,00</b> |

Le nouveau dispositif prévoit que les collectivités qui mettent à disposition de leur délégataire, à titre onéreux (c'est à dire contre versement d'une redevance), les investissements nécessaires à l'exploitation du service, sont assujetties à TVA. Du fait de cet assujettissement, les collectivités devront soumettre les redevances à la TVA. En contrepartie, elles pourront « récupérer » la TVA payée en exerçant directement leur droit à déduction.

Les redevances perçues par la Région et entrant dans le champ d'application de ce nouveau dispositif sont celles versées par la SPL Réunion des Musées Régionaux pour l'exploitation des structures muséales régionales.

- budget annexe Transport créé en 2017. La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi «NOTRe », confie de nouvelles compétences aux régions. Elle prévoit notamment le transfert de la compétence transport des départements aux régions à compter du 1er janvier 2017.

|                | TRANSPORT      | dépenses             | recettes             |
|----------------|----------------|----------------------|----------------------|
| fonctionnement | interventions  | 26 891 872,00        | 26 891 872,00        |
|                | épargne        |                      |                      |
|                | <b>s/total</b> | <b>26 891 872,00</b> | <b>26 891 872,00</b> |
| investissement | interventions  |                      |                      |
|                | épargne        |                      |                      |
|                | <b>s/total</b> | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>          |
|                | <b>total</b>   | <b>26 891 872,00</b> | <b>26 891 872,00</b> |

## La reconduction des budgets autonomes FEDER et INTERREG

Il est rappelé que les budgets FEDER et INTERREG V des Programmes Opérationnels (PO) européens 2014/2020 ont été créés par délibérations de votre Assemblée lors des exercices respectifs 2015 et 2014, la Région Réunion agissant à cette occasion en qualité d'Autorité de Gestion, conformément à la Loi du 27 janvier 2014.

Ces budgets ont été ouverts par inscription d'une Autorisation d'Engagement unique correspondant au montant de la programmation validée par les instances européennes, à savoir 1 139 M€ s'agissant du FEDER, et 63,2 M€ en ce qui concerne INTERREG V.

Les caractéristiques de ces fonds impliquent que des règles européennes de gestion sont à intégrer dans le corpus des dispositifs spécifiques aux finances publiques françaises, notamment l'obligation d'apurer annuellement ces comptes (une année comptable européenne débute en juillet N et se termine en juin N+1) puis de faire un solde final au terme de la programmation qui s'étalera en réalité sur 10 années.

Dans ce cadre, le mode de versement des crédits européens (avances annuelles, appels de fonds périodiques, versements d'acomptes au titre de l'année comptable européenne, préciputs de 10 % sur ces appels de fonds, apurements des comptes annuels en N+12 mois) couplé à un taux de chute naturel entre les opérations programmées et leur niveau de réalisation nécessitent d'inscrire davantage d'autorisation de programme que de crédits de paiement afin de fluidifier une gestion particulièrement complexe et sensible à la moindre fluctuation de programmation.

L'État a spécifiquement reconnu cette situation et recommande en conséquence une sur-programmation (lettre du ministère des Outre-Mer en date du 5 septembre 2019) afin de garantir l'entière consommation des FESI dédiés à la France.

Pour parvenir à ce résultat, la Région Réunion décide de compléter son règlement budgétaire et financier en ce qui concerne les Autorisations d'Engagement (AE) et les Autorisation de Programme (AP).

C'est ainsi qu'afin de répondre aux exigences réglementaires de l'État Français et aux orientations nécessaires de la gestion des crédits européens, il convient de mettre en œuvre une dotation complémentaire d'AE et/ou d'AP au titre des budgets autonomes FEDER et INTERREG V afin de permettre une programmation supplémentaire, gage **d'absorption** totale des crédits de paiement alloués par la Commission européenne aux programmes. Cette Dotation de Programmation Additionnelle (DPA) représentera au maximum 10 % du coût UE correspondant à 10 % du coût total des PO, selon les recommandations du Ministère des Outre-Mer. Ce taux correspond également au différentiel moyen constaté entre les crédits programmés de 2014 à 2018, et les dépenses éligible certifiables des dossiers correspondants.

Cependant, au regard du caractère d'autonomie des budgets européens par rapport au budget principal, ces AE supplémentaires ne donneront lieu à aucune compensation par le budget principal à la clôture des PO. L'ajustement des Autorisation ouvertes par rapport aux crédits de paiement réellement payés au bénéficiaire et ceux versés par l'Europe donnera lieu à un rapport d'information lors du vote du CA 2021 et **une annexe spécifique sera produit au compte administratif de 2025, année de clôture du POE.**

Pour ces deux budgets autonomes, les inscriptions budgétaires proposées au titre de l'exercice 2020 sont les suivantes :

- budget autonome FEDER (2014-2020):

Par délibérations du Conseil Régional des 22 avril et 17 juin 2014, le Conseil Régional a confirmé sa volonté d'exercer la fonction d'Autorité de Gestion pour le FEDER convergence 2014-2020 et de gérer une enveloppe FEDER de 1,130 Md € et par la même d'assumer les responsabilités financières fixées par l'article L1511-2 du CGCT.

Lors de sa réunion du 17 octobre 2014, le Conseil Régional a approuvé la mise en place effective d'un budget (rapport DAF/2014/22) dotée d'une autonomie financière dans le cadre budgétaire et comptable de la nomenclature M71.

- capacités d'engagement :

Les capacités d'engagement ont été ouvertes en totalité en 2014 pour un montant de 174 000 000 € en autorisations d'engagement en section de fonctionnement et 956 456 061 € en autorisations de programme en section d'investissement, leur engagement s'étant fait globalement la même année au niveau du Conseil Régional.

Pour le BP 2020, il est proposé l'inscription d'une autorisation de programme complémentaire de 113 045 606,10 € en section d'investissement au titre de la Dotation de Programmation Additionnelle (DPA), soit 10 % des capacités d'engagement ouvertes en 2014 ainsi que rappelé dans le paragraphe précédent.

- crédits de paiement : le montant proposé pour 2020 correspond, comme l'an passé, à 1/8ème de l'enveloppe totale de capacité d'engagement soit 141 350 000 € et qui sont ventilées selon la nature comptable des dépenses à engager soit en investissement (article 204) soit en fonctionnement (article 657).

Dans le tableau ci-dessous sont intégrés les écritures d'ordre à compter de 2019.

|                | FEDER              | dépenses              |                       | recettes              |
|----------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|                |                    | CE                    | CP                    |                       |
| fonctionnement | interventions      | 0,00                  | 21 750 000,00         | 21 750 000,00         |
|                | amortissement      |                       | 36 435 087,45         |                       |
|                | reprise subvention |                       |                       | 36 435 087,45         |
|                | <b>s/total</b>     | <b>0,00</b>           | <b>58 185 087,45</b>  | <b>58 185 087,45</b>  |
| investissement | interventions      | 113 045 606,10        | 119 600 000,00        | 119 600 000,00        |
|                | amortissement      |                       |                       | 36 435 087,45         |
|                | reprise subvention |                       | 36 435 087,45         |                       |
|                | <b>s/total</b>     | <b>113 045 606,10</b> | <b>156 035 087,45</b> | <b>156 035 087,45</b> |
|                | <b>total</b>       | <b>113 045 606,10</b> | <b>214 220 174,90</b> | <b>214 220 174,90</b> |

- budget autonome INTERREG V-OI (Océan Indien) 2014-2020 :

Par délibération du Conseil Régional du 10 avril 2015, le Conseil Régional a confirmé sa volonté d'exercer la fonction d'Autorité de Gestion pour le Programme INTERREG V-OI 2014-2020 de gérer l'enveloppe totale de 63,2 M€ et par la même d'en assumer les responsabilités financières fixées par l'article L1511-2 du CGCT et la mise en place d'un budget dotée d'une autonomie financière dans le cadre budgétaire et comptable de la nomenclature M71.

- capacités d'engagement :

Les capacités d'engagement ont été ouvertes en totalité en 2015 pour un montant de 63 200 000 € en autorisations d'engagement en section de fonctionnement son engagement s'étant fait globalement la même année au niveau du Conseil Régional.

Pour le BP 2020, il est proposé l'inscription d'une autorisation d'engagement complémentaire de 6 320 000,00 € en section de fonctionnement au titre de la Dotation de Programmation Additionnelle (DPA), soit 10 % des capacités d'engagement ouvertes en 2015 ainsi que rappelé dans le paragraphe précédent.

- crédits de paiement : le montant proposé pour 2020 correspond, comme l'an passé, à 1/8ème de l'enveloppe totale de capacité d'engagement soit 7 900 000 € et qui sont ventilées selon la nature comptable des dépenses à engager soit en investissement (article 204) soit en fonctionnement (article 657). Dans le tableau ci-dessous sont intégrés les écritures d'ordre à compter de 2020.

|                | POCT               | dépenses            |                      | recettes             |
|----------------|--------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|                |                    | CE                  | CP                   |                      |
| fonctionnement | interventions      | 6,320,000.00        | 6,434,497.30         | 6,434,497.30         |
|                | amortissement      |                     | 2,603,204.68         |                      |
|                | reprise subvention |                     |                      | 2,603,204.68         |
|                | <b>s/total</b>     | <b>6,320,000.00</b> | <b>9,037,701.98</b>  | <b>9,037,701.98</b>  |
| investissement | interventions      | 0.00                | 1,465,502.70         | 1,465,502.70         |
|                | amortissement      |                     |                      | 2,603,204.68         |
|                | reprise subvention |                     | 2,603,204.68         |                      |
|                | <b>s/total</b>     | <b>0.00</b>         | <b>4,068,707.38</b>  | <b>4,068,707.38</b>  |
|                | <b>total</b>       | <b>6,320,000.00</b> | <b>13,106,409.36</b> | <b>13,106,409.36</b> |

C'est sur ces bases, que je vous propose d'approuver les projets de Budget Primitif pour l'exercice 2020, équilibrés en dépenses et recettes et en mouvements budgétaires (mouvements réels + mouvements d'ordre), à 1 391 286 317,00 € pour le budget principal, à 33 481 502 € pour les trois budgets annexes, à 214 220 174,90 € pour le budget autonome FEDER et à 13 106 409,36 € pour le budget autonome POCT, cette approbation emportant :

- au titre du Budget Principal, l'ouverture d'un montant total de 231 130 362,00 € en autorisations de programme nouvelles pour la section d'investissement et 152 869 878,00 € en autorisations d'engagement pour la section de fonctionnement,

- au titre du Budget autonome FEDER, l'ouverture d'un montant total de 113 045 606,10 € en autorisations de programme nouvelles pour la section d'investissement et au titre du Budget autonome POCT, l'ouverture d'un montant total de 6 320 000,00 € en autorisations d'engagement pour la section de fonctionnement,

- une délégation à la Commission Permanente ou au Président du Conseil Régional pour procéder à leur engagement conformément aux indications fournies en annexe du projet de Budget Primitif,

- la fixation des recettes et des taux/tarifs des taxes fiscales tels que prévus en annexe du document comptable et la nouvelle répartition des taux de TSCC entre les collectivités locales,

- la possibilité de recourir l'année prochaine et ce jusqu'au 31 décembre 2020 à des lignes et des billets de trésorerie pour un montant maximum de 200 000 000 €, délégation étant donnée au Président du Conseil Régional conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie locale.



- une délégation au Président du Conseil Régional, conformément à l'article L.4224-5 du code général des collectivités territoriales de la possibilité de :

a) modifier tout contrat de prêt précédemment souscrit, si cette opération peut permettre de réduire la charge à venir de la dette existante (modification du type de taux, changement d'index, renégociation des marges, modification des modalités d'amortissement .....),

b) effectuer les actions nécessaires à une gestion active de la dette de la collectivité, souscrire des contrats de couverture des risques de taux et de change (swap, cap ...), conduire les négociations pour passer les ordres par téléphone, télécopie, courriers avec les établissements financiers et passer les actes correspondants,

c) rembourser des emprunts par anticipation, avec ou sans réaménagement, en fonction des opportunités des marchés financiers et du niveau de trésorerie de la collectivité,

d) signer les actes correspondants. En cas d'empêchement du Président, l'autorisation est donnée au 1<sup>er</sup> Vice Président et au Directeur Général des Services, ces derniers étant également autorisés à cristalliser les opérations de marché.

Enfin, je vous propose d'adopter les projets de délibération ci-joints qui concernent des dispositions particulières à prendre dans certains secteurs d'intervention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer,

## PRÉSENTATION TECHNIQUE

### BUDGET PRINCIPAL

- **PRÉAMBULE**

Depuis l'exercice 2019, le Budget Principal ainsi que les Budgets FEDER et POCT sont soumis à la norme comptable M57.

Ce changement de référentiel s'inscrit dans le cadre de l'expérimentation de la certification des comptes. La M57 constitue en effet le référentiel de certification conformément aux termes de la convention conclue entre la collectivité et la Cour des comptes.

La M57 se caractérise par sa transversalité et reprend les éléments communs aux cadres communal (M14), départemental (M52) et régional (M71). Il résulte d'une fusion complète des nomenclatures de ces 3 instructions et y reprend les mécanismes budgétaires et comptables les plus souples en s'inspirant fortement de la M71. Ainsi, les modifications pour la collectivité portent d'avantage sur les nomenclatures fonctionnelles et par nature que sur les règles de gestion budgétaire et comptable.

La présentation du budget par fonction est maintenue avec le nouvel ordre fonctionnel suivant :

| Code | Libellé  |
|------|--|
| 0    | services généraux  |
| 0-5  | gestion des fonds européens                              |
| 1    | sécurité   |
| 2    | enseignement, formation professionnelle et apprentissage |
| 3    | culture, vie sociale, jeunesse et loisir                 |
| 4    | santé et action sociale                                  |
| 5    | aménagement des territoires et habitat                   |
| 6    | action économique  |
| 7    | environnement  |
| 8    | transports   |
| 9    | fonction en réserve                                      |

Les chapitres 921 à 926 en investissement et 940 à 946 en fonctionnement comprennent des prévisions de dépenses non ventilées dans une fonction.

Le chapitre 95 concerne des chapitres de prévision sans réalisation (dépenses imprévues, virement de l'autofinancement complémentaire, ...).

Les règles budgétaires (modalité de vote du budget et cadre de la pluriannualité) et comptables (enregistrement des immobilisations et calcul de l'amortissement, procédure de rattachement de charges et produits, constitution des provisions...) inscrites au règlement budgétaire et financier sont inchangées. Elles pourront évoluer au cours de l'exercice 2020 pour intégrer les préconisations liées à l'expérimentation et les derniers travaux du Conseil National sur la Comptabilité Publique.

- **PRÉSENTATION DU BP 2020**

En mouvements réels et en crédits de paiement, les prévisions de dépenses et de recettes du projet de Budget Primitif de la Région pour l'exercice 2020, sont équilibrées comme suit :

|                | recettes              | struct.     | dépenses              | struct.     |
|----------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|
| fonctionnement | 522 470 030,00        | 65%         | 409 109 528,00        | 51%         |
| investissement | 277 091 139,00        | 35%         | 390 451 641,00        | 49%         |
| <b>total</b>   | <b>799 561 169,00</b> | <b>100%</b> | <b>799 561 169,00</b> | <b>100%</b> |

Pour la clarté de la présentation, il est proposé de commencer par l'examen des dépenses, puis de celui des recettes, des écritures d'ordre et des budgets annexes et des équilibres budgétaires et de finir par les deux budgets autonomes FEDER et INTERREG.

### 1 – les dépenses :

Par rapport au BP 2019, la répartition des dépenses et les évolutions du projet de BP 2020 sont les suivantes :

#### 1.1 – en capacités d'engagement :

De nouvelles ouvertures de capacités d'engagement (fonctionnement et investissement) pour un montant total de 384 000 240,00 € contre 628 752 480,00 € au BP 2019.

|                | BP 2019               | BP 2020               | Évol. 20/19   |
|----------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| fonctionnement | 351 566 053,00        | 152 869 878,00        | -56,5%        |
| investissement | 277 186 427,00        | 231 130 362,00        | -16,6%        |
| <b>total</b>   | <b>628 752 480,00</b> | <b>384 000 240,00</b> | <b>-38,9%</b> |

Il est à noter que concernant l'exercice 2020, la Région a voté en novembre 2019 une Décision Modificative n° 2 en Autorisation d'Engagement pour un montant total de 19 842 152 €.

Ce montant a été inscrit au budget 2019 pour permettre à la collectivité de fonctionner normalement au cours du premier trimestre 2020 et faire ainsi face notamment à ses dépenses courantes, malgré le vote tardif du budget, puisque d'habitude celui-ci est validé en assemblée avant la fin de l'année n-1.

Dans la section de fonctionnement de ce budget 2020, le montant de cette capacité de 2019 a été déduite puisque les engagements sur cette prévision ayant déjà été réalisés avant le vote du budget 2020.

En section de fonctionnement, les autorisations d'engagement (AE) proposées s'élèvent à 152 869 878,00 €, soit une diminution de (-) 56,5 % par rapport au BP 2019. Le détail des enveloppes fonctionnelles est présenté dans les rapports sectoriels joints au document comptable.

| ch.M57                            | libellé  | BP 2019               | BP 2020               | Évol.<br>20/19 |
|-----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|----------------|
| 930                               | services généraux  | 23 274 763,00         | 18 509 074,41         | -20,5%         |
| 931                               | sécurité   | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%           |
| 932                               | enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 143 984 569,00        | 80 935 342,00         | -43,8%         |
| 933                               | culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs        | 14 173 265,00         | 8 891 081,00          | -37,3%         |
| 934                               | santé et action sociale                                  | 2 185 000,00          | 1 617 000,00          | -26,0%         |
| 935                               | aménagement des territoires et habitat                   | 3 759 900,00          | 1 865 784,59          | -50,4%         |
| 936                               | action économique  | 35 100 280,00         | 25 280 266,00         | -28,0%         |
| 937                               | environnement  | 22 212 810,00         | 9 598 280,00          | -56,8%         |
| 938                               | transports   | 106 207 595,00        | 5 505 179,00          | -94,8%         |
| 939                               | fonction en réserve                                      | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%           |
| 940                               | impositions directes                                     | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%           |
| 944                               | frais de fonctionnement des groupes d'élus               | 67 871,00             | 67 871,00             | 0,0%           |
| 945                               | provisions   | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%           |
| 952                               | dépenses imprévues                                       | 600 000,00            | 600 000,00            | 0,0%           |
| <b>total AE en fonctionnement</b> |  | <b>351 566 053,00</b> | <b>152 869 878,00</b> | <b>-56,5%</b>  |

Le secteur de la formation professionnelle (chap 932) connaîtra une forte baisse notamment en raison de la fin du dispositif d'apprentissage dont la compétence a été transférée par l'État (- 29,9M€ par rapport au BP 2019). S'agissant du PACTE d'investissement dans les compétences, il n'est pas prévu de tranche 2020 (50,4 M€) dans l'attente de la réponse de l'État à la demande de la région de modifier les termes de la convention financière.

Par ailleurs, ce secteur ainsi que l'action économique (chapitre 936) concentrent la majorité des crédits qui serviront notamment de contre-partie nationale à la mobilisation des enveloppes FSE et FEDER.

Dans le secteur des transports (chap 938), il est rappelé que lors de l'exercice précédent, une inscription sous forme d'enveloppe pluriannuelle (98M€ pour la période 2019 à 2021) a été faite concernant le dispositif de la continuité territoriale afin de mieux répondre aux exigences de la Chambre Régionales des Comptes.

Dans le domaine de l'emploi local, le montant prévu pour la poursuite du dispositif parcours emplois compétences (PEC) est en diminution, ainsi dans le secteur non marchand (chapitre 937) un montant de 7,5M€ est proposé soit une baisse de -11,9M€ par rapport à l'année dernière et dans le secteur marchand (chapitre 936) le dispositif n'a pas été reconduit soit une prévision en moins de 3,7M€ en capacité nouvelle.

**En section d'investissement**, les autorisations de programme (AP) proposées s'élèvent à 231 130 362,00 € au BP 2020 contre 277 186 427,00 € au BP 2019 soit une diminution de (-) 16,6 %.

| ch.M57                            | libellé  | BP 2019               | BP 2020               | Évol. 20/19   |
|-----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------|
| 900                               | services généraux  | 14 952 820,07         | 8 100 414,00          | -45,8%        |
| 901                               | sécurité   | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%          |
| 902                               | enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 57 007 972,00         | 55 844 256,00         | -2,0%         |
| 903                               | culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs        | 26 600 000,00         | 11 899 479,00         | -55,3%        |
| 904                               | santé et action sociale                                  | 400 000,00            | 198 964,00            | -50,3%        |
| 905                               | aménagement des territoires et habitat                   | 32 953 036,00         | 21 977 534,00         | -33,3%        |
| 906                               | action économique  | 41 374 848,93         | 26 927 512,02         | -34,9%        |
| 907                               | environnement  | 18 117 750,00         | 13 582 202,98         | -25,0%        |
| 908                               | transports   | 85 780 000,00         | 92 600 000,00         | 8,0%          |
| 909                               | fonction en réserve                                      | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%          |
| 950                               | dépenses imprévues                                       | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%          |
| <b>total AP en investissement</b> |  | <b>277 186 427,00</b> | <b>231 130 362,00</b> | <b>-16,6%</b> |

Au chapitre 903, il est prévu une diminution de la prévision de -6,7M€ pour la poursuite du Plan de Relance Régional d'aide aux Communes dans le domaine de la culture et du sport ainsi que la non reconduction d'une inscription antérieure sur le programme de rénovation des équipements sportifs de -5M€ (notamment pour les CREPS).

Dans le secteur de l'aménagement, il est constaté une baisse de l'effort financier dans le domaine de la réhabilitation et de l'amélioration du logement qui régresse ainsi de -4,1M€. Par ailleurs, il est aussi prévu une baisse de -2,7M€ pour la poursuite du Plan de Relance Régional d'aide aux Communes dans le même secteur.

Au chapitre 906, les aides régionales aux entreprises connaissent une réduction de -11,6M€ avec une prévision de 16,8M€ en 2020 contre 25,4M€ antérieurement. Cette diminution s'explique notamment par la fin du dispositif de fonds d'aide exceptionnelle aux TPE qui avaient connu une baisse d'activité suite aux mouvements sociaux survenus l'année précédente.

L'augmentation constatée dans le secteur des transports est liée à l'opération envisagée pour la restauration du pont de la rivière de l'Est avec un montant de 11M€ en AP. L'opération Run Rail mobilise également un montant de 9,6M€ pour des dépenses liées aux frais d'étude et travaux.

Le détail des enveloppes fonctionnelles est présenté dans les rapports sectoriels joints au document comptable.

## 1.2 - en crédits de paiement :

Il est proposé l'inscription d'un total de crédits de paiement de 799 561 169,00 € soit une diminution de (-) 24,4 % par rapport au BP 2019.

|                | BP 2019                 | BP 2020               | évol.         |
|----------------|-------------------------|-----------------------|---------------|
| fonctionnement | 487 258 454,00          | 409 109 528,00        | -16,0%        |
| investissement | 570 141 091,00          | 390 451 641,00        | -31,5%        |
| <b>total</b>   | <b>1 057 399 545,00</b> | <b>799 561 169,00</b> | <b>-24,4%</b> |

**En section de fonctionnement**, les crédits de paiement proposés s'élèvent à 409 109 528,00 € en baisse de (-) 16,0 % par rapport au BP 2019.

| ch.M57                            | libellé  | BP 2019               | BP 2020               | Évol. 20/19   |
|-----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------|
| 930                               | services généraux  | 97 418 505,06         | 90 927 253,08         | -6,7%         |
| 931                               | sécurité   | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%          |
| 932                               | enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 192 392 573,00        | 147 262 806,00        | -23,5%        |
| 933                               | culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs        | 23 589 160,00         | 17 621 787,00         | -25,3%        |
| 934                               | santé et action sociale                                  | 2 522 000,00          | 1 903 500,00          | -24,5%        |
| 935                               | aménagement des territoires et habitat                   | 3 586 270,00          | 1 808 145,21          | -49,6%        |
| 936                               | action économique  | 29 986 776,14         | 19 146 357,91         | -36,2%        |
| 937                               | environnement  | 21 912 710,00         | 9 117 507,00          | -58,4%        |
| 938                               | transports   | 89 468 810,00         | 94 658 551,00         | 5,8%          |
| 939                               | fonction en réserve                                      | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%          |
| 940                               | impositions directes                                     | 92 600,00             | 34 900,00             | -62,3%        |
| 943                               | opérations financières                                   | 24 597 000,00         | 24 926 221,00         | 1,3%          |
| 944                               | frais de fonctionnement des groupes d'élus               | 492 049,80            | 502 499,80            | 2,1%          |
| 945                               | provisions   | 1 200 000,00          | 1 200 000,00          | 0,0%          |
| <b>total CP en fonctionnement</b> |  | <b>487 258 454,00</b> | <b>409 109 528,00</b> | <b>-16,0%</b> |

Ainsi que précédemment mentionné dans le paragraphe sur les AE, il est à noter que la régression constatée se situe principalement dans le secteur de la formation professionnelle (chap 932) et est en relation avec les négociations en cours sur la convention PACTE la fin du programme d'amorçage du Plan d'investissement dans les Compétences (PIC) et la transfert de la compétence apprentissage la baisse prévue pour ces trois dispositifs est de -45,5M€.

Au chapitre 938, le dispositif de continuité territoriale se voit doté d'un budget de 48M€ (soit 12M€ de plus par rapport au BP 2019), alors qu'au chapitre 937, une enveloppe de 7,2M€ (soit une baisse de -11,9M€) est proposée pour le paiement du dispositif parcours emplois compétences (PEC) dans le secteur non marchand. Par ailleurs, sur le chapitre 936, l'aide à l'animation économique diminue de -3,7M€ et aucun paiement n'est prévu pour le dispositif parcours emplois compétences (PEC) dans le secteur marchand soit une économie de 1,5M€.

**En section d'investissement**, les crédits de paiement proposés s'élèvent à 390 451 641,00 € en baisse de (-) 31,5 % par rapport au BP 2019.

| ch.M57                            | libellé  | BP 2019               | BP 2020               | Évol. 20/19   |
|-----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------|
| 900                               | services généraux  | 12 031 120,87         | 9 405 020,00          | -21,8%        |
| 901                               | sécurité   | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%          |
| 902                               | enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 71 329 726,00         | 64 612 335,00         | -9,4%         |
| 903                               | culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs        | 23 943 077,00         | 17 129 556,00         | -28,5%        |
| 904                               | santé et action sociale                                  | 200 000,00            | 203 646,00            | 1,8%          |
| 905                               | aménagement des territoires et habitat                   | 31 569 720,00         | 22 158 000,00         | -29,8%        |
| 906                               | action économique  | 47 828 702,13         | 23 705 830,06         | -50,4%        |
| 907                               | environnement  | 20 386 806,00         | 12 083 087,94         | -40,7%        |
| 908                               | transports   | 321 376 500,00        | 186 890 000,00        | -41,8%        |
| 909                               | fonction en réserve                                      | 0,00                  | 0,00                  | 0,0%          |
| 923                               | dettes et autres opérations financières                  | 41 475 439,00         | 54 264 166,00         | 30,8%         |
| <b>total CP en investissement</b> |  | <b>570 141 091,00</b> | <b>390 451 641,00</b> | <b>-31,5%</b> |

Hors dette et hors NRL, le montant des autres investissements se chiffre à 208,2 M€ ce qui représente un niveau d'investissement moins élevé qu'au budget primitif de l'année précédente (288,7 M€). Il est à noter la diminution en matière de :

- Plan de Relance Régional d'aide aux Communes dans le domaine de la culture et du sport (-3,3 M€) au chapitre 903 dans le domaine de l'éducation (-2,9 M€) au chap 902 et dans le domaine de la politique de l'eau et en matière de potabilisation (-2,6M€) au chapitre 907, dû à la fin du cycle communal,
- poursuite du dispositif subvention accession logement (-3,4 M€) au chapitre 905,
- les aides régionales aux entreprises baissent de -9,7 M€ au chapitre 906 avec la fin du fonds d'aide exceptionnelle aux TPE en crédit de paiement,
- Fin de chantier des réhabilitations des bâtiments appartenant à la Région cofinancés par le PO FEDER dans l'attente de la future programmation européenne 2021-2027.
- les crédits alloués aux opérations du programme régional routes régressent de -16,7M€ au chapitre 908.

S'agissant de la NRL, la baisse des crédits de paiement traduit l'état d'avancement du chantier : fin du viaduc, du premier marché de digue et difficultés rencontrées par le groupement en charge du marché MT52 (digue Possession – Grande Chaloupe).

## 2 - les recettes :

L'équilibre est obtenu en recettes à hauteur de 799 561 169 € avec (-) 7,4 % de recettes fiscales, (-) 29,5 % de produits et recettes diverses, 0,3 % de dotations, (-) 49,1 % de subventions et (-) 44,4 % d'emprunt.

|                    | fonctionnement        | investissement        | total                 | poids       | Évol.20/19    |
|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|---------------|
| fiscalité          | 402 491 600,00        | 2 800 000,00          | 405 291 600,00        | 51%         | -7,4%         |
| produits et divers | 7 676 600,00          | 31 250 000,00         | 38 926 600,00         | 5%          | -29,5%        |
| dotations          | 69 600 000,00         | 46 911 000,00         | 116 511 000,00        | 15%         | 0,3%          |
| subventions        | 42 701 830,00         | 70 893 060,00         | 113 594 890,00        | 14%         | -49,1%        |
| emprunt            | 0,00                  | 125 237 079,00        | 125 237 079,00        | 16%         | -44,4%        |
| <b>total</b>       | <b>522 470 030,00</b> | <b>277 091 139,00</b> | <b>799 561 169,00</b> | <b>100%</b> | <b>-24,4%</b> |

**En section de fonctionnement**, les prévisions de recettes s'élèvent à 522 470 030 € en diminution de (-) 14% par rapport au BP 2019. Elles se répartissent par chapitre budgétaire comme suit :

| ch.M57  | libellé  | BP 2019               | BP 2020               | Évol. 20/19   |
|---|--|-----------------------|-----------------------|---------------|
| 930   | services généraux  | 36 475 000,00         | 45 767 000,00         | 25,5%         |
| 931   | sécurité   | 0,00                  | 0,00                  |               |
| 932   | enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 114 949 790,00        | 13 278 980,00         | -88,4%        |
| 933   | culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs        | 755 000,00            | 665 000,00            | -11,9%        |
| 935   | aménagement des territoires et habitat                   | 150 000,00            | 161 000,00            | 7,3%          |
| 936   | action économique  | 18 500,00             | 322 450,00            | 1643,0%       |
| 937   | environnement  | 0,00                  | 0,00                  |               |
| 938   | transports   | 850 000,00            | 860 000,00            | 1,2%          |
| 939   | fonction en réserve                                      | 0,00                  | 0,00                  |               |
| 940   | impositions directes                                     | 97 300 000,00         | 98 000 000,00         | 0,7%          |
| 941   | autres impôts et taxes                                   | 287 204 920,00        | 293 415 600,00        | 2,2%          |
| 942   | dotations et participations                              | 69 600 000,00         | 70 000 000,00         | 0,6%          |
| 943   | opérations financières                                   | 0,00                  | 0,00                  |               |
| 945   | reprise sur provisions antérieures                       | 0,00                  | 0,00                  |               |
| <b>total recettes réelles de fonctionnement</b> |  | <b>607 303 210,00</b> | <b>522 470 030,00</b> | <b>-14,0%</b> |

Les principales diminutions concernent la fin des recettes liées à l'apprentissage et à la formation avec le PACTE.

En effet, la gestion de l'apprentissage est transférée aux branches professionnelles suite à la réforme de la loi Avenir professionnel. Même si le projet de loi de finances 2020 dans son article 24 prévoit une compensation pour neutraliser le transfert (9 M€) , cette dernière ne couvre pas la totalité du déficit de ressources liées à la compétence apprentissage.

Dans le domaine de la formation, la tranche 2020 du PACTE a également été suspendue compte-tenu de l'effort de trésorerie que devrait supporter la collectivité.

**En section d'investissement**, les prévisions de recettes s'élèvent à 277 091 139 € en diminution de (-) 38,4 % par rapport au BP 2019 et se répartissent par chapitre budgétaire comme suit :

| ch.M57   | libellé  | BP 2019               | BP 2020               | Évol. 20/19   |
|--|--|-----------------------|-----------------------|---------------|
| 901  | sécurité   | 0,00                  | 0,00                  |               |
| 902  | enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 55 443 036,00         | 53 809 960,00         | -2,9%         |
| 903  | culture, vie sociale, sports et loisirs                  | 0,00                  | 0,00                  |               |
| 906  | action économique  | 0,00                  | 1 174 100,00          |               |
| 907  | environnement  | 3 550 000,00          | 3 370 000,00          | -5,1%         |
| 908  | transports   | 113 900 000,00        | 59 500 000,00         | -47,8%        |
| 909  | fonction en réserve                                      | 0,00                  | 0,00                  |               |
| 921  | taxes non affectées                                      | 2 667 122,00          | 2 800 000,00          | 5,0%          |
| 922  | dotations et participations                              | 46 000 000,00         | 30 000 000,00         | -34,8%        |
| 923  | dettes et autres opérations financières                  | 225 236 177,00        | 125 237 079,00        | -44,4%        |
| 954  | cessions d'immobilisation                                | 3 300 000,00          | 1 200 000,00          | -63,6%        |
| <b>total recettes réelles d'investissement</b> |  | <b>450 096 335,00</b> | <b>277 091 139,00</b> | <b>-38,4%</b> |



Cette baisse provient principalement des subventions Etat et du FCTVA attendu pour 2019.

## 2.1 – fiscalité :

Le produit total attendu par la Région au titre des recettes fiscales et compensations pour l'exercice 2020 est de 405 291 600 € en diminution de (-) 7,4 % par rapport à la prévision du BP 2019.

Dans ce total, les recettes fiscales directes représentent 24% contre 76% pour les recettes fiscales indirectes.

|                     | BP 2019               | BP 2020               | Évol.20/19   | poids       |
|---------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-------------|
| fiscalité directe   | 97 300 000,00         | 98 000 000,00         | 0,7%         | 24%         |
| fiscalité indirecte | 340 472 042,00        | 307 291 600,00        | -9,7%        | 76%         |
| <b>total</b>        | <b>437 772 042,00</b> | <b>405 291 600,00</b> | <b>-7,4%</b> | <b>100%</b> |

Depuis la réforme fiscale intervenue en 2011, la fiscalité locale directe de la Région repose sur la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et sur l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) dont les taux sont fixés au niveau national sans possibilité de modulation ou de majoration par les régions.

Dans la mesure où les produits cumulés de la CVAE et des IFER sont inférieurs aux recettes perçues avant la réforme, la Région bénéficie d'une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle ainsi que du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR).

Depuis 2014, la Région perçoit également une partie des frais de gestion perçus par l'Etat sur la perception de la fiscalité locale directe en substitution de la dotation de décentralisation formation professionnelle qui a été supprimée depuis.

Le Projet de Loi de Finances prévoit une nouvelle baisse de 35 M€ de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe professionnelle attribuées aux régions qui se traduit par une diminution de recettes de 1,6 M€.

Ainsi calculée, la prévision 2020 pour la fiscalité locale directe s'élève à 98 000 000,00 € et se décompose comme suit :

|   | taux | BP 2019              | BP 2020              | Évol.20/19  |
|---|------|----------------------|----------------------|-------------|
| <b>fiscalité directe</b>                              |      | <b>97 300 000,00</b> | <b>98 000 000,00</b> | <b>0,7%</b> |
| cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises      |      | 54 500 000,00        | 57 000 000,00        | 4,6%        |
| péréquation CVAE                                      |      | 4 800 000,00         | 5 200 000,00         | 8,3%        |
| compensation au titre CVAE                            |      | 6 300 000,00         | 6 500 000,00         | 3,2%        |
| dotation compensation de la réforme de la TP          |      | 2 200 000,00         | 600 000,00           | -72,7%      |
| imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux |      | 3 500 000,00         | 3 400 000,00         | -2,9%       |
| fonds national de garantie individuelle de ressources |      | 2 900 000,00         | 2 900 000,00         | 0,0%        |
| compensations fiscales (anciennes TH, TF, TP)         |      | 2 700 000,00         | 1 900 000,00         | -29,6%      |
| frais de gestion FLD                                  |      | 20 400 000,00        | 20 500 000,00        | 0,5%        |

Le produit attendu au titre de la fiscalité locale indirecte assise sur la consommation s'élève à 307 291 600 €, en diminution de (-) 9,7 % par rapport à 2019.

Ce produit repose principalement sur la taxe spéciale de consommation de carburant et l'octroi de mer soit 76,4 % des recettes fiscales indirectes. Dans l'article 6 du PLF 2020, l'État supprime les taxes à faible rendement dont la taxe sur les permis de conduire. Néanmoins, cette suppression sera compensée par une majoration du taux de la taxe sur les cartes grises.

| fiscalité indirecte                      |                 | 340 472 042,00 | 307 291 600,00 | -9,7%   |
|--|-----------------|----------------|----------------|---------|
| permis de conduire                       |                 | 1 200 000,00   | 0,00           | -100,0% |
| cartes grises                            | 51 €/cv         | 25 400 000,00  | 27 000 000,00  | 6,3%    |
| droit enregistrement                     | 1,60%           | 0,00           | 0,00           |         |
| taxe carburants                          |                 | 122 812 200,00 | 126 758 843,00 | 3,2%    |
|  | essence         |                |                |         |
|  | gazole          |                |                |         |
| Fonds de compensation Transport          |                 | 1 992 720,00   | 2 056 757,00   | 3,2%    |
| octroi de mer régional                   | 2,50%           | 103 000 000,00 | 106 000 000,00 | 2,9%    |
| octroi de mer FRDE (*)                   |                 | 2 667 122,00   | 2 800 000,00   | 5,0%    |
| taxe sur les transports                  | 3,05 €/passager | 2 600 000,00   | 2 600 000,00   | 0,0%    |
| taxe sur les rhums                       | 106,71 €/hap    | 2 200 000,00   | 2 200 000,00   | 0,0%    |
| ressource régionale apprentissage        |                 | 42 500 000,00  | 2 000 000,00   | -95,3%  |
| ressource régionale apprentissage        |                 | 4 000 000,00   | 0,00           | -100,0% |
| neutralisation ressource apprentissage   |                 | 0,00           | 9 076 000,00   |         |
| TICPE formation                          |                 | 8 900 000,00   | 8 900 000,00   | 0,0%    |
| TICPE primes apprentis                   |                 | 4 100 000,00   | 0,00           | -100,0% |
| TICPE transferts loi NOTRE et LOI MAPTAM |                 | 3 300 000,00   | 1 500 000,00   | -54,5%  |
| fraction TVA                             |                 | 15 800 000,00  | 16 400 000,00  | 3,8%    |

(\*) imputé en section d'investissement

La Région perçoit également des recettes fiscales spécifiques de l'État en substitution de la dotation globale de fonctionnement soit une fraction de la TVA à hauteur de 16,4M€. Les taux des différentes taxes proposés pour 2020 sont détaillés dans le tableau ci-dessus.

## 2.2 – les produits et recettes diverses :

Cette catégorie de recettes se compose de produits de gestion (loyers, cotisations, redevances, ...) en section de fonctionnement, de la recette perçue au titre du Fonds de Compensation de la TVA pour des dépenses réalisées en 2019 ainsi que le produit des amendes radars en section d'investissement.

Pour 2020, le montant des recettes attendues au titre des produits et recettes diverses s'élèvent à 38 926 600 € en diminution de (-) 29,5 % par rapport au BP 2019.

Ceci s'explique principalement, en investissement, par le montant attendu du FCTVA au titre des dépenses d'investissement de 2019 en baisse par rapport à celui de l'exercice précédent et des cessions.

| chap.M57                                   | libellé                                | BP 2019              | BP 2020              | Évol. 20/19   |
|--|--|----------------------|----------------------|---------------|
| <b>s/total investissement</b>              |  | <b>49 400 000,00</b> | <b>31 250 000,00</b> | <b>-36,7%</b> |
| 954  | cession d'immeubles                    | 3 300 000,00         | 1 200 000,00         | -63,6%        |
| 908  | amendes radars                         | 100 000,00           | 50 000,00            | -50,0%        |
| 922  | FCTVA                                  | 46 000 000,00        | 30 000 000,00        | -34,8%        |
| <b>s/total fonctionnement</b>              |  | <b>5 828 500,00</b>  | <b>7 676 600,00</b>  | <b>31,7%</b>  |
| 930  | remboursement charges sécurité sociale | 600 000,00           | 500 000,00           | -16,7%        |
| 930  | remboursement personnel THD            | 0,00                 | 0,00                 |               |
| 930  | remboursement ticket restaurant        | 1 100 000,00         | 1 100 000,00         | 0,0%          |
| 930  | redevances occupation                  | 0,00                 | 17 000,00            |               |
| 930  | location immeuble                      | 450 000,00           | 500 000,00           | 11,1%         |
| 930  | autres produits de participations      | 175 000,00           | 150 000,00           | -14,3%        |
| 930  | recettes trop perçus subventions       | 0,00                 | 2 000 000,00         |               |
| 932  | FRR                                    | 1 600 000,00         | 1 500 000,00         | -6,3%         |
| 933  | CRR cotisations                        | 450 000,00           | 450 000,00           | 0,0%          |
| 933  | CRR location instruments               | 5 000,00             | 5 000,00             | 0,0%          |
| 933  | CRR location de salles et billetteries | 30 000,00            | 30 000,00            | 0,0%          |
| 935  | redevances DSP GAZELLE                 | 150 000,00           | 161 000,00           | 7,3%          |
| 936  | location immeuble                      | 18 500,00            | 3 600,00             | -80,5%        |
| 938  | redevances concessionnaires            | 450 000,00           | 410 000,00           | -8,9%         |
| 938  | redevances occupation                  | 400 000,00           | 450 000,00           | 12,5%         |
| 942  | FCTVA fonctionnement                   | 400 000,00           | 400 000,00           | 0,0%          |
| <b>total produits et recettes diverses</b> |  | <b>55 228 500,00</b> | <b>38 926 600,00</b> | <b>-29,5%</b> |

### 2.3 – les transferts :

Cette catégorie de recettes se compose de dotations versées par l'Etat dans le cadre des transferts de compétences ainsi que des subventions à percevoir par la Région pour des opérations conduites en maîtrise d'ouvrage.

La prévision de recettes de transferts proposée au titre du Budget Primitif 2020 s'élève à 230 105 890 € en diminution de (-) 32,2 % par rapport au BP 2019.

|              | fonctionnement        | investissement        | Total 2020            | Évol.20/19    |
|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| dotations    | 69 600 000,00         | 46 911 000,00         | 116 511 000,00        | 0,3%          |
| subventions  | 42 701 830,00         | 70 893 060,00         | 113 594 890,00        | -49,1%        |
| <b>total</b> | <b>112 301 830,00</b> | <b>117 804 060,00</b> | <b>230 105 890,00</b> | <b>-32,2%</b> |

Les dotations versées par l'État prévues au titre du BP 2020 s'élèvent à 116 511 000 € contre 116 111 036 € au BP 2019 soit une quasi-stabilité entre les deux exercices.

| ch.M57                        | libellé                                 | BP 2019               | BP 2020               | Évol. 20/19 |
|-------------------------------|---|-----------------------|-----------------------|-------------|
| <b>s/total investissement</b> |   | <b>46 911 036,00</b>  | <b>46 911 000,00</b>  | <b>0,0%</b> |
| 902                           | Dotation Régional d'Equipement Scolaire | 46 911 036,00         | 46 911 000,00         | 0,0%        |
| <b>s/total fonctionnement</b> |   | <b>69 200 000,00</b>  | <b>69 600 000,00</b>  | <b>0,6%</b> |
| 942                           | Dotation Générale de Décentralisation   | 69 200 000,00         | 69 600 000,00         | 0,6%        |
| <b>total dotations</b>        |   | <b>116 111 036,00</b> | <b>116 511 000,00</b> | <b>0,3%</b> |

Les subventions attendues en investissement pour 2020 s'élèvent à 70 893 060 € contre 125 882 000 € au BP 2019 soit une diminution de (-) 43,7 %. Ceci s'explique principalement par la subvention de l'État provenant de l'AFITF pour la NRL compte-tenu du ralentissement des dépenses en 2020.

| chap.M57                      | libellé                              | BP 2019               | BP 2020              | Évol. 20/19   |
|-------------------------------|--------------------------------------|-----------------------|----------------------|---------------|
| <b>s/total investissement</b> |                                      | <b>125 882 000,00</b> | <b>70 893 060,00</b> | <b>-43,7%</b> |
| 902                           | FEDER 2014-2020 centres de formation | 3 160 000,00          | 2 325 600,00         | -26,4%        |
| 902                           | FEDER 2014-2020 lycées               | 3 785 000,00          | 3 715 000,00         | -1,8%         |
| 902                           | FEDER 2014-2020 rénovation thermique | 1 587 000,00          | 858 360,00           | -45,9%        |
| 906                           | ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX CNC | 0,00                  | 950 000,00           |               |
| 906                           | SUBVENTION EASME                     | 0,00                  | 60 400,00            |               |
| 906                           | SUBVENTION EASME                     | 0,00                  | 163 700,00           |               |
| 907                           | FEDER 2014-2020 CES                  | 1 550 000,00          | 1 470 000,00         | -5,2%         |
| 907                           | SUBVENTION SLIME                     | 2 000 000,00          | 1 900 000,00         | -5,0%         |
| 908                           | FEDER 2014-2020 radiers              | 3 300 000,00          | 350 000,00           | -89,4%        |
| 908                           | FEDER 2014-2020 VVR                  | 1 900 000,00          | 1 800 000,00         | -5,3%         |
| 908                           | FEDER 2014-2020 TEE                  | 4 930 000,00          | 4 100 000,00         | -16,8%        |
| 908                           | FEADER 2014-2020 PF                  | 570 000,00            | 2 200 000,00         | 286,0%        |
| 908                           | Etat nouvelle route du littoral      | 100 000 000,00        | 50 000 000,00        | -50,0%        |
| 908                           | participations communes              | 3 100 000,00          | 1 000 000,00         | -67,7%        |

En section de fonctionnement, les subventions attendues, pour l'essentiel, sont des recettes provenant de l'Europe au titre du FSE 2014-2020. Hors cette catégorie de ressource, la diminution est de (-) 56,1 % constatée par rapport à 2019. Ceci est lié à la suspension de la tranche 2020 du PACTE et la fin de la convention d'amorçage du PIC 2018.

| <b>s/total fonctionnement</b> |  | <b>97 169 790,00</b> | <b>42 701 830,00</b> | <b>-56,1%</b> |
|-------------------------------|--|----------------------|----------------------|---------------|
| 930                           | FSE formation 2014-2020 subvention globale               | 30 000 000,00        | 38 000 000,00        | 26,7%         |
| 930                           | UE assistance technique                                  | 4 000 000,00         | 3 000 000,00         | -25,0%        |
| 930                           | Interreg 2014-2020                                       | 150 000,00           | 500 000,00           | 233,3%        |
| 933                           | FPSPP  | 1 000 000,00         | 0,00                 | -100,0%       |
| 932                           | Formation professionnelle – PIC convention amorçage 2018 | 12 313 790,00        | 0,00                 | -100,0%       |
| 932                           | Formation professionnelle – PACTE 2019                   | 39 200 000,00        | 0,00                 | -100,0%       |
| 932                           | FEDER 2014-2020 bourses ARR                              | 736 000,00           | 702 980,00           | -4,5%         |
| 932                           | FSE formation 2014-2020 hors subvention globale          | 3 000 000,00         | 0,00                 | -100,0%       |
| 932                           | FSE IEJ 2014-2020  | 6 500 000,00         | 0,00                 | -100,0%       |
| 933                           | Etat participation culturelle diverse                    | 90 000,00            | 0,00                 | -100,0%       |
| 933                           | Etat participation CRR                                   | 180 000,00           | 180 000,00           | 0,0%          |
| 937                           | subvention ADEME   | 0,00                 |                      |               |
| 939                           | CNC développement cinéma et audiovisuel                  | 0,00                 |                      |               |
| 939                           | FEAMP 2014-2020  | 0,00                 |                      |               |
| 936                           | ETAT OCEAN METISS  | 0,00                 | 28 800,00            |               |
| 936                           | EUROPE OCEAN METISS                                      | 0,00                 | 40 300,00            |               |
| 936                           | CAP CREATION BPI   | 0,00                 | 249 750,00           |               |

Par partenaire, ces recettes de transfert (dotations et subventions) se ventilent comme suit :

|              | investissement        | fonctionnement        | total                 |
|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Europe       | 19 882 660,00         | 42 243 280,00         | 62 125 940,00         |
| FSE          |                       | 38 000 000,00         | 38 000 000,00         |
| FEDER        | 14 618 960,00         | 4 202 980,00          | 18 821 940,00         |
| autres       | 5 263 700,00          | 40 300,00             | 5 304 000,00          |
| État         | 97 921 400,00         | 70 058 550,00         | 167 979 950,00        |
| <b>total</b> | <b>117 804 060,00</b> | <b>112 301 830,00</b> | <b>230 105 890,00</b> |

## 2.4 – le recours à l’emprunt :

Un recours à l’emprunt d’un montant de 125 237 079 € est proposé au titre de l'exercice 2020 contre 225 236 177 € au BP 2019.

| ch./art. | montant        |
|----------|----------------|
| 923.1641 | 125 237 079,00 |

## 3 - les écritures d’ordre :

Les écritures d’ordre, qui sont internes au budget, sont les suivantes :

| chap.                            | libellé                                  | dépenses              | recettes              |
|----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|
| 946                              | amortissement subventions équipement     |                       | 45 834 673,00         |
| 946                              | neutralisation des amortissements        |                       | 88 347 650,00         |
| 946                              | dotations aux amortissement              | 132 889 832,00        |                       |
| 953                              | virement à la section d'investissement   | 114 652 993,00        |                       |
| <b>section de fonctionnement</b> |  | <b>247 542 825,00</b> | <b>134 182 323,00</b> |
| 925                              | opérations patrimoniales                 | 210 000 000,00        | 210 000 000,00        |
| 926                              | amortissement subventions équipement     | 45 834 673,00         |                       |
| 926                              | neutralisation des amortissements        | 88 347 650,00         |                       |
| 926                              | dotations aux amortissement              |                       | 132 889 832,00        |
| 951                              | virement de la section de fonctionnement |                       | 114 652 993,00        |
| <b>section d'investissement</b>  |  | <b>344 182 323,00</b> | <b>457 542 825,00</b> |

Ainsi en mouvements budgétaires (mouvements d'ordre + mouvements réels) le projet de BP 2020, pour ce qui concerne le budget principal, est équilibré comme suit :

| dépenses                        |                       |                         | recettes                         |                         |
|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|-------------------------|
| postes                          | CE                    | CP                      | postes                           | CP                      |
| Interventions + frais communs   | 152 869 878,00        | 384 183 307,00          | fiscalité                        | 402 491 600,00          |
| intérêts dette                  |                       | 24 926 221,00           | dotations                        | 69 600 000,00           |
|                                 |                       |                         | subventions                      | 42 701 830,00           |
|                                 |                       |                         | produits/autres                  | 7 676 600,00            |
| dotation aux amortissements     |                       | 132 889 832,00          | neutralisation amortissements    | 88 347 650,00           |
| virement à la section d'invest. |                       | 114 652 993,00          | reprise subv. transférables      | 45 834 673,00           |
| <b>fonctionnement</b>           | <b>152 869 878,00</b> | <b>656 652 353,00</b>   | <b>fonctionnement</b>            | <b>656 652 353,00</b>   |
| neutralisation amortissements   |                       | 88 347 650,00           | dotation aux amortissements      | 132 889 832,00          |
| reprise subv. transférables     |                       | 45 834 673,00           | virement de section de fonction. | 114 652 993,00          |
| opérations patrimoniales        |                       | 210 000 000,00          | opérations patrimoniales         | 210 000 000,00          |
| équipement                      | 231 130 362,00        | 336 187 475,00          | fiscalité                        | 2 800 000,00            |
| rembours. dette                 |                       | 54 264 166,00           | dotations                        | 46 911 000,00           |
|                                 |                       |                         | subventions                      | 70 893 060,00           |
|                                 |                       |                         | divers                           | 31 250 000,00           |
| <b>investissement</b>           | <b>231 130 362,00</b> | <b>734 633 964,00</b>   | emprunt                          | 125 237 079,00          |
|                                 |                       |                         | <b>investissement</b>            | <b>734 633 964,00</b>   |
| <b>total</b>                    | <b>384 000 240,00</b> | <b>1 391 286 317,00</b> | <b>total</b>                     | <b>1 391 286 317,00</b> |

## BUDGET ANNEXES

### 1 – Budget énergie :

|                | énergie        | dépenses          | recettes          |
|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| fonctionnement | interventions  | 292 100,00        | 292 100,00        |
|                | épargne        |                   |                   |
|                | <b>s/total</b> | <b>292 100,00</b> | <b>292 100,00</b> |
| investissement | interventions  |                   |                   |
|                | épargne        |                   |                   |
|                | <b>s/total</b> |                   |                   |
|                | <b>total</b>   | <b>292 100,00</b> | <b>292 100,00</b> |

## 2 – budget DSP Musées :

|                | DSP                | dépenses            | recettes            |
|----------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| fonctionnement | interventions      | 71 600,00           | 351 100,00          |
|                | amortissement      | 2 847 395,00        |                     |
|                | reprise subvention |                     | 2 833 465,00        |
|                | épargne            | 265 570,00          |                     |
|                | <b>s/total</b>     | <b>3 184 565,00</b> | <b>3 184 565,00</b> |
| investissement | interventions      | 279 500,00          |                     |
|                | reprise subvention | 2 833 465,00        |                     |
|                | amortissement      |                     | 2 847 395,00        |
|                | épargne            |                     | 265 570,00          |
|                | <b>s/total</b>     | <b>3 112 965,00</b> | <b>3 112 965,00</b> |
|                | <b>total</b>       | <b>6 297 530,00</b> | <b>6 297 530,00</b> |

## 3 – budget Transport :

|                | TRANSPORT      | dépenses             | recettes             |
|----------------|----------------|----------------------|----------------------|
| fonctionnement | interventions  | 26 891 872,00        | 26 891 872,00        |
|                | épargne        |                      |                      |
|                | <b>s/total</b> | <b>26 891 872,00</b> | <b>26 891 872,00</b> |
| investissement | interventions  |                      |                      |
|                | épargne        |                      |                      |
|                | <b>s/total</b> | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>          |
|                | <b>total</b>   | <b>26 891 872,00</b> | <b>26 891 872,00</b> |

## BUDGET CONSOLIDÉ (budget principal et budgets annexes) :

Ainsi en mouvements budgétaires le projet de Budget Primitif consolidé pour l'exercice 2020, équilibré en dépenses et recettes s'élève à 1 424 767 819,00 €.

|                         | dépenses              |                         | recettes                |
|-------------------------|-----------------------|-------------------------|-------------------------|
|                         | CE                    | CP                      |                         |
| budget principal        | 152 869 878,00        | 656 652 353,00          | 656 652 353,00          |
| budget annexe énergie   |                       | 292 100,00              | 292 100,00              |
| budget annexe DSP       |                       | 3 184 565,00            | 3 184 565,00            |
| budget annexe Transport |                       | 26 891 872,00           | 26 891 872,00           |
| <b>fonctionnement</b>   | <b>152 869 878,00</b> | <b>687 020 890,00</b>   | <b>687 020 890,00</b>   |
| budget principal        | 231 130 362,00        | 734 633 964,00          | 734 633 964,00          |
| budget annexe énergie   |                       | 0,00                    | 0,00                    |
| budget annexe DSP       |                       | 3 112 965,00            | 3 112 965,00            |
| budget annexe Transport |                       |                         |                         |
| <b>investissement</b>   | <b>231 130 362,00</b> | <b>737 746 929,00</b>   | <b>737 746 929,00</b>   |
| <b>total</b>            | <b>384 000 240,00</b> | <b>1 424 767 819,00</b> | <b>1 424 767 819,00</b> |

## BUDGETS AUTONOMES

Il est rappelé que les budgets FEDER et INTERREG V des Programmes Opérationnels (PO) européens 2014/2020 ont été créés par délibérations de votre Assemblée lors des exercices respectifs 2015 et 2014, la Région Réunion agissant à cette occasion en qualité d'Autorité de Gestion, conformément à la Loi du 27 janvier 2014.

Ces budgets ont été ouverts par inscription d'une Autorisation d'Engagement unique correspondant au montant de la programmation validée par les instances européennes, à savoir 1 139 M€ s'agissant du FEDER, et 63,2 M€ en ce qui concerne INTERREG V.

Les caractéristiques de ces fonds impliquent que des règles européennes de gestion sont à intégrer dans le corpus des dispositifs spécifiques aux finances publiques françaises, notamment l'obligation d'apurer annuellement ces comptes (une année comptable européenne débute en juillet N et se termine en juin N+1) puis de faire un solde final au terme de la programmation qui s'étalera en réalité sur 10 années.

Dans ce cadre, le mode de versement des crédits européens (avances annuelles, appels de fonds périodiques, versements d'acomptes au titre de l'année comptable européenne, préciputs de 10 % sur ces appels de fonds, apurements des comptes annuels en N+12 mois) couplé à un taux de chute naturel entre les opérations programmées et leur niveau de réalisation nécessitent d'inscrire davantage d'autorisation de programme que de crédits de paiement afin de fluidifier une gestion particulièrement complexe et sensible à la moindre fluctuation de programmation.

L'État a spécifiquement reconnu cette situation et recommande en conséquence une sur-programmation (lettre du ministère des Outre-Mer en date du 5 septembre 2019) afin de garantir l'entière consommation des FESI dédiés à la France.

Pour parvenir à ce résultat, la Région Réunion décide de compléter son règlement budgétaire et financier en ce qui concerne les Autorisations d'Engagement (AE) et les Autorisation de Programme (AP).

C'est ainsi qu'afin de répondre aux exigences réglementaires de l'État Français et aux orientations nécessaires de la gestion des crédits européens, il convient de mettre en œuvre une dotation complémentaire d'AE et/ou d'AP au titre des budgets autonomes FEDER et INTERREG V afin de permettre une programmation supplémentaire, gage **d'absorption** totale des crédits de paiement alloués par la Commission européenne aux programmes. Cette Dotation de Programmation Additionnelle (DPA) représentera au maximum 10 % du coût UE correspondant à 10 % du coût total des PO, selon les recommandations du Ministère des Outre-Mer. Ce taux correspond également au différentiel moyen constaté entre les crédits programmés de 2014 à 2018, et les dépenses éligible certifiables des dossiers correspondants.

Cependant, au regard du caractère d'autonomie des budgets européens par rapport au budget principal, ces AE supplémentaires ne donneront lieu à aucune compensation par le budget principal à la clôture des PO. L'ajustement des Autorisation ouvertes par rapport aux crédits de paiement réellement payées au bénéficiaire et ceux versés par l'Europe donnera lieu à un rapport d'information lors du vote du CA 2021 et **une annexe spécifique sera produit au compte administratif de 2025, année de clôture du POE.**

Pour ces deux budgets autonomes, les inscriptions budgétaires proposées au titre de l'exercice 2020 sont les suivantes :

### BUDGET AUTONOME FEDER

Par délibération en date du 17 octobre 2014, le Conseil Régional a mis en place un budget annexe



afin de suivre les opérations comptables liées à la gestion des fonds européens dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion pour le FEDER convergence 2014-2020.

Soumis à la nomenclature budgétaire et comptable M57, ce budget autonome est équilibré en dépenses et recettes comme suit :

|                | FEDER              | dépenses              |                       | recettes              |
|----------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|                |                    | CE                    | CP                    |                       |
| fonctionnement | interventions      | 0,00                  | 21 750 000,00         | 21 750 000,00         |
|                | amortissement      |                       | 36 435 087,45         |                       |
|                | reprise subvention |                       |                       | 36 435 087,45         |
|                | <b>s/total</b>     | <b>0,00</b>           | <b>58 185 087,45</b>  | <b>58 185 087,45</b>  |
| investissement | interventions      | 113 045 606,10        | 119 600 000,00        | 119 600 000,00        |
|                | amortissement      |                       |                       | 36 435 087,45         |
|                | reprise subvention |                       | 36 435 087,45         |                       |
|                | <b>s/total</b>     | <b>113 045 606,10</b> | <b>156 035 087,45</b> | <b>156 035 087,45</b> |
|                | <b>total</b>       | <b>113 045 606,10</b> | <b>214 220 174,90</b> | <b>214 220 174,90</b> |

La totalité des capacités d'engagement (AP/AE 1 130 000 000 €) a été ouverte au budget 2014 et directement engagée comptablement par le Conseil Régional.

Pour le BP 2020, il est proposé l'inscription d'une autorisation de programme complémentaire de 113 045 606,10 € en section d'investissement au titre de la Dotation de Programmation Additionnelle (DPA), soit 10 % des capacités d'engagement ouvertes en 2014 ainsi que rappelé dans le paragraphe précédent.

Les recettes et les crédits de paiement proposés en dépenses correspondent, comme l'an passé, à 1/8ème des capacités d'engagement ouvertes.

### BUDGET AUTONOME INTERREG

La totalité des capacités d'engagement (AP/AE 63 200 000 €) a été ouverte au budget 2015 et directement engagée comptablement par le Conseil Régional.

Pour le BP 2020, il est proposé l'inscription d'une autorisation d'engagement complémentaire de 6 320 000,00 € en section de fonctionnement au titre de la Dotation de Programmation Additionnelle (DPA), soit 10 % des capacités d'engagement ouvertes en 2015 ainsi que rappelé dans le paragraphe précédent.

|                | POCT               | dépenses            |                      | recettes             |
|----------------|--------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|                |                    | CE                  | CP                   |                      |
| fonctionnement | interventions      | 6,320,000.00        | 6,434,497.30         | 6,434,497.30         |
|                | amortissement      |                     | 2,603,204.68         |                      |
|                | reprise subvention |                     |                      | 2,603,204.68         |
|                | <b>s/total</b>     | <b>6,320,000.00</b> | <b>9,037,701.98</b>  | <b>9,037,701.98</b>  |
| investissement | interventions      | 0.00                | 1,465,502.70         | 1,465,502.70         |
|                | amortissement      |                     |                      | 2,603,204.68         |
|                | reprise subvention |                     | 2,603,204.68         |                      |
|                | <b>s/total</b>     | <b>0.00</b>         | <b>4,068,707.38</b>  | <b>4,068,707.38</b>  |
|                | <b>total</b>       | <b>6,320,000.00</b> | <b>13,106,409.36</b> | <b>13,106,409.36</b> |

Les recettes et les crédits de paiement proposés en dépenses correspondent, comme l'an passé, à 1/8ème des capacités d'engagement ouvertes.

### **III. ANNEXES**

Les annexes budgétaires portant sur les instances décisionnelles, la répartition de la taxe spéciale sur la consommation des carburants et la répartition de la dotation globale de fonctionnement des lycées sont également jointes jointes au présent rapport.

---

**annexe 1 : instance décisionnelle**

|                            |    |
|----------------------------|----|
| I - INFORMATIONS GENERALE  | II |
| PRESENTATION DES AP VOTEES | B1 |

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) |  | Chapitre(s) | Montant       | Instance<br>décisionnelle |
|-------------------------------|--|-------------|---------------|---------------------------|
| Numéro                        | Libellé  |             |               |                           |
| P209-0002/2011/1              | PATRIMOINE AMENAGEMENT BATIMENTS ADMINISTRATIFS MIS A        | 900         | 103 587,00    | ordonnateur               |
| P195-0001/2010/1              | INVESTISSEMENT CESR  | 900         | 23 000,00     | ordonnateur               |
| P192-0004/2010/1              | AMENAGEMENT BATIMENTS ADMINISTRATIFS MIS A DISPOSIT'OU LOUES | 900         | 900 000,00    | ordonnateur               |
| P203-0001/2016/1              | DEVELOPPT OUTILS MULTIMEDIAS COMMUNICATION                   | 900         | 200 000,00    | ordonnateur               |
| P192-0005/2010/1              | MATERIEL ET MOBILIER AGILE                                   | 900         | 20 000,00     | ordonnateur               |
| P198-0002/2010/1              | EQUIPEMENTS INFORMATIQUES                                    | 900         | 2 087 921,24  | ordonnateur               |
| P209-0006/2011/1              | PATRIMOINE ACQUISITION BATIMENTS ADMINISTRATIFS              | 900         | 1 470 000,00  | cperma                    |
| P192-0001/2010/1              | ACQUISITION DE MATERIEL DE TRANSPORT                         | 900         | 519 384,00    | ordonnateur               |
| P199-0003/2010/1              | REGIES D'AVANCES   | 900         | 8 000,00      | ordonnateur               |
| P199-0004/2019/1              | ORGANISATION-SYSTEMES INFORMATIONS                           | 900         | 400 000,00    | ordonnateur               |
| P197-0016/2010/1              | TRAVAUX ET GROSSES REPARATIONS BATIMENTS                     | 900         | 500 000,00    | cperma                    |
| P192-0002/2010/1              | MATERIEL DE BUREAU, MOBILIER ET TELEPHONIE                   | 900         | 640 000,00    | ordonnateur               |
| P091-0001/2013/1              | ADAPTATION POSTE DE TRAVAIL                                  | 900         | 24 000,00     | ordonnateur               |
| P192-0011/2011/1              | DEPOTS ET MARQUES  | 900         | 1 521,00      | ordonnateur               |
| P195-0001/2010/1              | INVESTISSEMENT CCEE  | 900         | 9 120,00      | ordonnateur               |
| P192-0003/2010/1              | MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE                              | 900         | 400 000,00    | ordonnateur               |
| P198-0001/2010/1              | ETUDES INFORMATIQUES   | 900         | 647 346,76    | ordonnateur               |
| P202-0001/2010/1              | MATERIEL BUREAU GROUPE ELUS                                  | 900         | 46 534,00     | ordonnateur               |
| P197-0041/2016/1              | TRAVX MAINTENANC BAT MO REGION                               | 900         | 100 000,00    | cperma                    |
| P111-0001/2010/1              | SOUTIEN A LA RECHERCHE                                       | 902         | 1 700 000,00  | cperma                    |
| P110-0001/2010/1              | EQUIPEMENTS LYCEES   | 902         | 7 700 000,00  | cperma                    |
| P197-0005/2010/1              | REHABILITATION ENERGIES                                      | 902         | 299 000,00    | cperma                    |
| P197-0036/2010/1              | MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET        | 902         | 600 000,00    | cperma                    |
| P110-0001/2010/4              | EQUIPEMENTS RESTAURATION SCOLAIRE                            | 902         | 300 000,00    | cperma                    |
| P110-0001/2010/6              | EQUIPEMET DES EQUIPES MOBILES                                | 902         | 141 000,00    | cperma                    |
| P111-0002/2010/1              | EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION UNIVERSITE                        | 902         | 420 000,00    | cperma                    |
| P110-0005/2010/1              | PLAN ORDINATEUR PORTABLE                                     | 902         | 5 500 000,00  | cperma                    |
| P197-0006/2010/1              | TRAVAUX DE MAINTENANCE -SUBVENTIONS                          | 902         | 2 000 000,00  | cperma                    |
| P197-0001/2011/1              | CONSTRUCTION SCOLAIRE MO REGION                              | 902         | 1 500 000,00  | cperma                    |
| P197-0002/2010/1              | TRAVAUX DE MAINTENANCE LYCEE                                 | 902         | 500 000,00    | cperma                    |
| P197-0044/2016/1              | RENOVATION CONFORT THERMIQ LYC                               | 902         | 25 200 000,00 | cperma                    |
| P197-0043/2016/1              | TRAVX MAINTENANC CENTRES MO                                  | 902         | 46 500,00     | cperma                    |
| P197-0031/2010/1              | MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET        | 902         | 2 200 000,00  | cperma                    |
| P112-0003/2010/1              | DEPENSES INVESTISSEMENT CPOI                                 | 902         | 8 148,00      | cperma                    |
| P197-0009/2010/1              | SUBVENTIONS TRAVAUX SUR CENTRES DE FORMATION                 | 902         | 200 000,00    | cperma                    |
| P112-0001/2010/1              | EQUIPEMENTS DES CENTRES                                      | 902         | 1 629 608,00  | cperma                    |
| P110-0002/2010/1              | EQUIPEMENT DES LYCEES PRIVES                                 | 902         | 170 000,00    | cperma                    |
| P209-0009/2013/1              | ACQUISITIONS - FORMATION PROFESSIONNELLE                     | 902         | 20 000,00     | cperma                    |
| P205-0010/2018/1              | DEPENSES INVESTISSEMENT CPOI-DL                              | 902         | 270 000,00    | ordonnateur               |
| P210-0005/2016/1              | PLAN RELANCE REGIONAL II COMMUNES - EDUCATION                | 902         | 5 340 000,00  | cperma                    |
| P110-0006/2016/1              | EQUIPEMENT INFORMATIQUE                                      | 902         | 100 000,00    | cperma                    |
| P150-0017/2011/1              | EQUIPEMENT SALLE DE SPECTACLE                                | 903         | 37 500,00     | cperma                    |
| P151-0003/2010/1              | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT DOMAINE SPORT                       | 903         | 413 848,00    | cperma                    |
| P150-0006/2010/1              | SUBVENTIONS EQUIPEMENT ASSOCIATIONS CULTURELLES              | 903         | 574 228,00    | cperma                    |
| P151-0005/2011/1              | AIDES EQUIPEMENT ETAT  | 903         | 270 000,00    | cperma                    |
| P210-0004/2016/1              | PLAN RELANCE REGIONAL II COMMUNES - CULTURE ET SPORT         | 903         | 5 340 000,00  | cperma                    |
| P151-0009/2016/1              | INSTITUT REGIONAL SPORT OCEAN INDIEN                         | 903         | 2 000,00      | cperma                    |
| P150-0004/2010/1              | SUBVENTIONS EQUIPEMENTS COMMUNES                             | 903         | 100 000,00    | cperma                    |
| P150-0007/2010/1              | ETUDES DE GRANDS PROJETS                                     | 903         | 150 000,00    | cperma                    |
| P150-0026/2015/1              | SERVICE REGIONAL DE L INVENTAIRE                             | 903         | 40 000,00     | cperma                    |
| P197-0012/2010/1              | TRAVAUX CNR MO REGION  | 903         | 200 000,00    | cperma                    |
| P150-0010/2010/1              | TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES                                  | 903         | 50 000,00     | cperma                    |
| P150-0016/2011/1              | DIVERS INVESTISSEMENT CULTURE                                | 903         | 2 000,00      | ordonnateur               |
| P151-0010/2016/1              | DIVERS INVESTISSEMENT SPORT                                  | 903         | 18 443,00     | ordonnateur               |
| P209-0008/2012/1              | ACQUISITIONS FONCIERES CULTURE                               | 903         | 3 050 000,00  | cperma                    |
| P150-0008/2010/1              | OEUVRES D'ART REGION   | 903         | 20 000,00     | ordonnateur               |
| P150-0005/2010/1              | SUBVENTIONS PROTECTION PATRIMOINE                            | 903         | 40 000,00     | cperma                    |
| P150-0018/2011/1              | AIDES AUX ENTREPRISES CULTUREL                               | 903         | 250 000,00    | cperma                    |
| P151-0008/2016/1              | RENOVATION EQUIPT SPORTIFS REGIONAUX                         | 903         | 5 000,00      | ordonnateur               |
| P150-0027/2016/1              | MISE EN TOURISME PATRIMOINE CULTUREL                         | 903         | 80 000,00     | cperma                    |
| P150-0002/2010/1              | EQUIPEMENTS STRUCTURES MUSEALE                               | 903         | 235 000,00    | cperma                    |
| P150-0022/2013/1              | REHABILITATION PATRIMOINE PROTEGEE                           | 903         | 150 000,00    | cperma                    |
| P150-0001/2010/1              | CNR - ACQUISITIONS ET TRAVAUX                                | 903         | 225 000,00    | cperma                    |
| P151-0001/2010/1              | SUBVENTIONS CONSTRUCTIONS-RENOVATIONS                        | 903         | 296 460,00    | cperma                    |
| P197-0026/2010/1              | TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES                                  | 903         | 350 000,00    | cperma                    |
| P206-0002/2020/1              | INVESTISSEMENT - AIDES ALIMENTAIRES                          | 904         | 100 000,00    | cperma                    |

|                            |    |
|----------------------------|----|
| I - INFORMATIONS GENERALE  | II |
| PRESENTATION DES AP VOTEES | B1 |

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) |  | Chapitre(s) | Montant       | Instance décisionnelle |
|-------------------------------|--|-------------|---------------|------------------------|
| Numéro                        | Libellé  |             |               |                        |
| P205-0001/2013/1              | INTERVENTION PECSS - INVESTISSEMENT                    | 904         | 98 964,00     | cperma                 |
| P140-0006/2010/1              | PGR1   | 905         | 80 000,00     | cperma                 |
| P140-0001/2010/1              | SAR  | 905         | 350 000,00    | cperma                 |
| P140-0002/2010/1              | ORGANISMES AMENAGEMENT                                 | 905         | 500 000,00    | cperma                 |
| P204-004/2010/1               | SIG-ANTENNE SATELLITE                                  | 905         | 200 000,00    | cperma                 |
| P140-0023/2015/1              | SEAS OI INFRASTRUCTURES                                | 905         | 50 000,00     | cperma                 |
| P140-0022/2015/4              | CONNAISSANCE ENTRETIEN ET PRESERVATION PAT NAT CULT P. | 905         | 135 000,00    | cperma                 |
| P140-0020/2015/1              | ESPACES PUBLICS STRUCTURANTS                           | 905         | 340 000,00    | cperma                 |
| P140-0030/2016/1              | POLE PORTUAIRE INDUST ENERG BOIS ROUGE                 | 905         | 200 000,00    | cperma                 |
| P140-0003/2010/1              | DENSIFICATION DES POLES INTERMODAUX                    | 905         | 350 000,00    | cperma                 |
| P204-001/2010/1               | SIG-ACQUISITIONS DE DONNEES                            | 905         | 20 000,00     | ordonnateur            |
| P133-0009/2010/1              | PROJET EN MAITRISE D'OUVRAGE                           | 905         | 7 097 534,00  | cperma                 |
| P133-0018/2020/1              | FINANCT OP*AMNGT NUM REGIE THD                         | 905         | 840 000,00    | cperma                 |
| P210-0005/2017/1              | PRR II - AMENAGEMENT BATIMENT                          | 905         | 2 300 000,00  | cperma                 |
| P140-0026/2016/1              | AMELIORATION DU LOGEMENT                               | 905         | 7 200 000,00  | cperma                 |
| P133-0002/2010/1              | TIC - AIDES PROJETS PUBLICS                            | 905         | 50 000,00     | cperma                 |
| P140-0032/2016/1              | FONCTIONNEMENT SGH                                     | 905         | 5 000,00      | cperma                 |
| P140-0027/2016/1              | ECOCITE ET WATERFRONT                                  | 905         | 170 000,00    | cperma                 |
| P140-0035/2016/1              | FRAFU AMENAGEMENT                                      | 905         | 1 200 000,00  | cperma                 |
| P140-0022/2015/3              | DEVELOPPEMENT DURABLE BIODIVERSITE ENVIRONNEMENT       | 905         | 85 000,00     | cperma                 |
| P140-0004/2010/2              | AIDE STRATEGIE DLAL PJT LEADER (FEADER)                | 905         | 185 000,00    | cperma                 |
| P140-0004/2010/1              | AMENAGEMENT RURAL ET BOURG                             | 905         | 620 000,00    | cperma                 |
| P130-0001/2020/3              | AIDES AUX ENTREPRISES-CPCB                             | 906         | 1 100 000,00  | cperma                 |
| P130-0002/2018/2              | ETUDES MO REGION-DIDN                                  | 906         | 633 000,00    | cperma                 |
| P130-0001/2018/2              | AIDES AUX ENTREPRISES-DIDN                             | 906         | 4 349 800,00  | cperma                 |
| P209-0011/2014/1              | ACQUISITION DE TERRAINS - ECO                          | 906         | 5 000,00      | cperma                 |
| P130-0005/2010/1              | AIDES ORGANISMES ECONOMIQUES                           | 906         | 2 096 200,00  | cperma                 |
| P130-0002/2010/1              | ETUDES A CARACTERE ECONOMIQUE MO REGION                | 906         | 400 000,00    | cperma                 |
| P130-0005/2018/2              | AIDES INV ORGANISMES-DIDN                              | 906         | 746 000,00    | cperma                 |
| P130-0004/2010/1              | AMENAGEMENT ZONE ARTISANALE                            | 906         | 3 800 000,00  | cperma                 |
| P130-0002/2020/3              | ETUDES MO REGION-CPCB                                  | 906         | 30 000,00     | cperma                 |
| P130-0001/2010/1              | AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES                       | 906         | 8 382 466,00  | cperma                 |
| P130-0005/2020/3              | AIDES INV ORGANISMES-CPCB                              | 906         | 700 000,00    | cperma                 |
| P130-0013/2010/1              | AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES < 23 k€               | 906         | 1 035 000,00  | ordonnateur            |
| P130-0010/2010/1              | AMENAGEMENTS TOURISTIQUES                              | 906         | 240 000,00    | cperma                 |
| P130-0008/2010/1              | FONDS DE CREDITS                                       | 906         | 1 900 000,00  | cperma                 |
| P130-0013/2020/3              | AIDES ENTREPRISES < 23k€-CPCB                          | 906         | 55 000,00     | ordonnateur            |
| P130-0013/2018/2              | AIDES ENTREPRISES < 23k€-DIDN                          | 906         | 120 000,00    | ordonnateur            |
| P125-0010/2012/1              | RECHERCHE AGRONOMIQUE                                  | 906         | 1 333 046,02  | cperma                 |
| P140-0013/2012/1              | SOLS /SS SOLS  | 907         | 150 000,00    | cperma                 |
| P208-0002/2011/8              | ENERGIE - TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE                | 907         | 3 720 635,40  | cperma                 |
| P125-0005/2010/1              | MILIEUX AQUATIQUES                                     | 907         | 719 047,28    | cperma                 |
| P210-0007/2018/1              | PRR II AIDES COMMUNES-POLITIQUE DE L'EAU               | 907         | 2 000 000,00  | cperma                 |
| P125-0003/2010/3              | DECHETS CADRE DE VIE (AIR)                             | 907         | 71 192,80     | cperma                 |
| P125-0015/2020/1              | OBSERVATOIRE DES DECHETS                               | 907         | 100 000,00    | cperma                 |
| P208-0002/2011/7              | ENERGIE-AIDES CES PARTICULIERS                         | 907         | 1 883 049,56  | cperma                 |
| P208-0002/2011/3              | SUBVENTIONS ENERGIE-ETUDES RECHERCHES-AIDES ORG PUB    | 907         | 249 174,80    | cperma                 |
| P125-0004/2010/2              | MILLIEUX TERRESTRES                                    | 907         | 245 619,43    | cperma                 |
| P208-0002/2011/4              | ENERGIE - ETUDES ET RECHERCHES EN MAITRISE OUVRAGE     | 907         | 202 899,48    | cperma                 |
| P208-0002/2011/6              | ENERGIE - AIDE EQUIPEMENT PHOTOVOLTAIQUE               | 907         | 1 067 892,00  | cperma                 |
| P125-0012/2016/1              | POTABILISATION   | 907         | 580 000,00    | cperma                 |
| P125-0003/2010/1              | DECHETS CADRE DE VIE (AIR)                             | 907         | 477 000,00    | cperma                 |
| P208-0002/2011/1              | SUBVENTIONS ENERGIE - AIDES AUX COMMUNES ET EPCI       | 907         | 54 660,67     | cperma                 |
| P208-0002/2011/2              | SUBVENTIONS ENERGIE - AIDES AUX ENTREPRISES            | 907         | 2 061 031,56  | cperma                 |
| P160-0018/2018/1              | RESTAURATION PONT RIVIERE DE L EST                     | 908         | 11 000 000,00 | cperma                 |
| P165-0001/2010/1              | TEE SUBVENTIONS INFRASTRUCTURES EPCI                   | 908         | 900 000,00    | cperma                 |
| P140-0025/2015/1              | INVESTISSEMENTS AEROPORTUAIRES                         | 908         | 100 000,00    | cperma                 |
| P160-0003/2010/1              | PROGRAMME REGIONAL ROUTES                              | 908         | 60 035 403,00 | cperma                 |
| P160-0016/2014/1              | SMPRR - TRAVAUX ROUTIERS                               | 908         | 2 200 000,00  | cperma                 |
| P165-0009/2020/1              | RUN RAIL-ETUDES ET TRAVAUX                             | 908         | 9 614 597,00  | cperma                 |
| P160-0012/2010/1              | DIVERS INVESTISSEMENT DRR                              | 908         | 50 000,00     | ordonnateur            |
| P160-0005/2010/1              | PISTES FORESTIERES                                     | 908         | 100 000,00    | cperma                 |
| P160-0008/2010/1              | SUBVENTION AUX COMMUNES TRAVAUX ROUTES NATIONALES      | 908         | 5 000 000,00  | cperma                 |
| P205-0007/2010/2              | FRAIS INVESTISSEMENT DRR                               | 908         | 150 000,00    | ordonnateur            |
| P160-0015/2014/1              | SUBVENTION AU SMPRR                                    | 908         | 300 000,00    | cperma                 |
| P160-0017/2016/1              | PISTES RIVIERE DES GALETS                              | 908         | 150 000,00    | cperma                 |

|                            |    |
|----------------------------|----|
| I - INFORMATIONS GENERALE  | II |
| PRESENTATION DES AP VOTEES | B1 |

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) |                             | Chapitre(s) | Montant        | Instance<br>décisionnelle |
|-------------------------------|-----------------------------|-------------|----------------|---------------------------|
| Numéro                        | Libellé                     |             |                |                           |
| P160-0006/2010/1              | VOIE VELO REGIONALE         | 908         | 2 500 000,00   | cperma                    |
| P165-0010/2020/1              | ACQUISITIONS FONCIERES RRTG | 908         | 400 000,00     | cperma                    |
| P165-0004/2011/1              | ETUDES TEE MO REGION        | 908         | 100 000,00     | cperma                    |
| TOTAL                         |                             |             | 231 130 362,00 |                           |
| AP de dépenses imprévues (2)  |                             | 950         |                |                           |
| TOTAL GENERAL                 |                             |             | 231 130 362,00 |                           |

|                            |    |
|----------------------------|----|
| I - INFORMATIONS GENERALES | II |
| PRESENTATION DES AE VOTEES | B2 |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) |  | Chapitre(s) | Montant      | Instance<br>déclensionnelle |
|-------------------------------|--|-------------|--------------|-----------------------------|
| Numéro                        | Libellé  |             |              |                             |
| A212-0002/2020/1              | PREST*STRATEGIE CONSEIL CITOYENNE                    | 930         | 50 000,00    | cpema                       |
| A192-0013/2010/1              | HONORAIRES ET ACHATS D'ETUDES                        | 930         | 732 304,00   | ordonnateur                 |
| A144-0001/2010/1              | PARTICIPATION A DES ACTIONS DE COOPERATION REGIONALE | 930         | 530 000,00   | cpema                       |
| A203-0002/2014/2              | ACTION PROMOTION EUROPE                              | 930         | 200 000,00   | ordonnateur                 |
| A144-0006/2017/1              | OPERATIONS MAITRISE OUVRAGE INTERREG                 | 930         | 25 000,00    | ordonnateur                 |
| A145-0003/2010/1              | FRAIS DIVERS EUROPE                                  | 930         | 118 219,00   | cpema                       |
| A192-0017/2010/1              | FRAISTELECOMMUNICATION (TELEPHONIE FIXE ET MOBILE)   | 930         | 333 460,99   | ordonnateur                 |
| A192-0003/2010/1              | FRAIS DE FONCTIONNEMENT AGILE                        | 930         | 10 500,00    | ordonnateur                 |
| A192-0032/2010/1              | ACHATS D'ETUDES                                      | 930         | 17 000,00    | ordonnateur                 |
| A091-0003/2010/1              | FRAIS DE FORMATION ET ANNEXE                         | 930         | 552 000,00   | ordonnateur                 |
| A212-0001/2020/1              | FONCTIONNEMENT CCC-CDJ                               | 930         | 95 500,00    | ordonnateur                 |
| A201-0001/2010/1              | BUDEGT FRAIS CONSULTATION ET AUDIT                   | 930         | 622 250,00   | ordonnateur                 |
| A192-0004/2010/1              | CARBURANTS   | 930         | 300 000,00   | ordonnateur                 |
| A197-0006/2012/1              | FRAIS DIVERS BATIMENT                                | 930         | 40 000,00    | ordonnateur                 |
| A198-0007/2011/2              | MAINTENANCE DES AUTOCOMS                             | 930         | 9 465,75     | ordonnateur                 |
| A193-0002/2012/1              | PRESTATIONS ARCHIVES                                 | 930         | 74 102,44    | ordonnateur                 |
| A192-0019/2010/1              | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX                      | 930         | 470 000,00   | ordonnateur                 |
| A203-0005/2019/1              | PROTOCOLE  | 930         | 67 048,00    | ordonnateur                 |
| A192-0018/2010/1              | AFFRANCHISSEMENT, FRET ET TRANSPORT                  | 930         | 13 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0041/2010/1              | BATIMENT ADMINISTRATIF FOURNITURES ENTREPRISES       | 930         | 10 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0030/2010/1              | ENTRETIEN DE VEHICULES                               | 930         | 30 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0037/2010/1              | DIVERS AUTRES PRESTATIONS                            | 930         | 70 000,00    | ordonnateur                 |
| A202-0002/2010/1              | FRAIS MISSION ET FORMATION                           | 930         | 191 248,00   | ordonnateur                 |
| A091-0001/2010/1              | FRAIS ANNEXES  | 930         | 2 752 900,00 | ordonnateur                 |
| A205-0016/2020/1              | FRAIS DIVERS RUP                                     | 930         | 40 000,00    | ordonnateur                 |
| A195-0001/2010/1              | FONCTIONNEMENT CESR                                  | 930         | 141 787,00   | ordonnateur                 |
| A198-0004/2010/1              | FRAIS DE PTT (INTERCONNEXIONS ET INTERNET)           | 930         | 163 025,37   | ordonnateur                 |
| A198-0002/2010/1              | FOURNITURES INFORMATIQUES                            | 930         | 111 156,66   | ordonnateur                 |
| A205-0002/2010/1              | PATRIMOINE - ELECTRICITE                             | 930         | 64 908,18    | ordonnateur                 |
| A198-0006/2011/1              | HEBERGEMENT SITE INTERNET                            | 930         | 12 621,01    | ordonnateur                 |
| A192-0016/2010/1              | FRAIS DE GARDIENNAGE                                 | 930         | 1 680 000,00 | ordonnateur                 |
| A203-0001/2010/1              | RECEPTION ET COMMUNICATION                           | 930         | 212 000,00   | ordonnateur                 |
| A192-0036/2010/1              | FOURNITURES CONSOMMEES                               | 930         | 15 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0025/2010/1              | ASSISTANCE AUDIOVISUELLE                             | 930         | 5 000,00     | ordonnateur                 |
| A196-0001/2010/1              | FONCTIONNEMENT CCEE                                  | 930         | 74 859,00    | ordonnateur                 |
| A209-0002/2011/1              | PATRIMOINE DIVERS AUTRES PRESTATIONS                 | 930         | 300,00       | ordonnateur                 |
| A192-0006/2010/1              | ENTRETIEN ET REPARATION MATERIEL                     | 930         | 270 000,00   | ordonnateur                 |
| A198-0001/2010/1              | FRAIS ENTRETIEN INFORMATIQUE                         | 930         | 518 717,09   | ordonnateur                 |
| A209-0004/2011/1              | PATRIMOINE ASSURANCES                                | 930         | 10 400,00    | ordonnateur                 |
| A192-0029/2010/1              | LOCATION DE MATERIELS DE TRANSPORT                   | 930         | 10 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0010/2010/1              | LOCATION DE MATERIELS                                | 930         | 32 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0040/2010/1              | ENTRETIEN DE JARDINS                                 | 930         | 17 000,00    | ordonnateur                 |
| A202-0003/2010/1              | AUTRES PARTICIPATION CR                              | 930         | 85 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0020/2010/1              | FRAIS DE RECEPTION                                   | 930         | 40 000,00    | ordonnateur                 |
| A144-0004/2010/4              | SERVICES EXTERIEURS - FRAIS DIVERS                   | 930         | 10 678,00    | ordonnateur                 |
| A203-0003/2016/1              | ACTION PROMOTION INTERREG                            | 930         | 55 000,00    | ordonnateur                 |
| A199-0004/2010/1              | REGIES D'AVANCES                                     | 930         | 90 000,48    | ordonnateur                 |
| A192-0005/2012/2              | MAINTENANCE DES BATIMENTS                            | 930         | 100 000,00   | ordonnateur                 |
| A192-0027/2010/1              | FOURNITURE DE BUREAU (PAPIE/TONER)                   | 930         | 75 000,00    | ordonnateur                 |
| A203-0004/2019/1              | COMMUNICATION  | 930         | 3 997 388,00 | ordonnateur                 |
| A209-0006/2011/1              | PATRIMOINE ETUDES ET PRESTATIONS                     | 930         | 90 000,00    | ordonnateur                 |
| A209-0003/2011/1              | PATRIMOINE LOCATIONS DE BATIMENTS                    | 930         | 990 944,00   | ordonnateur                 |
| A192-0005/2010/1              | ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS               | 930         | 965 000,00   | ordonnateur                 |
| A192-0015/2010/1              | IMPRESSIONS ET INSERTIONS                            | 930         | 151 750,00   | ordonnateur                 |
| A205-0013/2010/1              | IMPRESSION ET INSERTION                              | 930         | 10 000,00    | ordonnateur                 |
| A205-0006/2010/1              | PATRIMOINE-ASSURANCES                                | 930         | 200 000,00   | ordonnateur                 |
| A205-0001/2010/1              | PATRIMOINE - EAU                                     | 930         | 102 094,43   | ordonnateur                 |
| A192-0007/2010/1              | FOURNITURES ADMINISTRATIVES ET DIVERS                | 930         | 30 000,00    | ordonnateur                 |
| A193-0001/2010/1              | DOCUMENTATION GENERALE                               | 930         | 103 447,01   | ordonnateur                 |
| A144-0002/2010/3              | SUBVENTION A DES ORGANISMES PUBLICS DIVERS           | 930         | 720 000,00   | cpema                       |
| A112-0002/2010/1              | APPRENTISSAGE  | 932         | 1 000 000,00 | cpema                       |
| A134-0002/2010/1              | AIDES A LA MOBILITE EDUCATIVE                        | 932         | 3 400 000,00 | cpema                       |
| A111-0005/2010/1              | BOURSE REUSSITE ETUDIANT                             | 932         | 2 500 000,00 | cpema                       |
| A110-0012/2013/1              | VOYAGES PEDAGOGIQUES                                 | 932         | 45 000,00    | cpema                       |
| A091-0004/2010/1              | FRAIS ANNEXES TOS                                    | 932         | 132 000,00   | ordonnateur                 |
| A110-0002/2010/1              | MESURE ACCOMPAGNEMENT SECONDAIRE                     | 932         | 397 000,00   | cpema                       |
| A112-0003/2010/1              | MESURE D'ACCOMPAGNEMENT                              | 932         | 3 300 000,00 | cpema                       |

|                            |    |
|----------------------------|----|
| I - INFORMATIONS GENERALES | II |
| PRESENTATION DES AE VOTEES | B2 |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) |   | Chapitre(s) | Montant       | Instance<br>décisionnelle |
|-------------------------------|---|-------------|---------------|---------------------------|
| Numéro                        | Libellé   |             |               |                           |
| A110-0003/2010/1              | MANUELS SCOLAIRES                                   | 932         | 2 300 000,00  | cpema                     |
| A205-0014/2019/1              | FRAIS FONCTIONNEMENT CPOI-DL                        | 932         | 450 353,00    | ordonnateur               |
| A112-0020/2017/1              | FORMATION PROFESSIONNELLE MARCHES                   | 932         | 13 170 000,00 | cpema                     |
| A110-0016/2016/1              | CONNEX* INTERNET FAMILLES MODESTES                  | 932         | 350 000,00    | cpema                     |
| A112-0018/2014/1              | FRAIS DIVERS CPOI                                   | 932         | 176 972,00    | ordonnateur               |
| A134-0001/2010/1              | AIDES MOBILITE PROFESSIONNELLE                      | 932         | 9 895 184,00  | cpema                     |
| A111-0002/2010/1              | MESURES ACCOMPAGNEMENT SUPERIEUR                    | 932         | 2 304 000,00  | cpema                     |
| A112-0001/2010/1              | FORMATION PROFESSIONNELLE                           | 932         | 19 976 320,00 | cpema                     |
| A110-0008/2010/1              | SUBVENTION TOS PRIVEE                               | 932         | 1 123 500,00  | cpema                     |
| A134-0008/2012/1              | MESURE ACCOMPAGNEMENT MOBILITE                      | 932         | 35 000,00     | ordonnateur               |
| A112-0008/2010/1              | AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES                      | 932         | 300 000,00    | ordonnateur               |
| A112-0013/2012/1              | AIDE A L EMPLOI APPRENTISSAGE                       | 932         | 1 300 000,00  | ordonnateur               |
| A110-0001/2010/1              | FONCTIONNEMENT DES LYCEES                           | 932         | 10 437 013,00 | ordonnateur               |
| A110-0007/2010/1              | FRAIS D'ETUDE EDUCATION                             | 932         | 49 000,00     | ordonnateur               |
| A110-0015/2016/1              | VALORISATION RESTO SCOLAIRE                         | 932         | 50 000,00     | cpema                     |
| A112-0006/2010/1              | BOURSES - AIDES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE      | 932         | 3 200 000,00  | cpema                     |
| A112-0004/2010/1              | REMUNERATION DES STAGIAIRES                         | 932         | 3 125 000,00  | ordonnateur               |
| A111-0001/2010/1              | AIDES EN FAVEUR ETUDIANTS                           | 932         | 1 894 000,00  | cpema                     |
| A110-0004/2010/1              | FRAIS DE GESTION DIVERS EDUCATION                   | 932         | 25 000,00     | ordonnateur               |
| A151-0008/2016/1              | INSTITUT REGIONAL SPORT OCEAN INDIEN                | 933         | 1 000,00      | cpema                     |
| A150-0034/2018/1              | IONMA   | 933         | 100 000,00    | cpema                     |
| A150-0005/2010/1              | FONCTIONNEMENT STRUCTURES MUSEALES                  | 933         | 3 312 000,00  | cpema                     |
| A151-0003/2010/1              | SUBVENTION CREPS                                    | 933         | 86 000,00     | cpema                     |
| A150-0008/2010/1              | ACQUISITION D'OUVRAGE CULTURE                       | 933         | 10,00         | ordonnateur               |
| A151-0001/2010/1              | SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SPORT                  | 933         | 1 930 137,00  | cpema                     |
| A150-0012/2010/1              | FONCTIONNEMENT EPCC/PRMA                            | 933         | 366 000,00    | cpema                     |
| A150-0001/2010/1              | FONCTIONNEMENT CRR                                  | 933         | 525 000,00    | ordonnateur               |
| A151-0004/2010/1              | ETUDES LIEES AU SPORT                               | 933         | 22 000,00     | cpema                     |
| A151-0002/2010/1              | AIDE INDIVIDUELLE (BOURSES-BILLETS) SPORT           | 933         | 200 000,00    | cpema                     |
| A150-0004/2010/1              | SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES            | 933         | 140 294,00    | cpema                     |
| A150-0011/2010/1              | FRAIS DE GESTION DIVERS                             | 933         | 100 000,00    | ordonnateur               |
| A151-0005/2010/1              | FRAIS DE GESTION SPORT                              | 933         | 150 000,00    | ordonnateur               |
| A150-0025/2013/1              | SUBVENTION FONCTIONNEMENT PATRIMOINE                | 933         | 40 000,00     | cpema                     |
| A205-0015/2019/1              | FRAIS FONCTIONNEMENT CRR-DL                         | 933         | 181 600,00    | ordonnateur               |
| A150-0009/2010/1              | PROMOTION CULTURE A L'EXPORT                        | 933         | 10,00         | ordonnateur               |
| A150-0015/2010/1              | INVENTAIRE GENERAL DU PATRIMOINE                    | 933         | 80 000,00     | cpema                     |
| A150-0033/2017/1              | CONNAIS, ENTRET, PRESERV* PAT NAT                   | 933         | 10,00         | cpema                     |
| A150-0023/2011/1              | AIDES AUX ENTREPRISES CULTUREL                      | 933         | 100 000,00    | cpema                     |
| A151-0007/2011/1              | VIE ASSOCIATIVE                                     | 933         | 1 000,00      | cpema                     |
| A150-0002/2010/1              | FONCTIONNEMENT AUTRES ORGANISMES CULTURELLES        | 933         | 50 000,00     | ordonnateur               |
| A150-0032/2015/1              | SCHEMA ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET FORMATION CULTURE | 933         | 250 000,00    | cpema                     |
| A150-0024/2012/1              | POLE REGIONAL LITTERATURE ET DIVERSITE LINGUISTIQUE | 933         | 28 000,00     | cpema                     |
| A150-0027/2013/1              | FONCTIONNEMENT SALLE DE DIFFUSION                   | 933         | 828 000,00    | cpema                     |
| A150-0029/2013/1              | FONCTIONNEMENT SALLE DE SPECTA                      | 933         | 140 000,00    | ordonnateur               |
| A150-0019/2011/1              | ETUDES DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE                | 933         | 10,00         | cpema                     |
| A150-0020/2011/1              | DIVERS MANIFESTATIONS CULTURELLES                   | 933         | 260 000,00    | ordonnateur               |
| A150-0007/2010/1              | FRAIS D'INSERTION CULTURE                           | 933         | 10,00         | ordonnateur               |
| A206-0004/2012/1              | ACTIONS SANITAIRES ET SOCIALES                      | 934         | 150 000,00    | cpema                     |
| A206-0013/2020/1              | FRAIS DIVERS COHESION TERRITORIALE                  | 934         | 10 000,00     | ordonnateur               |
| A206-0002/2012/1              | LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME                          | 934         | 600 000,00    | cpema                     |
| A206-0012/2020/1              | MESURE ACCOMPAGNEMENT COHESION TERRITORIALE         | 934         | 90 000,00     | cpema                     |
| A206-0005/2012/1              | MESURE D ACCOMPAGNEMENT                             | 934         | 100 000,00    | cpema                     |
| A206-0001/2010/1              | AIDES ASSOCIATIONS MEDICALES ET MEDICO-SOCIALES     | 934         | 107 000,00    | cpema                     |
| A206-0011/2018/1              | POLITIQUE DE LA VILLE                               | 934         | 200 000,00    | cpema                     |
| A206-0010/2017/1              | MESURES D'INTERET GENERAL                           | 934         | 150 000,00    | cpema                     |
| A206-0009/2017/1              | CLASSES TRANSPLANTEES                               | 934         | 100 000,00    | cpema                     |
| A206-0008/2013/1              | ETUDES ET AUDIT EGALITE DES CHANCES                 | 934         | 40 000,00     | cpema                     |
| A206-0007/2013/1              | FRAIS DIVER POLE EGALITE DES CHANCES                | 934         | 60 000,00     | ordonnateur               |
| A206-0014/2020/1              | FRAIS DIVERS SANTE                                  | 934         | 10 000,00     | ordonnateur               |
| A140-0026/2018/1              | ACTIONS TRANSVERSALES                               | 935         | 7 000,00      | ordonnateur               |
| A140-0030/2019/1              | SAR   | 935         | 108 000,00    | ordonnateur               |
| A140-0017/2015/1              | GOVERNANCE DES HAUTS                                | 935         | 42 500,00     | cpema                     |
| A140-0029/2018/1              | SIG - MAINTENANCE/ MISE A JOUR LOGICIELS            | 935         | 21 000,00     | ordonnateur               |
| A140-0012/2010/1              | ESPACES RURALES - SUBVENTIONS STRUCTURES            | 935         | 188 500,00    | cpema                     |
| A133-0015/2015/1              | AMENAGEMENT NUMERIQUE FONCTIONNEMENT                | 935         | 750 000,00    | cpema                     |
| A133-0009/2011/2              | DOCUMENTATION TIC                                   | 935         | 17 784,59     | ordonnateur               |
| A140-0023/2016/1              | ECOCITE ET WATERFRONT                               | 935         | 105 000,00    | cpema                     |



|                                   |           |
|-----------------------------------|-----------|
| <b>I - INFORMATIONS GENERALES</b> | <b>II</b> |
| <b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b> | <b>B2</b> |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) |   | Chapitre(s) | Montant               | Instance<br>déclisonnelle |
|-------------------------------|---|-------------|-----------------------|---------------------------|
| Numéro                        | Libellé   |             |                       |                           |
| A140-0016/2013/1              | PROJET LEADER                                   | 935         | 200 000,00            | cperma                    |
| A140-0003/2010/1              | PARTICIPATION SYNDICATS MIXTES                  | 935         | 242 000,00            | cperma                    |
| A140-0028/2018/1              | ACTIONS TRANSVERSALES                           | 935         | 15 000,00             | cperma                    |
| A133-0016/2019/1              | TOURISME NUMERIQUE-FONCTIONNEMENT               | 935         | 80 000,00             | cperma                    |
| A140-0019/2015/1              | ASSOCIATION SEAS OI ET MAINTENANCE SIG          | 935         | 60 000,00             | cperma                    |
| A140-0024/2016/1              | POLE PORTUAIRE INDUST ENERG BOIS ROUGE          | 935         | 20 000,00             | cperma                    |
| A140-0027/2018/1              | GIP COMPENSATION AGRICOLE                       | 935         | 9 000,00              | cperma                    |
| A130-0009/2010/1              | ECONOMIE ALTERNATIVE                            | 936         | 2 444 500,00          | cperma                    |
| A130-0011/2020/3              | FRAIS GESTION DIVERS-CPCB                       | 936         | 30 000,00             | ordonnateur               |
| A130-0003/2010/1              | AIDE A LA PROMOTION TOURISTIQUE                 | 936         | 9 375 568,00          | cperma                    |
| A130-0012/2018/2              | PROMOT*EXPORTAT* < 23K< -DEIE                   | 936         | 518 000,00            | ordonnateur               |
| A130-0012/2010/1              | PROMOTION EXPORTATION < 23K<                    | 936         | 160 000,00            | ordonnateur               |
| A130-006/2010/1               | PRIME REGIONALE A L'EMPLOI ECONOMIE             | 936         | 200 000,00            | cperma                    |
| A130-0002/2010/1              | AIDES A L'ANIMATION ECONOMIQUE                  | 936         | 8 101 000,00          | cperma                    |
| A130-0002/2018/2              | AIDES A L'ANIMATION-DIDN                        | 936         | 1 662 000,00          | cperma                    |
| A120-0003/2010/1              | CAISSE CHOMAGE INTEMPERIES                      | 936         | 91 800,00             | cperma                    |
| A130-0004/2011/1              | PROMOTION EXPORT                                | 936         | 107 849,00            | cperma                    |
| A130-0013/2010/1              | PRIME REGIONALE A L'EMPLOI < 23 k<              | 936         | 300 000,00            | ordonnateur               |
| A130-0004/2018/2              | PROMOTION EXPORT-DEIE                           | 936         | 333 503,00            | cperma                    |
| A130-0002/2020/3              | AIDES A L'ANIMATION-CPCB                        | 936         | 410 000,00            | cperma                    |
| A130-0011/2018/2              | FRAIS GESTION DIVERS-DIDN                       | 936         | 160 000,00            | ordonnateur               |
| A130-0011/2010/1              | FRAIS DE GESTION DIVERS ECONOMIE                | 936         | 486 046,00            | ordonnateur               |
| A130-0015/2011/1              | FONDS DE SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE LA ROUTE | 936         | 900 000,00            | cperma                    |
| A126-0007/2010/1              | SENSIBILISATION                                 | 937         | 20 000,00             | cperma                    |
| A208-0001/2011/2              | ENERGIE   | 937         | 151 000,00            | cperma                    |
| A126-0004/2012/1              | MILLIEUX TERRESTRES                             | 937         | 37 500,00             | cperma                    |
| A126-0008/2010/2              | EV FRAIS GESTION ASP                            | 937         | 150 000,00            | cperma                    |
| A126-0016/2018/1              | FRAIS DIVERS EMPLOIS VERTS                      | 937         | 10 000,00             | ordonnateur               |
| A126-0003/2010/1              | DECHET CADRE DE VIE (AIR)                       | 937         | 178 600,00            | cperma                    |
| A208-0002/2011/1              | FRAIS DIVERS ENERGIE                            | 937         | 15 000,00             | ordonnateur               |
| A126-0017/2019/1              | PEC   | 937         | 7 490 793,00          | cperma                    |
| A126-0013/2012/1              | COMMUNICATION ENVIRONNEMENT                     | 937         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A126-0011/2010/1              | FRAIS DIVERS ENV                                | 937         | 10 000,00             | ordonnateur               |
| A126-0005/2010/1              | MILLIEUX AQUATIQUES                             | 937         | 1 197 887,00          | cperma                    |
| A208-0001/2011/1              | ENERGIE   | 937         | 287 500,00            | cperma                    |
| A160-0005/2010/1              | FRAIS DE GESTION DIVERS EAD                     | 938         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A160-0008/2011/1              | RESEAUX ET ESPACES VERTS                        | 938         | 2 025 500,00          | ordonnateur               |
| A160-0009/2014/1              | PARTICIPATION AU SMPRR                          | 938         | 1 800 000,00          | cperma                    |
| A165-0011/2020/1              | FONCTIONNEMENT CO-VOITURAGE                     | 938         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A165-0010/2019/1              | EXPLOITATION POLES D'ECHANGES                   | 938         | 67 840,00             | ordonnateur               |
| A165-0005/2011/1              | TEE DIVERS FONCTIONNEMENT                       | 938         | 112 000,00            | ordonnateur               |
| A205-0012/2010/2              | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DRR                     | 938         | 600 000,00            | ordonnateur               |
| A163-0001/2011/1              | FRAIS DIVERS NRL                                | 938         | 504 339,00            | ordonnateur               |
| A091-0005/2010/1              | PERSONNEL DDE                                   | 938         | 25 500,00             | ordonnateur               |
| A160-0004/2010/1              | MESURES D'ACCOMPAGNEMENT                        | 938         | 100 000,00            | cperma                    |
| A165-0006/2013/1              | COMMUNICATION TEE                               | 938         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A165-0007/2017/1              | PLAN REGIONAL VELO                              | 938         | 70 000,00             | ordonnateur               |
| A160-0007/2010/1              | FRAIS DIVERS SERVICE DRR                        | 938         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A202-0005/2010/1              | FOURNITURES DE BUREAU                           | 944         | 17 232,00             | ordonnateur               |
| A202-0006/2010/1              | FRAIS D'INSERTION ET D'IMPRESSION               | 944         | 1 150,00              | ordonnateur               |
| A202-0008/2010/1              | ACQUISITION DE PETITS MATERIELS                 | 944         | 3 539,00              | ordonnateur               |
| A202-0007/2010/1              | FRAIS DE TELEPHONE ET D'INTERNET                | 944         | 34 464,00             | ordonnateur               |
| A202-0009/2010/1              | DOCUMENTATION GENERALE                          | 944         | 11 486,00             | ordonnateur               |
| <b>TOTAL</b>                  |   |             | <b>152 269 878,00</b> |                           |

|                                     |            |                   |
|-------------------------------------|------------|-------------------|
| <b>AE de dépenses imprévues (2)</b> | <b>952</b> | <b>600 000,00</b> |
|-------------------------------------|------------|-------------------|

|                      |  |                       |
|----------------------|--|-----------------------|
| <b>TOTAL GENERAL</b> |  | <b>152 869 878,00</b> |
|----------------------|--|-----------------------|

## Annexe 2 : répartition du produit de la TSCC

### RÉPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS (TSCC) POUR L'EXERCICE 2020

En euros

| INTITULE                             | BUDGET PRIMITIF 2019 – RAPPEL |             | BUDGET PRIMITIF 2020 |             |
|--------------------------------------|-------------------------------|-------------|----------------------|-------------|
|                                      | TAUX                          | MONTANT     | TAUX                 | MONTANT     |
| - Produit total TSCC                 |                               | 216 600 000 |                      | 223 560 570 |
| - Investissement 10 %                | 10,00 %                       | 21 660 000  | 10,00 %              | 22 356 057  |
| Sous-total 1                         | 10,00 %                       | 21 660 000  | 10,00 %              | 22 356 057  |
| - Dotation Région                    | 47,62 %                       | 103 144 920 | 47,62 %              | 106 459 543 |
| - Dont part principale               | 46,70 %                       | 101 152 200 | 46,70 %              | 104 402 786 |
| - Dont fonds de compensation routier | 0,92%                         | 1 992 720   | 0,92 %               | 2 056 757   |
| - Part " Département "               | 17,12 %                       | 37 081 920  | 17,12 %              | 38 273 570  |
| - Part " Communes "                  | 22,26 %                       | 48 215 160  | 22,26 %              | 49 764 583  |
| - Part "EPCI -Transports"            | 3,00 %                        | 6 498 000   | 3,00 %               | 6 706 817   |
| Sous - Total 2                       | 90,00 %                       | 194 940 000 | 90,00 %              | 201 204 513 |
| TOTAL 1 + 2                          | 100,00 %                      | 216 600 000 | 100,00 %             | 223 560 570 |

RÉPARTITION DE LA PART " COMMUNES "

RÉPARTITION DE LA PART « EPCI – TRANSPORTS »

En euros

En euros

| COMMUNES                  | RÉPARTITION<br>FIRT 2019<br>Prévisionnelle – Rappel | RÉPARTITION<br>FIRT 2020<br>Prévisionnelle |
|---------------------------|---|--|
| <b>MONTANT A RÉPARTIR</b> | <b>48 216 180</b>                                   | <b>48 784 683</b>                          |

| EPCI                      | POPULATION<br>01/01/2018 (1) | RÉPARTITION<br>FIRT 2019<br>Prévisionnelle – Rappel | RÉPARTITION<br>FIRT 2020<br>Prévisionnelle |
|---------------------------|------------------------------|---|--|
| <b>MONTANT A RÉPARTIR</b> |                              | <b>8 488 000</b>                                    | <b>8 708 817</b>                           |

**NORD**

|                   |                  |                  |
|-------------------|------------------|------------------|
| SAINT DENIS       | 4 716 355        | 4 867 918        |
| SAINTE MARIE      | 1 765 814        | 1 822 559        |
| SAINTE SUZANNE    | 2 471 217        | 2 550 631        |
| Micro-région Nord | <b>8 953 386</b> | <b>9 241 108</b> |

|        |                |           |           |
|--------|----------------|-----------|-----------|
| CASUD  | 128 783        | 969 887   | 1 001 055 |
| CIREST | 128 017        | 964 118   | 995 100   |
| CINOR  | 206 381        | 1 554 291 | 1 604 239 |
| TCO    | 216 765        | 1 632 494 | 1 684 955 |
| CIVIS  | 182 868        | 1 377 210 | 1 421 468 |
|        | <b>882 814</b> |           |           |

**EST**

|                      |                  |                  |
|----------------------|------------------|------------------|
| BRAS PANON           | 1 372 940        | 1 417 060        |
| SAINT ANDRE          | 1 856 376        | 1 916 032        |
| SALAZIE              | 951 036          | 981 598          |
| SAINT BENOIT         | 2 035 355        | 2 100 762        |
| PLAINE DES PALMISTES | 851 321          | 878 679          |
| SAINTE ROSE          | 935 238          | 965 292          |
| Micro-région Est     | <b>8 002 288</b> | <b>8 268 424</b> |

(1) source INSEE - population totale

**OUEST**

|                    |                  |                  |
|--------------------|------------------|------------------|
| POSSESSION         | 929 778          | 959 657          |
| PORT               | 1 354 264        | 1 397 784        |
| SAINT PAUL         | 4 140 916        | 4 273 987        |
| SAINT LEU          | 2 149 013        | 2 218 073        |
| TROIS BASSINS      | 1 089 811        | 1 124 833        |
| Micro-région Ouest | <b>9 663 782</b> | <b>9 974 333</b> |

**SUD**

|                  |                   |                   |
|------------------|-------------------|-------------------|
| AVIRONS          | 1 026 071         | 1 059 044         |
| CILAOS           | 952 992           | 983 617           |
| ENTRE DEUX       | 991 161           | 1 023 013         |
| ETANG-SALE       | 1 169 235         | 1 206 809         |
| PETITE ILE       | 1 432 762         | 1 478 805         |
| SAINT JOSEPH     | 4 252 805         | 4 389 471         |
| SAINT LOUIS      | 2 834 076         | 2 925 151         |
| SAINT PHILIPPE   | 743 296           | 767 182           |
| SAINT PIERRE     | 4 686 509         | 4 837 113         |
| TAMPON           | 3 506 822         | 3 619 516         |
| Micro-région Sud | <b>21 686 729</b> | <b>22 288 721</b> |

### **annexe 3 : répartition DGF des lycées publics**

#### **PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2020 SECTEUR ÉDUCATION**

#### **DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DES LYCÉES PUBLICS**

#### **CHAPITRE 932 222 655121**

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>1- Lycées Publics Éducation Nationale</b>                         | <b>12 218 444 €</b> |
| - Dotation de Base   | 12 218 444 €        |
| <b>2- Lycées Publics Agricoles</b>                                   | <b>363 216 €</b>    |
| - Dotation de Base   | 363 216 €           |
| <b>TOTAL DGF 2020</b>  | <b>12 581 660 €</b> |
| <b>3- Enveloppe Dialogue de Gestion et dotations complémentaires</b> | <b>618 340 €</b>    |
| <b>TOTAL BUDGET DGF 2020</b>   | <b>13 200 000 €</b> |

**DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) – Exercice 2020**

| Établissements publics                          | Enveloppe           |
|---|---------------------|
| Nord – Bois de Nêfles                           | 225 710 €           |
| Marie Curie                                     | 209 759 €           |
| Saint Paul IV                                   | 352 732 €           |
| Pierre Lagourgue                                | 192 156 €           |
| Mahatma Gandhi                                  | 177 363 €           |
| Sainte-Suzanne (Bel Air)                        | 264 781 €           |
| Bras Fusil                                      | 210 755 €           |
| Vincendo  | 155 314 €           |
| Trois Bassins                                   | 199 427 €           |
| Le Verger                                       | 214 988 €           |
| Bois d'Olive                                    | 313 143 €           |
| Paul Moreau                                     | 268 848 €           |
| Jean Joly                                       | 219 328 €           |
| Moulin Joli (Possession)                        | 226 735 €           |
| Stella  | 230 183 €           |
| LP Amiral Lacaze                                | 138 799 €           |
| LP Vue Belle                                    | 286 595 €           |
| LP Victor Schoelcher                            | 287 184 €           |
| LP Paul Langevin                                | 299 338 €           |
| LP Isnelle Amelin                               | 251 530 €           |
| LP Jean Perrin                                  | 342 118 €           |
| LP l'Horizon                                    | 318 328 €           |
| LP Hôtelier la Renaissance                      | 447 465 €           |
| LP Léon de Lépervanche                          | 471 298 €           |
| LP François de Mahy                             | 415 256 €           |
| LP Julien de Rontaunay                          | 227 745 €           |
| LP Patu de Rosemont                             | 355 140 €           |
| LP Roches Maigres                               | 356 829 €           |
| Louis Payen                                     | 144 390 €           |
| Bellepierre                                     | 341 012 €           |
| Boisjoly Potiers                                | 261 691 €           |
| Saint-Exupery (les Avirons)                     | 246 687 €           |
| Sarda Garriga                                   | 209 523 €           |
| Georges Brassens                                | 304 440 €           |
| Antoine Roussin                                 | 258 691 €           |
| Ambroise Vollard                                | 324 320 €           |
| Jean Hinglo                                     | 368 685 €           |
| Pierre Poivre                                   | 184 840 €           |
| Evariste de Parny                               | 241 139 €           |
| Lislet Geoffroy                                 | 352 656 €           |
| Amiral Bouvet                                   | 264 526 €           |
| Leconte de Lisle                                | 374 572 €           |
| Roland Garros                                   | 682 425 €           |
| <b>TOTAL LYCÉES PUBLICS EDUCATION NATIONALE</b> | <b>12 218 444 €</b> |
| Lyc. Agric. De Saint-Joseph                     | 193 211 €           |
| Ly. Agric. Boyer de la Giroday                  | 170 005 €           |
| <b>TOTAL LYCÉES PUBLICS AGRICOLES</b>           | <b>363 216 €</b>    |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                            | <b>12 581 660 €</b> |

## **Projet d'acte**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération N° 20160003 en date du 5 janvier 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier,

**Vu** le rapport N° DAF / 107634 de Monsieur le Président du Conseil Régional,

**Vu** l'avis de la Commission des Affaires Générales et Financières du 23 janvier 2020,

### **Considérant,**

- que le Conseil Régional a opté pour une présentation de son budget par fonction,

**L'Assemblée Plénière du Conseil Régional de La Réunion,**  
**Après en avoir délibéré,**

### **Décide,**

### **S'agissant du budget principal :**

- d'adopter le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe et amendé par l'avis de la CAGF (commission affaires générales et financières) du 23 janvier 2020, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre tant au niveau de la section de fonctionnement que de la section d'investissement.

Ce Budget Primitif pour l'exercice 2020 est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **799 561 169,00 €** en mouvements réels et **1 391 286 317,00 €** en mouvements budgétaires.

### **Recettes**

En mouvements réels et par grandes catégories, les recettes se ventilent comme suit :

- fiscalité : **405 291 600,00 €**
- transferts et recettes diverses : **269 032 490,00 €**
- emprunt : **125 237 079,00 €**.

S'agissant des recettes fiscales :

- de voter les taux comme détaillés en annexe 1,
- d'approuver la répartition du produit de la taxe spéciale sur la consommation de carburant comme indiquée dans les annexes 2 et 3.

### **Dépenses**

- d'approuver la répartition par chapitre des ouvertures d'autorisations de programme en section

d'investissement (**231 130 362,00 €**) et d'autorisations d'engagement en section de fonctionnement (**152 869 878,00 €**) comme indiquée dans le document budgétaire aux pages 15 à 29.

Les inscriptions en crédits de paiement en section d'investissement (**734 633 964,00 €**) et en section de fonctionnement (**656 652 353,00 €**) sont détaillées aux pages 44 et suivantes.

- d'approuver la répartition de la dotation globale 2020 pour le fonctionnement des établissements scolaires du second degré (lycées publics) inscrite au chapitre 932 article fonctionnel 222 et calculée sur la base des effectifs comptabilisés à la rentrée 2019 comme indiquée dans les annexes 4.
- d'autoriser le Président du Conseil Régional à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.
- de donner délégation à sa Commission Permanente ou à l'Ordonnateur pour procéder à l'engagement des autorisations de programme et autorisations d'engagement comme indiqué dans les annexes 5.
- d'autoriser le recours l'année prochaine et ce jusqu'au 31 décembre 2020 à des lignes et des billets de trésorerie pour un montant maximum de 200 000 000 €, délégation étant donnée au Président du Conseil Régional conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie locale.
- de donner délégation à son Président, conformément à l'article L.4224-5 du code général des collectivités territoriales, pour :

a) modifier tout contrat de prêt précédemment souscrit, si cette opération peut permettre de réduire la charge à venir de la dette existante (modification du type de taux, changement d'index, renégociation des marges, modification des modalités d'amortissement ...),

b) effectuer les actions nécessaires à une gestion active de la dette de la collectivité, souscrire des contrats de couverture des risques de taux et de change (swap, cap ...), conduire les négociations pour passer les ordres par téléphone, télécopie, courriers avec les établissements financiers et passer les actes correspondants,

c) rembourser des emprunts par anticipation, avec ou sans réaménagement, en fonction des opportunités des marchés financiers et du niveau de trésorerie de la collectivité,

d) signer les actes correspondants. En cas d'empêchement du Président, l'autorisation est donnée au 1<sup>er</sup> Vice-président ou au Directeur Général des Services, ces derniers étant également autorisés à cristalliser les opérations de marché.

### **S'agissant du budget annexe ENERGIE :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre au niveau de la section de fonctionnement, et d'autoriser le Président du Conseil Régional à opérer des virements de crédits de paiement d'article à article à l'intérieur du même chapitre.

Ce Budget Annexe est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **292 100 €** en mouvements réels.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section de fonctionnement (**292 100 €**) est indiquée aux pages 12 et suivantes du document budgétaire.

Les recettes, se ventilent comme suit :

- produits des services, ventes diverses : **292 000 €**,
- autres produits gestion courante : **100 €**.

### **S'agissant du budget annexe DSP :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre tant au niveau de la section de fonctionnement que de la section d'investissement, et d'autoriser le Président du Conseil Régional à opérer des virements de crédits de paiement d'article à article à l'intérieur du même chapitre.

Ce Budget Annexe est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **351 100 €** en mouvements réels et **6 297 530,00 €** en mouvements budgétaires.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section d'investissement (**3 112 965 €**) et en section de fonctionnement (**3 184 565 €**) est indiquée aux pages 12 et suivantes du document budgétaire.

Les recettes en mouvements réels se ventilent comme suit :

- autres produits gestion courante : **351 100 €**.

### **S'agissant du budget annexe Transport :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre au niveau de la section de fonctionnement, et d'autoriser le Président du Conseil Régional à opérer des virements de crédits de paiement d'article à article à l'intérieur du même chapitre.

Ce Budget Annexe est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **26 891 872 €** en mouvements réels.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section de fonctionnement (**26 891 872 €**) est indiquée aux pages 12 et suivantes du document budgétaire.

Les recettes, se ventilent comme suit :

- subventions : **26 826 872 €**,
- autres produits gestion courante et divers : **65 000 €**.

### **S'agissant du budget FEDER :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre tant au niveau de la section de fonctionnement que de la section d'investissement.

Ce Budget Primitif est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **141 350 000 €** en mouvements réels et **214 220 174,90 €** en mouvements budgétaires.

• d'approuver la répartition par chapitre des ouvertures d'autorisations de programme en section d'investissement (**113 045 606,10 €**) comme indiquée dans le document budgétaire à la page 15.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section d'investissement (**156 035 087,45 €**) et en



section de fonctionnement (**58 185 087,45 €**) est indiquée aux pages 31 et suivantes du document budgétaire.

Les recettes en mouvements réels se ventilent comme suit :

- subvention FEDER fonctionnement : **18 750 000 €**,
- subvention FEDER assistance technique : **3 000 000 €**,
- subvention FEDER investissement : **119 600 000,00 €**.

**S'agissant du budget INTERREG (POCT) :**

- d'adopter le Budget pour l'exercice 2020 tel que présenté en annexe, le vote ayant été effectué au niveau du chapitre tant au niveau de la section de fonctionnement que de la section d'investissement.

Ce Budget Primitif est équilibré en dépenses et recettes à hauteur de **7 900 000 €** en mouvements réels et **13 106 409,36 €** en mouvements budgétaires.

- d'approuver la répartition par chapitre des ouvertures d'autorisations d'engagement en section de fonctionnement (**6 320 000,00 €**) comme indiquée dans le document budgétaire à la page 16.

La répartition des inscriptions de crédits de paiement en section d'investissement (**4 068 707,38 €**) et en section de fonctionnement (**9 037 701,98 €**) est indiquée aux pages 31 et suivantes du document budgétaire.

Les recettes, se ventilent comme suit :

- subvention POCT fonctionnement : **6 434 497,30 €**,
- subvention POCT investissement: **1 465 502,70 €**.

- d'autoriser le Président à signer les actes administratifs y afférents, conformément à la réglementation en vigueur.

**Le Président,  
Didier ROBERT**

## annexe 1 : état des taux et tarifs fiscaux

|   | taux            | BP 2019               | BP 2020               | Evol.20/19   |
|---|-----------------|-----------------------|-----------------------|--------------|
| <b>fiscalité directe</b>                              |                 | <b>97 300 000,00</b>  | <b>98 000 000,00</b>  | <b>0,7%</b>  |
| cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises      |                 | 54 500 000,00         | 57 000 000,00         | 4,6%         |
| péréquation CVAE                                      |                 | 4 800 000,00          | 5 200 000,00          | 8,3%         |
| compensation au titre CVAE                            |                 | 6 300 000,00          | 6 500 000,00          | 3,2%         |
| dotation compensation de la réforme de la TP          |                 | 2 200 000,00          | 600 000,00            | -72,7%       |
| imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux |                 | 3 500 000,00          | 3 400 000,00          | -2,9%        |
| fonds national de garantie individuelle de ressources |                 | 2 900 000,00          | 2 900 000,00          | 0,0%         |
| compensations fiscales (anciennes TH, TF, TP)         |                 | 2 700 000,00          | 1 900 000,00          | -29,6%       |
| frais de gestion FLD                                  |                 | 20 400 000,00         | 20 500 000,00         | 0,5%         |
| <b>fiscalité indirecte</b>                            |                 | <b>340 472 042,00</b> | <b>307 291 600,00</b> | <b>-9,7%</b> |
| permis de conduire                                    |                 | 1 200 000,00          | 0,00                  | -100,0%      |
| cartes grises   | 51 €/cv         | 25 400 000,00         | 27 000 000,00         | 6,3%         |
| droit enregistrement                                  | 1,60%           | 0,00                  | 0,00                  |              |
| taxe carburants                                       |                 | 122 812 200,00        | 126 758 843,00        | 3,2%         |
|   | <i>essence</i>  |                       |                       |              |
|   | <i>gazole</i>   |                       |                       |              |
|   | 58,24€/hl       |                       |                       |              |
|   | 36,13 €/hl      |                       |                       |              |
| Fonds de compensation Transport                       |                 | 1 992 720,00          | 2 056 757,00          | 3,2%         |
| octroi de mer régional                                | 2,50%           | 103 000 000,00        | 106 000 000,00        | 2,9%         |
| octroi de mer FRDE (*)                                |                 | 2 667 122,00          | 2 800 000,00          | 5,0%         |
| taxe sur les transports                               |                 | 2 600 000,00          | 2 600 000,00          | 0,0%         |
| taxe sur les rhums                                    | 3,05 €/passager | 2 200 000,00          | 2 200 000,00          | 0,0%         |
| ressource régionale apprentissage                     | 106,71 €/hap    | 42 500 000,00         | 2 000 000,00          | -95,3%       |
| ressource régionale apprentissage                     |                 | 4 000 000,00          | 0,00                  | -100,0%      |
| neutralisation ressource apprentissage                |                 | 0,00                  | 9 076 000,00          |              |
| TICPE formation                                       |                 | 8 900 000,00          | 8 900 000,00          | 0,0%         |
| TICPE primes apprentis                                |                 | 4 100 000,00          | 0,00                  | -100,0%      |
| TICPE transferts loi NOTRE et LOI MAPTAM              |                 | 3 300 000,00          | 1 500 000,00          | -54,5%       |
| fraction TVA  |                 | 15 800 000,00         | 16 400 000,00         | 3,8%         |

(\*) imputé en section d'investissement

## Annexe 2

### RÉPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS (TSCC) POUR L'EXERCICE 2020

En euros

| INTITULE                             | BUDGET PRIMITIF 2019 – RAPPEL |                    | BUDGET PRIMITIF 2020 |                    |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
|                                      | TAUX                          | MONTANT            | TAUX                 | MONTANT            |
| - Produit total TSCC                 |                               | 216 600 000        |                      | 223 560 570        |
| - Investissement 10 %                | 10,00 %                       | 21 660 000         | 10,00 %              | 22 356 057         |
| Sous-total 1                         | 10,00 %                       | 21 660 000         | 10,00 %              | 22 356 057         |
| - Dotation Région                    | 47,62 %                       | 103 144 920        | 47,62 %              | 106 459 543        |
| - Dont part principale               | 46,70 %                       | 101 152 200        | 46,70 %              | 104 402 786        |
| - Dont fonds de compensation routier | 0,92%                         | 1 992 720          | 0,92 %               | 2 056 757          |
| - Part " Département "               | 17,12 %                       | 37 081 920         | 17,12 %              | 38 273 570         |
| - Part " Communes "                  | 22,26 %                       | 48 215 160         | 22,26 %              | 49 764 583         |
| - Part "EPCI -Transports"            | 3,00 %                        | 6 498 000          | 3,00 %               | 6 706 817          |
| Sous - Total 2                       | 90,00 %                       | 194 940 000        | 90,00 %              | 201 204 513        |
| <b>TOTAL 1 + 2</b>                   | <b>100,00 %</b>               | <b>216 600 000</b> | <b>100,00 %</b>      | <b>223 560 570</b> |

## Annexe 3

### RÉPARTITION DE LA PART " COMMUNES "

En euros

| COMMUNES                  | RÉPARTITION<br>FIRT 2018<br>Prévisionnelle – Rappel | RÉPARTITION<br>FIRT 2020<br>Prévisionnelle |
|---------------------------|---|--|
| <b>MONTANT A RÉPARTIR</b> | <b>48 216 180</b>                                   | <b>48 784 683</b>                          |
| <b>NORD</b>               |   |  |
| SAINT DENIS               | 4 716 355   | 4 867 918                                  |
| SAINTE MARIE              | 1 765 814   | 1 822 559                                  |
| SAINTE SUZANNE            | 2 471 217   | 2 550 631                                  |
| Micro-région Nord         | <b>8 953 386</b>                                    | <b>9 241 108</b>                           |
| <b>EST</b>                |   |  |
| BRAS PANON                | 1 372 940   | 1 417 060                                  |
| SAINT ANDRE               | 1 856 376   | 1 916 032                                  |
| SALAZIE                   | 951 036   | 981 598                                    |
| SAINT BENOIT              | 2 035 355   | 2 100 762                                  |
| PLAINE DES PALMISTES      | 851 321   | 878 679                                    |
| SAINTE ROSE               | 935 238   | 965 292                                    |
| Micro-région Est          | <b>8 002 298</b>                                    | <b>8 268 424</b>                           |
| <b>OUEST</b>              |   |  |
| POSSESSION                | 929 778   | 959 657                                    |
| PORT                      | 1 354 264   | 1 397 784                                  |
| SAINT PAUL                | 4 140 916   | 4 273 987                                  |
| SAINT LEU                 | 2 149 013   | 2 218 073                                  |
| TROIS BASSINS             | 1 089 811   | 1 124 833                                  |
| Micro-région Ouest        | <b>9 663 782</b>                                    | <b>9 974 333</b>                           |
| <b>SUD</b>                |   |  |
| AVIRONS                   | 1 026 071   | 1 059 044                                  |
| CILAOS                    | 952 992   | 983 617                                    |
| ENTRE DEUX                | 991 161   | 1 023 013                                  |
| ETANG-SALE                | 1 169 235   | 1 206 809                                  |
| PETITE ILE                | 1 432 762   | 1 478 805                                  |
| SAINT JOSEPH              | 4 252 805   | 4 389 471                                  |
| SAINT LOUIS               | 2 834 076   | 2 925 151                                  |
| SAINT PHILIPPE            | 743 296   | 767 182                                    |
| SAINT PIERRE              | 4 686 509   | 4 837 113                                  |
| TAMPON                    | 3 506 822   | 3 619 516                                  |
| Micro-région Sud          | <b>21 686 728</b>                                   | <b>22 288 721</b>                          |

### RÉPARTITION DE LA PART « EPCI – TRANSPORTS »

En euros

| EPCI                      | POPULATION<br>01/01/2018 (1) | RÉPARTITION<br>FIRT 2018<br>Prévisionnelle – Rappel | RÉPARTITION<br>FIRT 2020<br>Prévisionnelle |
|---------------------------|------------------------------|---|--|
| <b>MONTANT A RÉPARTIR</b> |                              | <b>8 488 000</b>                                    | <b>8 708 817</b>                           |
| CASUD                     | 128 783                      | 969 887   | 1 001 055                                  |
| CIREST                    | 128 017                      | 964 118   | 995 100                                    |
| CINOR                     | 206 381                      | 1 554 291   | 1 604 239                                  |
| TCO                       | 216 765                      | 1 632 494   | 1 684 955                                  |
| CIVIS                     | 182 858                      | 1 377 210   | 1 421 468                                  |
|                           | <b>882 814</b>               |   |  |

(1) source INSEE - population totale

## **Annexe 4 : répartition DGF des lycées publics**

### **PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2020 SECTEUR ÉDUCATION**

#### **DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DES LYCÉES PUBLICS**

##### **CHAPITRE 932 222 655121**

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>1- Lycées Publics Éducation Nationale</b>                         | <b>12 218 444 €</b> |
| - Dotation de Base   | 12 218 444 €        |
| <br>   |                     |
| <b>2- Lycées Publics Agricoles</b>                                   | <b>363 216 €</b>    |
| - Dotation de Base   | 363 216 €           |
| <br>   |                     |
| <b>TOTAL DGF 2020</b>  | <b>12 581 660 €</b> |
| <br>   |                     |
| <b>3- Enveloppe Dialogue de Gestion et dotations complémentaires</b> | <b>618 340 €</b>    |
| <br>   |                     |
| <b>TOTAL BUDGET DGF 2020</b>   | <b>13 200 000 €</b> |

## **Annexe 4 : répartition DGF des lycées publics (suite)**

**DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) – Exercice 2020**

| Établissements publics                          | Enveloppe           |
|---|---------------------|
| Nord – Bois de Nêfles                           | 225 710 €           |
| Marie Curie                                     | 209 759 €           |
| Saint Paul IV                                   | 352 732 €           |
| Pierre Lagourgue                                | 192 156 €           |
| Mahatma Gandhi                                  | 177 363 €           |
| Sainte-Suzanne (Bel Air)                        | 264 781 €           |
| Bras Fusil                                      | 210 755 €           |
| Vincendo  | 155 314 €           |
| Trois Bassins                                   | 199 427 €           |
| Le Verger                                       | 214 988 €           |
| Bois d'Olive                                    | 313 143 €           |
| Paul Moreau                                     | 268 848 €           |
| Jean Joly                                       | 219 328 €           |
| Moulin Joli (Possession)                        | 226 735 €           |
| Stella  | 230 183 €           |
| LP Amiral Lacaze                                | 138 799 €           |
| LP Vue Belle                                    | 286 595 €           |
| LP Victor Schoelcher                            | 287 184 €           |
| LP Paul Langevin                                | 299 338 €           |
| LP Isnelle Amelin                               | 251 530 €           |
| LP Jean Perrin                                  | 342 118 €           |
| LP l'Horizon                                    | 318 328 €           |
| LP Hôtelier la Renaissance                      | 447 465 €           |
| LP Léon de Lépervanche                          | 471 298 €           |
| LP François de Mahy                             | 415 256 €           |
| LP Julien de Rontaunay                          | 227 745 €           |
| LP Patu de Rosemont                             | 355 140 €           |
| LP Roches Maigres                               | 356 829 €           |
| Louis Payen                                     | 144 390 €           |
| Bellepierre                                     | 341 012 €           |
| Boisjoly Potiers                                | 261 691 €           |
| Saint-Exupery (les Avirons)                     | 246 687 €           |
| Sarda Garriga                                   | 209 523 €           |
| Georges Brassens                                | 304 440 €           |
| Antoine Roussin                                 | 258 691 €           |
| Ambroise Vollard                                | 324 320 €           |
| Jean Hinglo                                     | 368 685 €           |
| Pierre Poivre                                   | 184 840 €           |
| Evariste de Parny                               | 241 139 €           |
| Lislet Geoffroy                                 | 352 656 €           |
| Amiral Bouvet                                   | 264 526 €           |
| Leconte de Lisle                                | 374 572 €           |
| Roland Garros                                   | 682 425 €           |
| <b>TOTAL LYCÉES PUBLICS EDUCATION NATIONALE</b> | <b>12 218 444 €</b> |
| Lyc. Agric. De Saint-Joseph                     | 193 211 €           |
| Ly. Agric. Boyer de la Giroday                  | 170 005 €           |
| <b>TOTAL LYCÉES PUBLICS AGRICOLES</b>           | <b>363 216 €</b>    |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                            | <b>12 581 660 €</b> |

## Annexe 5 : instance décisionnelle

| I - INFORMATIONS GENERALE     |  | II          |               |                        |
|-------------------------------|--|-------------|---------------|------------------------|
| PRESENTATION DES AP VOTEES    |  | B1          |               |                        |
| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) |  | Chapitre(s) | Montant       | Instance décisionnelle |
| Numéro                        | Libellé  |             |               |                        |
| P209-0002/2011/1              | PATRIMOINE AMENAGEMENT BATIMENTS ADMINISTRATIFS MIS A        | 900         | 103 587,00    | ordonnateur            |
| P195-0001/2010/1              | INVESTISSEMENT CESR  | 900         | 23 000,00     | ordonnateur            |
| P192-0004/2010/1              | AMENAGEMENT BATIMENTS ADMINISTRATIFS MIS A DISPOSIT'OU LOUES | 900         | 900 000,00    | ordonnateur            |
| P203-0001/2016/1              | DEVELOPPT OUTILS MULTIMEDIAS COMMUNICATION                   | 900         | 200 000,00    | ordonnateur            |
| P192-0005/2010/1              | MATERIEL ET MOBILIER AGILE                                   | 900         | 20 000,00     | ordonnateur            |
| P198-0002/2010/1              | EQUIPEMENTS INFORMATIQUES                                    | 900         | 2 087 921,24  | ordonnateur            |
| P209-0006/2011/1              | PATRIMOINE ACQUISITION BATIMENTS ADMINISTRATIFS              | 900         | 1 470 000,00  | cperma                 |
| P192-0001/2010/1              | ACQUISITION DE MATERIEL DE TRANSPORT                         | 900         | 519 384,00    | ordonnateur            |
| P199-0003/2010/1              | REGIES D'AVANCES   | 900         | 8 000,00      | ordonnateur            |
| P199-0004/2019/1              | ORGANISATION-SYSTEMES INFORMATIONS                           | 900         | 400 000,00    | ordonnateur            |
| P197-0016/2010/1              | TRAVAUX ET GROSSES REPARATIONS BATIMENTS                     | 900         | 500 000,00    | cperma                 |
| P192-0002/2010/1              | MATERIEL DE BUREAU, MOBILIER ET TELEPHONIE                   | 900         | 640 000,00    | ordonnateur            |
| P091-0001/2013/1              | ADAPTATION POSTE DE TRAVAIL                                  | 900         | 24 000,00     | ordonnateur            |
| P192-0011/2011/1              | DEPOTS ET MARQUES  | 900         | 1 521,00      | ordonnateur            |
| P196-0001/2010/1              | INVESTISSEMENT CCEE  | 900         | 9 120,00      | ordonnateur            |
| P192-0003/2010/1              | MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE                              | 900         | 400 000,00    | ordonnateur            |
| P198-0001/2010/1              | ETUDES INFORMATIQUES   | 900         | 647 346,76    | ordonnateur            |
| P202-0001/2010/1              | MATERIEL BUREAU GROUPE ELUS                                  | 900         | 46 534,00     | ordonnateur            |
| P197-0041/2016/1              | TRAVX MAINTENANC BAT MO REGION                               | 900         | 100 000,00    | cperma                 |
| P111-0001/2010/1              | SOUTIEN A LA RECHERCHE                                       | 902         | 1 700 000,00  | cperma                 |
| P110-0001/2010/1              | EQUIPEMENTS LYCEES   | 902         | 7 700 000,00  | cperma                 |
| P197-0005/2010/1              | REHABILITATION ENERGIES                                      | 902         | 299 000,00    | cperma                 |
| P197-0036/2010/1              | MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET        | 902         | 600 000,00    | cperma                 |
| P110-0001/2010/4              | EQUIPEMENTS RESTAURATION SCOLAIRE                            | 902         | 300 000,00    | cperma                 |
| P110-0001/2010/6              | EQUIPEMET DES EQUIPES MOBILES                                | 902         | 141 000,00    | cperma                 |
| P111-0002/2010/1              | EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION UNIVERSITE                        | 902         | 420 000,00    | cperma                 |
| P110-0005/2010/1              | PLAN ORDINATEUR PORTABLE                                     | 902         | 5 500 000,00  | cperma                 |
| P197-0006/2010/1              | TRAVAUX DE MAINTENANCE -SUBVENTIONS                          | 902         | 2 000 000,00  | cperma                 |
| P197-0001/2011/1              | CONSTRUCTION SCOLAIRE MO REGION                              | 902         | 1 500 000,00  | cperma                 |
| P197-0002/2010/1              | TRAVAUX DE MAINTENANCE LYCEE                                 | 902         | 500 000,00    | cperma                 |
| P197-0044/2016/1              | RENOVATION CONFORT THERMIQ LYC                               | 902         | 25 200 000,00 | cperma                 |
| P197-0043/2016/1              | TRAVX MAINTENANC CENTRES MO                                  | 902         | 46 500,00     | cperma                 |
| P197-0031/2010/1              | MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET        | 902         | 2 200 000,00  | cperma                 |
| P112-0003/2010/1              | DEPENSES INVESTISSEMENT CPOI                                 | 902         | 8 148,00      | cperma                 |
| P197-0009/2010/1              | SUBVENTIONS TRAVAUX SUR CENTRES DE FORMATION                 | 902         | 200 000,00    | cperma                 |
| P112-0001/2010/1              | EQUIPEMENTS DES CENTRES                                      | 902         | 1 629 608,00  | cperma                 |
| P110-0002/2010/1              | EQUIPEMENT DES LYCEES PRIVES                                 | 902         | 170 000,00    | cperma                 |
| P209-0009/2013/1              | ACQUISITIONS - FORMATION PROFESSIONNELLE                     | 902         | 20 000,00     | cperma                 |
| P205-0010/2018/1              | DEPENSES INVESTISSEMENT CPOI-DL                              | 902         | 270 000,00    | ordonnateur            |
| P210-0005/2016/1              | PLAN RELANCE REGIONAL II COMMUNES - EDUCATION                | 902         | 5 340 000,00  | cperma                 |
| P110-0006/2016/1              | EQUIPEMENT INFORMATIQUE                                      | 902         | 100 000,00    | cperma                 |
| P150-0017/2011/1              | EQUIPEMENT SALLE DE SPECTACLE                                | 903         | 37 500,00     | cperma                 |
| P151-0003/2010/1              | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT DOMAINE SPORT                       | 903         | 413 848,00    | cperma                 |
| P150-0006/2010/1              | SUBVENTIONS EQUIPEMENT ASSOCIATIONS CULTURELLES              | 903         | 574 228,00    | cperma                 |
| P151-0005/2011/1              | AIDES EQUIPEMENT ETAT  | 903         | 270 000,00    | cperma                 |
| P210-0004/2016/1              | PLAN RELANCE REGIONAL II COMMUNES - CULTURE ET SPORT         | 903         | 5 340 000,00  | cperma                 |
| P151-0009/2016/1              | INSTITUT REGIONAL SPORT OCEAN INDIEN                         | 903         | 2 000,00      | cperma                 |
| P150-0004/2010/1              | SUBVENTIONS EQUIPEMENTS COMMUNES                             | 903         | 100 000,00    | cperma                 |
| P150-0007/2010/1              | ETUDES DE GRANDS PROJETS                                     | 903         | 150 000,00    | cperma                 |
| P150-0026/2015/1              | SERVICE REGIONAL DE L INVENTAIRE                             | 903         | 40 000,00     | cperma                 |
| P197-0012/2010/1              | TRAVAUX CNR MO REGION  | 903         | 200 000,00    | cperma                 |
| P150-0010/2010/1              | TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES                                  | 903         | 50 000,00     | cperma                 |
| P150-0016/2011/1              | DIVERS INVESTISSEMENT CULTURE                                | 903         | 2 000,00      | ordonnateur            |
| P151-0010/2016/1              | DIVERS INVESTISSEMENT SPORT                                  | 903         | 18 443,00     | ordonnateur            |
| P209-0008/2012/1              | ACQUISITIONS FONCIERES CULTURE                               | 903         | 3 050 000,00  | cperma                 |
| P150-0008/2010/1              | OEUVRES D'ART REGION   | 903         | 20 000,00     | ordonnateur            |
| P150-0005/2010/1              | SUBVENTIONS PROTECTION PATRIMOINE                            | 903         | 40 000,00     | cperma                 |
| P150-0018/2011/1              | AIDES AUX ENTREPRISES CULTUREL                               | 903         | 250 000,00    | cperma                 |
| P151-0008/2016/1              | RENOVATION EQUIPT SPORTIFS REGIONAUX                         | 903         | 5 000,00      | ordonnateur            |
| P150-0027/2016/1              | MISE EN TOURISME PATRIMOINE CULTUREL                         | 903         | 80 000,00     | cperma                 |
| P150-0002/2010/1              | EQUIPEMENTS STRUCTURES MUSEALE                               | 903         | 235 000,00    | cperma                 |
| P150-0022/2013/1              | REHABILITATION PATRIMOINE PROTEGEE                           | 903         | 150 000,00    | cperma                 |
| P150-0001/2010/1              | CNR - ACQUISITIONS ET TRAVAUX                                | 903         | 225 000,00    | cperma                 |
| P151-0001/2010/1              | SUBVENTIONS CONSTRUCTIONS-RENOVATIONS                        | 903         | 296 460,00    | cperma                 |
| P197-0026/2010/1              | TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES                                  | 903         | 350 000,00    | cperma                 |
| P206-0002/2020/1              | INVESTISSEMENT - AIDES ALIMENTAIRES                          | 904         | 100 000,00    | cperma                 |



|   |          |
|---|----------|
| I - INFORMATIONS GENERALE<br>PRESENTATION DES AP VOTEES | II<br>B1 |
|---|----------|

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) |  | Chapitre(s) | Montant       | Instance<br>décisionnelle |
|-------------------------------|--|-------------|---------------|---------------------------|
| Numéro                        | Libellé  |             |               |                           |
| P206-0001/2013/1              | INTERVENTION PECSS - INVESTISSEMENT                    | 904         | 96 964,00     | cperma                    |
| P140-0006/2010/1              | PGR1   | 905         | 80 000,00     | cperma                    |
| P140-0001/2010/1              | SAR  | 905         | 350 000,00    | cperma                    |
| P140-0002/2010/1              | ORGANISMES AMENAGEMENT                                 | 905         | 500 000,00    | cperma                    |
| P204-004/2010/1               | SIG-ANTENNE SATELITTE                                  | 905         | 200 000,00    | cperma                    |
| P140-0023/2015/1              | SEAS OI INFRASTRUCTURES                                | 905         | 50 000,00     | cperma                    |
| P140-0022/2015/4              | CONNAISSANCE ENTRETIEN ET PRESERVATION PAT NAT CULT P. | 905         | 135 000,00    | cperma                    |
| P140-0020/2015/1              | ESPACES PUBLICS STRUCTURANTS                           | 905         | 340 000,00    | cperma                    |
| P140-0030/2016/1              | POLE PORTUAIRE INDUST ENERG BOIS ROUGE                 | 905         | 200 000,00    | cperma                    |
| P140-0003/2010/1              | DENSIFICATION DES POLES INTERMODAUX                    | 905         | 350 000,00    | cperma                    |
| P204-001/2010/1               | SIG-ACQUISITIONS DE DONNEES                            | 905         | 20 000,00     | ordonnateur               |
| P133-0009/2010/1              | PROJET EN MAITRISE D'OUVRAGE                           | 905         | 7 097 534,00  | cperma                    |
| P133-0018/2020/1              | FINANCT OP*AMNGT NUM REGIE THD                         | 905         | 840 000,00    | cperma                    |
| P210-0006/2017/1              | PRR II - AMENAGEMENT BATIMENT                          | 905         | 2 300 000,00  | cperma                    |
| P140-0026/2016/1              | AMELIORATION DU LOGEMENT                               | 905         | 7 200 000,00  | cperma                    |
| P133-0002/2010/1              | TIC - AIDES PROJETS PUBLICS                            | 905         | 50 000,00     | cperma                    |
| P140-0032/2016/1              | FONCTIONNEMENT SGH                                     | 905         | 5 000,00      | cperma                    |
| P140-0027/2016/1              | ECOCITE ET WATERFRONT                                  | 905         | 170 000,00    | cperma                    |
| P140-0035/2016/1              | FRAFU AMENAGEMENT                                      | 905         | 1 200 000,00  | cperma                    |
| P140-0022/2015/3              | DEVELOPPEMENT DURABLE BIODIVERSITE ENVIRONNEMENT       | 905         | 85 000,00     | cperma                    |
| P140-0004/2010/2              | AIDE STRATEGIE DLAL PJT LEADER (FEADER)                | 905         | 185 000,00    | cperma                    |
| P140-0004/2010/1              | AMENAGEMENT RURAL ET BOURG                             | 905         | 620 000,00    | cperma                    |
| P130-0001/2020/3              | AIDES AUX ENTREPRISES-CPCB                             | 906         | 1 100 000,00  | cperma                    |
| P130-0002/2018/2              | ETUDES MO REGION-DIDN                                  | 906         | 633 000,00    | cperma                    |
| P130-0001/2018/2              | AIDES AUX ENTREPRISES-DIDN                             | 906         | 4 349 800,00  | cperma                    |
| P209-0011/2014/1              | ACQUISITION DE TERRAINS - ECO                          | 906         | 5 000,00      | cperma                    |
| P130-0006/2010/1              | AIDES ORGANISMES ECONOMIQUES                           | 906         | 2 098 200,00  | cperma                    |
| P130-0002/2010/1              | ETUDES A CARACTERE ECONOMIQUE MO REGION                | 906         | 400 000,00    | cperma                    |
| P130-0006/2018/2              | AIDES INV ORGANISMES-DIDN                              | 906         | 746 000,00    | cperma                    |
| P130-0004/2010/1              | AMENAGEMENT ZONE ARTISANALE                            | 906         | 3 800 000,00  | cperma                    |
| P130-0002/2020/3              | ETUDES MO REGION-CPCB                                  | 906         | 30 000,00     | cperma                    |
| P130-0001/2010/1              | AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES                       | 906         | 8 382 466,00  | cperma                    |
| P130-0006/2020/3              | AIDES INV ORGANISMES-CPCB                              | 906         | 700 000,00    | cperma                    |
| P130-0013/2010/1              | AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES < 23 k€               | 906         | 1 035 000,00  | ordonnateur               |
| P130-0010/2010/1              | AMENAGEMENTS TOURISTIQUES                              | 906         | 240 000,00    | cperma                    |
| P130-0008/2010/1              | FONDS DE CREDITS                                       | 906         | 1 900 000,00  | cperma                    |
| P130-0013/2020/3              | AIDES ENTREPRISES < 23K€-CPCB                          | 906         | 55 000,00     | ordonnateur               |
| P130-0013/2018/2              | AIDES ENTREPRISES < 23K€-DIDN                          | 906         | 120 000,00    | ordonnateur               |
| P126-0010/2012/1              | RECHERCHE AGRONOMIQUE                                  | 906         | 1 333 046,02  | cperma                    |
| P140-0013/2012/1              | SOLS /SS SOLS  | 907         | 150 000,00    | cperma                    |
| P208-0002/2011/8              | ENERGIE - TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE                | 907         | 3 720 635,40  | cperma                    |
| P126-0005/2010/1              | MILIEUX AQUATIQUES                                     | 907         | 7 19 047,28   | cperma                    |
| P210-0007/2018/1              | PRR II AIDES COMMUNES-POLITIQUE DE L'EAU               | 907         | 2 000 000,00  | cperma                    |
| P126-0003/2010/3              | DECHETS CADRE DE VIE (AIR)                             | 907         | 71 192,80     | cperma                    |
| P126-0015/2020/1              | OBSERVATOIRE DES DECHETS                               | 907         | 100 000,00    | cperma                    |
| P208-0002/2011/7              | ENERGIE-AIDES CES PARTICULIERS                         | 907         | 1 883 049,56  | cperma                    |
| P208-0002/2011/3              | SUBVENTIONS ENERGIE-ETUDES RECHERCHES-AIDES ORG PUB    | 907         | 249 174,80    | cperma                    |
| P126-0004/2010/2              | MILLIEUX TERRESTRES                                    | 907         | 245 619,43    | cperma                    |
| P208-0002/2011/4              | ENERGIE - ETUDES ET RECHERCHES EN MAITRISE OUVRAGE     | 907         | 202 899,48    | cperma                    |
| P208-0002/2011/6              | ENERGIE - AIDE EQUIPEMENT PHOTOVOLTAIQUE               | 907         | 1 067 892,00  | cperma                    |
| P126-0012/2016/1              | POTABILISATION   | 907         | 580 000,00    | cperma                    |
| P126-0003/2010/1              | DECHETS CADRE DE VIE (AIR)                             | 907         | 477 000,00    | cperma                    |
| P208-0002/2011/1              | SUBVENTIONS ENERGIE - AIDES AUX COMMUNES ET EPCI       | 907         | 54 660,67     | cperma                    |
| P208-0002/2011/2              | SUBVENTIONS ENERGIE - AIDES AUX ENTREPRISES            | 907         | 2 061 031,56  | cperma                    |
| P160-0018/2018/1              | RESTAURATION PONT RIVIERE DE L EST                     | 908         | 11 000 000,00 | cperma                    |
| P165-0001/2010/1              | TEE SUBVENTIONS INFRASTRUCTURES EPCI                   | 908         | 900 000,00    | cperma                    |
| P140-0025/2015/1              | INVESTISSEMENTS AEROPORTUAIRES                         | 908         | 100 000,00    | cperma                    |
| P160-0003/2010/1              | PROGRAMME REGIONAL ROUTES                              | 908         | 60 035 403,00 | cperma                    |
| P160-0016/2014/1              | SMPRR - TRAVAUX ROUTIERS                               | 908         | 2 200 000,00  | cperma                    |
| P165-0009/2020/1              | RUN RAIL-ETUDES ET TRAVAUX                             | 908         | 9 614 597,00  | cperma                    |
| P160-0012/2010/1              | DIVERS INVESTISSEMENT DRR                              | 908         | 50 000,00     | ordonnateur               |
| P160-0005/2010/1              | PISTES FORESTIERES                                     | 908         | 100 000,00    | cperma                    |
| P160-0008/2010/1              | SUBVENTION AUX COMMUNES TRAVAUX ROUTES NATIONALES      | 908         | 5 000 000,00  | cperma                    |
| P205-0007/2010/2              | FRAIS INVESTISSEMENT DRR                               | 908         | 150 000,00    | ordonnateur               |
| P160-0015/2014/1              | SUBVENTION AU SMPRR                                    | 908         | 300 000,00    | cperma                    |
| P160-0017/2016/1              | PISTES RIVIERE DES GALETS                              | 908         | 150 000,00    | cperma                    |

| I - INFORMATIONS GENERALE     |                             | II          |                |                        |
|-------------------------------|-----------------------------|-------------|----------------|------------------------|
| PRESENTATION DES AP VOTEES    |                             | B1          |                |                        |
| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) |                             | Chapitre(s) | Montant        | Instance décisionnelle |
| Numéro                        | Libellé                     |             |                |                        |
| P160-0006/2010/1              | VOIE VELO REGIONALE         | 908         | 2 500 000,00   | cperma                 |
| P165-0010/2020/1              | ACQUISITIONS FONCIERES RRTG | 908         | 400 000,00     | cperma                 |
| P165-0004/2011/1              | ETUDES TEE MO REGION        | 908         | 100 000,00     | cperma                 |
| TOTAL                         |                             |             | 231 130 362,00 |                        |
| AP de dépenses imprévues (2)  |                             | 950         |                |                        |
| TOTAL GENERAL                 |                             |             | 231 130 362,00 |                        |



|                            |    |
|----------------------------|----|
| I - INFORMATIONS GENERALES | II |
| PRESENTATION DES AE VOTEES | B2 |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) |  | Chapitre(s) | Montant      | Instance<br>déclensionnelle |
|-------------------------------|--|-------------|--------------|-----------------------------|
| Numéro                        | Libellé  |             |              |                             |
| A212-0002/2020/1              | PREST*STRATEGIE CONSEIL CITOYENNE                    | 930         | 50 000,00    | cpema                       |
| A192-0013/2010/1              | HONORAIRES ET ACHATS D'ETUDES                        | 930         | 732 304,00   | ordonnateur                 |
| A144-0001/2010/1              | PARTICIPATION A DES ACTIONS DE COOPERATION REGIONALE | 930         | 530 000,00   | cpema                       |
| A203-0002/2014/2              | ACTION PROMOTION EUROPE                              | 930         | 200 000,00   | ordonnateur                 |
| A144-0006/2017/1              | OPERATIONS MAITRISE OUVRAGE INTERREG                 | 930         | 25 000,00    | ordonnateur                 |
| A145-0003/2010/1              | FRAIS DIVERS EUROPE                                  | 930         | 118 219,00   | cpema                       |
| A192-0017/2010/1              | FRAISTELECOMMUNICATION (TELEPHONIE FIXE ET MOBILE)   | 930         | 333 460,99   | ordonnateur                 |
| A192-0003/2010/1              | FRAIS DE FONCTIONNEMENT AGILE                        | 930         | 10 500,00    | ordonnateur                 |
| A192-0032/2010/1              | ACHATS D'ETUDES                                      | 930         | 17 000,00    | ordonnateur                 |
| A091-0003/2010/1              | FRAIS DE FORMATION ET ANNEXE                         | 930         | 552 000,00   | ordonnateur                 |
| A212-0001/2020/1              | FONCTIONNEMENT CCC-CDJ                               | 930         | 95 500,00    | ordonnateur                 |
| A201-0001/2010/1              | BUDEGT FRAIS CONSULTATION ET AUDIT                   | 930         | 622 250,00   | ordonnateur                 |
| A192-0004/2010/1              | CARBURANTS   | 930         | 300 000,00   | ordonnateur                 |
| A197-0006/2012/1              | FRAIS DIVERS BATIMENT                                | 930         | 40 000,00    | ordonnateur                 |
| A198-0007/2011/2              | MAINTENANCE DES AUTOCOMS                             | 930         | 9 465,75     | ordonnateur                 |
| A193-0002/2012/1              | PRESTATIONS ARCHIVES                                 | 930         | 74 102,44    | ordonnateur                 |
| A192-0019/2010/1              | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX                      | 930         | 470 000,00   | ordonnateur                 |
| A203-0005/2019/1              | PROTOCOLE  | 930         | 67 048,00    | ordonnateur                 |
| A192-0018/2010/1              | AFFRANCHISSEMENT, FRET ET TRANSPORT                  | 930         | 13 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0041/2010/1              | BATIMENT ADMINISTRATIF FOURNITURES ENTREPRISES       | 930         | 10 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0030/2010/1              | ENTRETIEN DE VEHICULES                               | 930         | 30 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0037/2010/1              | DIVERS AUTRES PRESTATIONS                            | 930         | 70 000,00    | ordonnateur                 |
| A202-0002/2010/1              | FRAIS MISSION ET FORMATION                           | 930         | 191 248,00   | ordonnateur                 |
| A091-0001/2010/1              | FRAIS ANNEXES  | 930         | 2 752 900,00 | ordonnateur                 |
| A205-0016/2020/1              | FRAIS DIVERS RUP                                     | 930         | 40 000,00    | ordonnateur                 |
| A195-0001/2010/1              | FONCTIONNEMENT CESR                                  | 930         | 141 787,00   | ordonnateur                 |
| A198-0004/2010/1              | FRAIS DE PTT (INTERCONNEXIONS ET INTERNET)           | 930         | 163 025,37   | ordonnateur                 |
| A198-0002/2010/1              | FOURNITURES INFORMATIQUES                            | 930         | 111 156,66   | ordonnateur                 |
| A205-0002/2010/1              | PATRIMOINE - ELECTRICITE                             | 930         | 64 908,18    | ordonnateur                 |
| A198-0006/2011/1              | HEBERGEMENT SITE INTERNET                            | 930         | 12 621,01    | ordonnateur                 |
| A192-0016/2010/1              | FRAIS DE GARDIENNAGE                                 | 930         | 1 680 000,00 | ordonnateur                 |
| A203-0001/2010/1              | RECEPTION ET COMMUNICATION                           | 930         | 212 000,00   | ordonnateur                 |
| A192-0036/2010/1              | FOURNITURES CONSOMMEES                               | 930         | 15 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0025/2010/1              | ASSISTANCE AUDIOVISUELLE                             | 930         | 5 000,00     | ordonnateur                 |
| A196-0001/2010/1              | FONCTIONNEMENT CCEE                                  | 930         | 74 859,00    | ordonnateur                 |
| A209-0002/2011/1              | PATRIMOINE DIVERS AUTRES PRESTATIONS                 | 930         | 300,00       | ordonnateur                 |
| A192-0006/2010/1              | ENTRETIEN ET REPARATION MATERIEL                     | 930         | 270 000,00   | ordonnateur                 |
| A198-0001/2010/1              | FRAIS ENTRETIEN INFORMATIQUE                         | 930         | 518 717,09   | ordonnateur                 |
| A209-0004/2011/1              | PATRIMOINE ASSURANCES                                | 930         | 10 400,00    | ordonnateur                 |
| A192-0029/2010/1              | LOCATION DE MATERIELS DE TRANSPORT                   | 930         | 10 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0010/2010/1              | LOCATION DE MATERIELS                                | 930         | 32 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0040/2010/1              | ENTRETIEN DE JARDINS                                 | 930         | 17 000,00    | ordonnateur                 |
| A202-0003/2010/1              | AUTRES PARTICIPATION CR                              | 930         | 85 000,00    | ordonnateur                 |
| A192-0020/2010/1              | FRAIS DE RECEPTION                                   | 930         | 40 000,00    | ordonnateur                 |
| A144-0004/2010/4              | SERVICES EXTERIEURS - FRAIS DIVERS                   | 930         | 10 678,00    | ordonnateur                 |
| A203-0003/2016/1              | ACTION PROMOTION INTERREG                            | 930         | 55 000,00    | ordonnateur                 |
| A199-0004/2010/1              | REGIES D'AVANCES                                     | 930         | 90 000,48    | ordonnateur                 |
| A192-0005/2012/2              | MAINTENANCE DES BATIMENTS                            | 930         | 100 000,00   | ordonnateur                 |
| A192-0027/2010/1              | FOURNITURE DE BUREAU (PAPIE/TONER)                   | 930         | 75 000,00    | ordonnateur                 |
| A203-0004/2019/1              | COMMUNICATION  | 930         | 3 997 388,00 | ordonnateur                 |
| A209-0006/2011/1              | PATRIMOINE ETUDES ET PRESTATIONS                     | 930         | 90 000,00    | ordonnateur                 |
| A209-0003/2011/1              | PATRIMOINE LOCATIONS DE BATIMENTS                    | 930         | 990 944,00   | ordonnateur                 |
| A192-0005/2010/1              | ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS               | 930         | 965 000,00   | ordonnateur                 |
| A192-0015/2010/1              | IMPRESSIONS ET INSERTIONS                            | 930         | 151 750,00   | ordonnateur                 |
| A205-0013/2010/1              | IMPRESSION ET INSERTION                              | 930         | 10 000,00    | ordonnateur                 |
| A205-0006/2010/1              | PATRIMOINE-ASSURANCES                                | 930         | 200 000,00   | ordonnateur                 |
| A205-0001/2010/1              | PATRIMOINE - EAU                                     | 930         | 102 094,43   | ordonnateur                 |
| A192-0007/2010/1              | FOURNITURES ADMINISTRATIVES ET DIVERS                | 930         | 30 000,00    | ordonnateur                 |
| A193-0001/2010/1              | DOCUMENTATION GENERALE                               | 930         | 103 447,01   | ordonnateur                 |
| A144-0002/2010/3              | SUBVENTION A DES ORGANISMES PUBLICS DIVERS           | 930         | 720 000,00   | cpema                       |
| A112-0002/2010/1              | APPRENTISSAGE  | 932         | 1 000 000,00 | cpema                       |
| A134-0002/2010/1              | AIDES A LA MOBILITE EDUCATIVE                        | 932         | 3 400 000,00 | cpema                       |
| A111-0005/2010/1              | BOURSE REUSSITE ETUDIANT                             | 932         | 2 500 000,00 | cpema                       |
| A110-0012/2013/1              | VOYAGES PEDAGOGIQUES                                 | 932         | 45 000,00    | cpema                       |
| A091-0004/2010/1              | FRAIS ANNEXES TOS                                    | 932         | 132 000,00   | ordonnateur                 |
| A110-0002/2010/1              | MESURE ACCOMPAGNEMENT SECONDAIRE                     | 932         | 397 000,00   | cpema                       |
| A112-0003/2010/1              | MESURE D'ACCOMPAGNEMENT                              | 932         | 3 300 000,00 | cpema                       |



|                            |    |
|----------------------------|----|
| I - INFORMATIONS GENERALES | II |
| PRESENTATION DES AE VOTEES | B2 |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) |   | Chapitre(s) | Montant       | Instance<br>décisionnelle |
|-------------------------------|---|-------------|---------------|---------------------------|
| Numéro                        | Libellé   |             |               |                           |
| A110-0003/2010/1              | MANUELS SCOLAIRES                                   | 932         | 2 300 000,00  | cpema                     |
| A205-0014/2019/1              | FRAIS FONCTIONNEMENT CPOI-DL                        | 932         | 450 353,00    | ordonnateur               |
| A112-0020/2017/1              | FORMATION PROFESSIONNELLE MARCHES                   | 932         | 13 170 000,00 | cpema                     |
| A110-0016/2016/1              | CONNEX* INTERNET FAMILLES MODESTES                  | 932         | 350 000,00    | cpema                     |
| A112-0018/2014/1              | FRAIS DIVERS CPOI                                   | 932         | 176 972,00    | ordonnateur               |
| A134-0001/2010/1              | AIDES MOBILITE PROFESSIONNELLE                      | 932         | 9 895 184,00  | cpema                     |
| A111-0002/2010/1              | MESURES ACCOMPAGNEMENT SUPERIEUR                    | 932         | 2 304 000,00  | cpema                     |
| A112-0001/2010/1              | FORMATION PROFESSIONNELLE                           | 932         | 19 976 320,00 | cpema                     |
| A110-0008/2010/1              | SUBVENTION TOS PRIVEE                               | 932         | 1 123 500,00  | cpema                     |
| A134-0008/2012/1              | MESURE ACCOMPAGNEMENT MOBILITE                      | 932         | 35 000,00     | ordonnateur               |
| A112-0008/2010/1              | AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES                      | 932         | 300 000,00    | ordonnateur               |
| A112-0013/2012/1              | AIDE A L'EMPLOI APPRENTISSAGE                       | 932         | 1 300 000,00  | ordonnateur               |
| A110-0001/2010/1              | FONCTIONNEMENT DES LYCEES                           | 932         | 10 437 013,00 | ordonnateur               |
| A110-0007/2010/1              | FRAIS D'ETUDE EDUCATION                             | 932         | 49 000,00     | ordonnateur               |
| A110-0015/2016/1              | VALORISATION RESTO SCOLAIRE                         | 932         | 50 000,00     | cpema                     |
| A112-0006/2010/1              | BOURSES - AIDES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE      | 932         | 3 200 000,00  | cpema                     |
| A112-0004/2010/1              | REMUNERATION DES STAGIAIRES                         | 932         | 3 125 000,00  | ordonnateur               |
| A111-0001/2010/1              | AIDES EN FAVEUR ETUDIANTS                           | 932         | 1 894 000,00  | cpema                     |
| A110-0004/2010/1              | FRAIS DE GESTION DIVERS EDUCATION                   | 932         | 25 000,00     | ordonnateur               |
| A151-0008/2016/1              | INSTITUT REGIONAL SPORT OCEAN INDIEN                | 933         | 1 000,00      | cpema                     |
| A150-0034/2018/1              | IOMMA   | 933         | 100 000,00    | cpema                     |
| A150-0005/2010/1              | FONCTIONNEMENT STRUCTURES MUSEALES                  | 933         | 3 312 000,00  | cpema                     |
| A151-0003/2010/1              | SUBVENTION CREPS                                    | 933         | 86 000,00     | cpema                     |
| A150-0008/2010/1              | ACQUISITION D'OUVRAGE CULTURE                       | 933         | 10,00         | ordonnateur               |
| A151-0001/2010/1              | SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SPORT                  | 933         | 1 930 137,00  | cpema                     |
| A150-0012/2010/1              | FONCTIONNEMENT EPCC/PRMA                            | 933         | 366 000,00    | cpema                     |
| A150-0001/2010/1              | FONCTIONNEMENT CRR                                  | 933         | 525 000,00    | ordonnateur               |
| A151-0004/2010/1              | ETUDES LIEES AU SPORT                               | 933         | 22 000,00     | cpema                     |
| A151-0002/2010/1              | AIDE INDIVIDUELLE (BOURSES-BILLETS) SPORT           | 933         | 200 000,00    | cpema                     |
| A150-0004/2010/1              | SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES            | 933         | 140 294,00    | cpema                     |
| A150-0011/2010/1              | FRAIS DE GESTION DIVERS                             | 933         | 100 000,00    | ordonnateur               |
| A151-0005/2010/1              | FRAIS DE GESTION SPORT                              | 933         | 150 000,00    | ordonnateur               |
| A150-0025/2013/1              | SUBVENTION FONCTIONNEMENT PATRIMOINE                | 933         | 40 000,00     | cpema                     |
| A205-0015/2019/1              | FRAIS FONCTIONNEMENT CRR-DL                         | 933         | 181 600,00    | ordonnateur               |
| A150-0009/2010/1              | PROMOTION CULTURE A L'EXPORT                        | 933         | 10,00         | ordonnateur               |
| A150-0015/2010/1              | INVENTAIRE GENERAL DU PATRIMOINE                    | 933         | 80 000,00     | cpema                     |
| A150-0033/2017/1              | CONNAIS,ENTRET,PRESERV*PAT NAT                      | 933         | 10,00         | cpema                     |
| A150-0023/2011/1              | AIDES AUX ENTREPRISES CULTUREL                      | 933         | 100 000,00    | cpema                     |
| A151-0007/2011/1              | VIE ASSOCIATIVE                                     | 933         | 1 000,00      | cpema                     |
| A150-0002/2010/1              | FONCTIONNEMENT AUTRES ORGANISMES CULTURELLES        | 933         | 50 000,00     | ordonnateur               |
| A150-0032/2015/1              | SCHEMA ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET FORMATION CULTURE | 933         | 250 000,00    | cpema                     |
| A150-0024/2012/1              | POLE REGIONAL LITTERATURE ET DIVERSITE LINGUISTIQUE | 933         | 28 000,00     | cpema                     |
| A150-0027/2013/1              | FONCTIONNEMENT SALLE DE DIFFUSION                   | 933         | 828 000,00    | cpema                     |
| A150-0029/2013/1              | FONCTIONNEMENT SALLE DE SPECTA                      | 933         | 140 000,00    | ordonnateur               |
| A150-0019/2011/1              | ETUDES DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE                | 933         | 10,00         | cpema                     |
| A150-0020/2011/1              | DIVERS MANIFESTATIONS CULTURELLES                   | 933         | 260 000,00    | ordonnateur               |
| A150-0007/2010/1              | FRAIS D'INSERTION CULTURE                           | 933         | 10,00         | ordonnateur               |
| A206-0004/2012/1              | ACTIONS SANITAIRES ET SOCIALES                      | 934         | 150 000,00    | cpema                     |
| A206-0013/2020/1              | FRAIS DIVERS COHESION TERRITORIALE                  | 934         | 10 000,00     | ordonnateur               |
| A206-0002/2012/1              | LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME                          | 934         | 600 000,00    | cpema                     |
| A206-0012/2020/1              | MESURE ACCOMPAGNEMENT COHESION TERRITORIALE         | 934         | 90 000,00     | cpema                     |
| A206-0005/2012/1              | MESURE D ACCOMPAGNEMENT                             | 934         | 100 000,00    | cpema                     |
| A206-0001/2010/1              | AIDES ASSOCIATIONS MEDICALES ET MEDICO-SOCIALES     | 934         | 107 000,00    | cpema                     |
| A206-0011/2018/1              | POLITIQUE DE LA VILLE                               | 934         | 200 000,00    | cpema                     |
| A206-0010/2017/1              | MESURES D'INTERET GENERAL                           | 934         | 150 000,00    | cpema                     |
| A206-0009/2017/1              | CLASSES TRANSPLANTEES                               | 934         | 100 000,00    | cpema                     |
| A206-0008/2013/1              | ETUDES ET AUDIT EGALITE DES CHANCES                 | 934         | 40 000,00     | cpema                     |
| A206-0007/2013/1              | FRAIS DIVER POLE EGALITE DES CHANCES                | 934         | 60 000,00     | ordonnateur               |
| A206-0014/2020/1              | FRAIS DIVERS SANTE                                  | 934         | 10 000,00     | ordonnateur               |
| A140-0026/2018/1              | ACTIONS TRANSVERSALES                               | 935         | 7 000,00      | ordonnateur               |
| A140-0030/2019/1              | SAR   | 935         | 108 000,00    | ordonnateur               |
| A140-0017/2015/1              | GOVERNANCE DES HAUTS                                | 935         | 42 500,00     | cpema                     |
| A140-0029/2018/1              | SIG - MAINTENANCE/ MISE A JOUR LOGICIELS            | 935         | 21 000,00     | ordonnateur               |
| A140-0012/2010/1              | ESPACES RURALES - SUBVENTIONS STRUCTURES            | 935         | 188 500,00    | cpema                     |
| A133-0015/2015/1              | AMENAGEMENT NUMERIQUE FONCTIONNEMENT                | 935         | 750 000,00    | cpema                     |
| A133-0009/2011/2              | DOCUMENTATION TIC                                   | 935         | 17 784,59     | ordonnateur               |
| A140-0023/2016/1              | ECOCITE ET WATERFRONT                               | 935         | 105 000,00    | cpema                     |

|                                   |           |
|-----------------------------------|-----------|
| <b>I - INFORMATIONS GENERALES</b> | <b>II</b> |
| <b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b> | <b>B2</b> |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)       |   | Chapitre(s) | Montant               | Instance<br>déclisonnelle |
|-------------------------------------|---|-------------|-----------------------|---------------------------|
| Numéro                              | Libellé   |             |                       |                           |
| A140-0016/2013/1                    | PROJET LEADER                                   | 935         | 200 000,00            | cperma                    |
| A140-0003/2010/1                    | PARTICIPATION SYNDICATS MIXTES                  | 935         | 242 000,00            | cperma                    |
| A140-0028/2018/1                    | ACTIONS TRANSVERSALES                           | 935         | 15 000,00             | cperma                    |
| A133-0016/2019/1                    | TOURISME NUMERIQUE-FONCTIONNEMENT               | 935         | 80 000,00             | cperma                    |
| A140-0019/2015/1                    | ASSOCIATION SEAS OI ET MAINTENANCE SIG          | 935         | 60 000,00             | cperma                    |
| A140-0024/2016/1                    | POLE PORTUAIRE INDUST ENERG BOIS ROUGE          | 935         | 20 000,00             | cperma                    |
| A140-0027/2018/1                    | GIP COMPENSATION AGRICOLE                       | 935         | 9 000,00              | cperma                    |
| A130-0009/2010/1                    | ECONOMIE ALTERNATIVE                            | 936         | 2 444 500,00          | cperma                    |
| A130-0011/2020/3                    | FRAIS GESTION DIVERS-CPCB                       | 936         | 30 000,00             | ordonnateur               |
| A130-0003/2010/1                    | AIDE A LA PROMOTION TOURISTIQUE                 | 936         | 9 375 568,00          | cperma                    |
| A130-0012/2018/2                    | PROMOT*EXPORTAT* < 23K€-DEIE                    | 936         | 518 000,00            | ordonnateur               |
| A130-0012/2010/1                    | PROMOTION EXPORTATION < 23K€                    | 936         | 160 000,00            | ordonnateur               |
| A130-006/2010/1                     | PRIME REGIONALE A L'EMPLOI ECONOMIE             | 936         | 200 000,00            | cperma                    |
| A130-0002/2010/1                    | AIDES A L'ANIMATION ECONOMIQUE                  | 936         | 8 101 000,00          | cperma                    |
| A130-0002/2018/2                    | AIDES A L'ANIMATION-DIDN                        | 936         | 1 662 000,00          | cperma                    |
| A120-0003/2010/1                    | CAISSE CHOMAGE INTEMPERIES                      | 936         | 91 800,00             | cperma                    |
| A130-0004/2011/1                    | PROMOTION EXPORT                                | 936         | 107 849,00            | cperma                    |
| A130-0013/2010/1                    | PRIME REGIONALE A L'EMPLOI < 23 k€              | 936         | 300 000,00            | ordonnateur               |
| A130-0004/2018/2                    | PROMOTION EXPORT-DEIE                           | 936         | 333 503,00            | cperma                    |
| A130-0002/2020/3                    | AIDES A L'ANIMATION-CPCB                        | 936         | 410 000,00            | cperma                    |
| A130-0011/2018/2                    | FRAIS GESTION DIVERS-DIDN                       | 936         | 160 000,00            | ordonnateur               |
| A130-0011/2010/1                    | FRAIS DE GESTION DIVERS ECONOMIE                | 936         | 486 046,00            | ordonnateur               |
| A130-0015/2011/1                    | FONDS DE SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE LA ROUTE | 936         | 900 000,00            | cperma                    |
| A126-0007/2010/1                    | SENSIBILISATION                                 | 937         | 20 000,00             | cperma                    |
| A208-0001/2011/2                    | ENERGIE   | 937         | 151 000,00            | cperma                    |
| A126-0004/2012/1                    | MILLIEUX TERRESTRES                             | 937         | 37 500,00             | cperma                    |
| A126-0008/2010/2                    | EV FRAIS GESTION ASP                            | 937         | 150 000,00            | cperma                    |
| A126-0016/2018/1                    | FRAIS DIVERS EMPLOIS VERTS                      | 937         | 10 000,00             | ordonnateur               |
| A126-0003/2010/1                    | DECHET CADRE DE VIE (AIR)                       | 937         | 178 600,00            | cperma                    |
| A208-0002/2011/1                    | FRAIS DIVERS ENERGIE                            | 937         | 15 000,00             | ordonnateur               |
| A126-0017/2019/1                    | PEC   | 937         | 7 490 793,00          | cperma                    |
| A126-0013/2012/1                    | COMMUNICATION ENVIRONNEMENT                     | 937         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A126-0011/2010/1                    | FRAIS DIVERS ENV                                | 937         | 10 000,00             | ordonnateur               |
| A126-0005/2010/1                    | MILLIEUX AQUATIQUES                             | 937         | 1 197 887,00          | cperma                    |
| A208-0001/2011/1                    | ENERGIE   | 937         | 287 500,00            | cperma                    |
| A160-0005/2010/1                    | FRAIS DE GESTION DIVERS EAD                     | 938         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A160-0008/2011/1                    | RESEAUX ET ESPACES VERTS                        | 938         | 2 025 500,00          | ordonnateur               |
| A160-0009/2014/1                    | PARTICIPATION AU SMPRR                          | 938         | 1 800 000,00          | cperma                    |
| A165-0011/2020/1                    | FONCTIONNEMENT CO-VOITURAGE                     | 938         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A165-0010/2019/1                    | EXPLOITATION POLES D'ECHANGES                   | 938         | 67 840,00             | ordonnateur               |
| A165-0005/2011/1                    | TEE DIVERS FONCTIONNEMENT                       | 938         | 112 000,00            | ordonnateur               |
| A205-0012/2010/2                    | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DRR                     | 938         | 600 000,00            | ordonnateur               |
| A163-0001/2011/1                    | FRAIS DIVERS NRL                                | 938         | 504 339,00            | ordonnateur               |
| A091-0005/2010/1                    | PERSONNEL DDE                                   | 938         | 25 500,00             | ordonnateur               |
| A160-0004/2010/1                    | MESURES D'ACCOMPAGNEMENT                        | 938         | 100 000,00            | cperma                    |
| A165-0006/2013/1                    | COMMUNICATION TEE                               | 938         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A165-0007/2017/1                    | PLAN REGIONAL VELO                              | 938         | 70 000,00             | ordonnateur               |
| A160-0007/2010/1                    | FRAIS DIVERS SERVICE DRR                        | 938         | 50 000,00             | ordonnateur               |
| A202-0005/2010/1                    | FOURNITURES DE BUREAU                           | 944         | 17 232,00             | ordonnateur               |
| A202-0006/2010/1                    | FRAIS D'INSERTION ET D'IMPRESSION               | 944         | 1 150,00              | ordonnateur               |
| A202-0008/2010/1                    | ACQUISITION DE PETITS MATERIELS                 | 944         | 3 539,00              | ordonnateur               |
| A202-0007/2010/1                    | FRAIS DE TELEPHONE ET D'INTERNET                | 944         | 34 464,00             | ordonnateur               |
| A202-0009/2010/1                    | DOCUMENTATION GENERALE                          | 944         | 11 486,00             | ordonnateur               |
| <b>TOTAL</b>                        |   |             | <b>152 269 878,00</b> |                           |
| <b>AE de dépenses Imprévues (2)</b> |   | <b>952</b>  | <b>600 000,00</b>     |                           |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                |   |             | <b>152 869 878,00</b> |                           |

